

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES LITTÉRAIRES

PAR
MARIE-ANNE LAPOINTE

MME DE STAËL ET CHATEAUBRIAND : CENSURE ET LIBERTÉ

JUIN 2008

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

REMERCIEMENTS

J'ai mis quelques années à réaliser ce mémoire donc, dans un premier temps, je tiens à tous vous remercier pour votre patience et la confiance que vous aviez en moi à mener à terme ce projet. Voilà, c'est enfin terminé et je vous remercie de votre soutien.

Je tiens à remercier particulièrement et avant tout ma directrice de maîtrise, Hélène Marcotte qui, tout au long de mon cheminement, a su me guider pour que jamais je ne perde mon fil conducteur. Elle a su me conseiller et m'a été d'un grand appui lorsque j'ai mis à exécution mon plan d'aller faire une session en France.

La possibilité qui m'a été offerte d'aller étudier à la Sorbonne-Paris IV, je la dois à l'OFQJ et à la CREPUQ. Merci à tous ceux qui y travaillent. Ce projet n'aurait cependant pas pu être réalisable sans le soutien de Sylvain Menant, professeur à la Sorbonne-Paris IV, qui a pris la relève de Mme Marcotte dans la direction de ce mémoire. Également, la BNF et son personnel accueillant m'ont été d'une grande aide dans mes recherches archivistiques.

Enfin, merci à toute ma famille, mes amis et mon conjoint Ian de m'avoir encouragée à persévérer!

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I.....	14
Le mouvement des idées et la censure (1774-1799)	14
1.1 Le débat entre Lumières et anti-Lumières.....	16
1.2 Les différents types de censure exercés sur la philosophie des Lumières et leur impact	25
1.3 La Révolution française : un combat pour la liberté	37
CHAPITRE II.....	52
<i>De la littérature</i> de Mme de Staël et la censure après la Révolution (1799-1805).....	52
2.1 Mme de Staël, héritière des Lumières.....	61
2.1.1 <i>De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales</i> (1800)	64
2.2 Mme de Staël et la réception critique	78
2.3 L'exil de Mme de Staël	96
CHAPITRE III	106
Chateaubriand et la brèche entre deux siècles (1799-1805).....	106
3.1 <i>Atala</i> (1801) et le <i>Génie du christianisme</i> (1802).....	108
3.2 François-René de Chateaubriand et la réception critique.....	125
3.2.1 Le <i>Génie du christianisme</i> , un ouvrage de circonstance.....	125
3.2.2 La publicité entourant le <i>Génie du christianisme</i>	132
3.2.3 Chateaubriand face à la critique	136
CONCLUSION	148
BIBLIOGRAPHIE	159

INTRODUCTION

Certaines phrases rappellent l'atmosphère entourant la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e. Pensons à ces paroles qui coulent depuis plusieurs décennies, toujours vivantes, toujours récitées et lues : « Je me suis rencontré entre deux siècles comme au confluent de deux fleuves ; j'ai plongé dans leurs eaux troublées, m'éloignant avec regret du vieux rivage où je suis né, nageant avec espérance vers une rive inconnue¹ ». L'auteur de ces mots nous vient immédiatement en tête : François-René de Chateaubriand qui, né en 1768, grandit en pleine crise, à un moment où tout est remis en question. Ayant vu le jour sous l'Ancien Régime, il est témoin de la Révolution française (1789-1799) et voit l'élaboration d'une France nouvelle, notamment sous l'Empire érigé par Napoléon Bonaparte. En tant qu'écrivain, il marque le passage, avec d'autres de ses compatriotes, entre les temps anciens et les temps modernes : « Aux premières années du siècle, trois " intellectuels ", venus d'horizons bien différents, disent la même crise et la même découverte, engagent le processus qui, en termes théoriques, en termes de pratique et d'écriture, conduit à une nouvelle littérature. François René de Chateaubriand, Henri Beyle, Germaine de Staël disent la même chose et vont dans le même sens² ». Pourtant, pendant longtemps, la plupart des ouvrages littéraires académiques ne parlent que de Chateaubriand, mentionnant à peine le nom de Mme de Staël et son œuvre. Comme le soulignent Michel Delon et Françoise

¹ Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Gallimard/Le Seuil, coll. « Hautes Études », 1997, p. 239.

² Pierre Barberis, « Mme de Staël : Du romantisme, de la littérature et de la France nouvelle », *Europe*, vol. 64, nos 693/694, janv.-fév. 1987, p. 6.

Mélonio : « Les historiens de la littérature ont longtemps préféré confier le soin d'ouvrir le XIX^e siècle au vicomte de Chateaubriand, homme et partisan d'une restauration catholique et monarchique. La mise à l'écart de l'*Essai sur les révolutions* de 1797 permettait de présenter Chateaubriand comme un pur contre-révolutionnaire et d'oublier que *De la littérature* [de Mme de Staël] précède de deux ans le *Génie du christianisme*³ ». Pourquoi cette mise à l'écart de Germaine de Staël, cette reconnaissance si tardive de la part des historiens de la littérature?

Pour répondre à cette interrogation, certains chercheurs affirment, à propos de l'exclusion de Mme de Staël, que « [d]es résistances idéologiques et institutionnelles se sont longtemps opposées à cette reconnaissance qui n'a jamais été marchandée à *Atala* et *René*. Les résistances idéologiques frappaient une femme, protestante, libérale (au sens d'alors, favorable à l'œuvre de la Révolution)⁴ ». À l'époque, une femme engagée socialement et politiquement dérange son entourage, a fortiori, le pouvoir en place. Aussi, déjà en 1800, la parution de *De la littérature* soulève de vifs débats au sein des intellectuels du temps. Il est vrai que les thèmes abordés dans cet ouvrage ont tout pour choquer au lendemain de la Révolution :

Je me suis proposé d'examiner quelle est l'influence de la religion, des mœurs et des lois sur la littérature, et quelle est l'influence de la littérature sur la religion, les mœurs et les lois. [...] J'ai essayé de rendre compte de la marche lente, mais continuelle, de l'esprit humain dans la philosophie, et de ses succès rapides, mais interrompus, dans les arts. [...] Enfin, en contemplant, et les ruines, et les espérances que la révolution française a, pour ainsi dire, confondues ensemble, j'ai pensé qu'il importait de connaître quelle était la puissance que cette révolution

³ *Mme de Staël*, Actes du colloque de la Sorbonne du 20 novembre 1999, sous la direction de Michel Delon et Françoise Mélonio, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000, p. 5.

⁴ *Idem*.

a exercée sur les lumières, et quels effets il pourrait en résulter un jour, si l'ordre et la liberté, la morale et l'indépendance républicaine étaient sagement et politiquement combinés. [...] Que ne puis-je rappeler tous les esprits éclairés à la jouissance des méditations philosophiques! Les contemporains d'une révolution perdent souvent tout intérêt à la recherche de la vérité. Tant d'événements décidés par la force, tant de crimes absous par le succès, tant de vertus flétries par le blâme, tant d'infortunes insultées par le pouvoir, tant de sentiments généreux devenus l'objet de la moquerie, tant de vils calculs hypocritement commentés; tout lasse de l'espérance les hommes les plus fidèles au culte de la raison⁵.

Dès les premières pages, le lecteur sait qu'il sera question de la philosophie des Lumières et de la Révolution, deux sujets évités en 1800 car, comme le mentionne Mme de Staël, ils sont porteurs de souvenirs trop douloureux. De plus, en prônant la philosophie des Lumières, l'auteure s'affiche partisane du changement et, par la même occasion, elle se montre favorable à la Révolution, du moins pour ce qui est des principes de base (liberté-égalité-fraternité) pour lesquels les penseurs du XVIII^e siècle se sont battus. Elle veut changer la perception que plusieurs Français ont de la Révolution, perception qui est faussée par la Terreur. Comme elle affiche ouvertement ses convictions, et ce bien avant la parution de *De la littérature*, il n'est pas surprenant que dès 1795, les dirigeants du pouvoir exilent Mme de Staël.

Tout au long de la Révolution, les coups d'État se succèdent et différents partis prennent les rênes du gouvernement, se hâtant d'asseoir leur autorité au sein d'une France instable et divisée. Mme de Staël, en dénonçant tour à tour les différents partis politiques, en rappelant les vrais buts de la Révolution, se fait ainsi de nombreux ennemis. À la suite du coup d'État de Napoléon Bonaparte, qui met fin à la Révolution, les opinions de Mme de

⁵ M^{me} de Staël, *De la littérature*, Paris, Éditions GF Flammarion, 1991, p. 65-66.

Staël ne mettent pas longtemps à heurter le nouveau pouvoir : en 1802, la colère de Bonaparte à son égard l'oblige à quitter Paris en même temps que Benjamin Constant, qui est exclu du Tribunat. Car ce n'est pas seulement Mme de Staël qui est persécutée, censurée et exilée toujours plus loin de la France, mais parfois aussi ceux qui partagent ses idées.

Si, aujourd'hui, l'apport de Mme de Staël est largement reconnu, au même titre que celui de Chateaubriand, —« Mme de Staël est sans doute, avec Chateaubriand, le plus célèbre des écrivains français de la période révolutionnaire et impériale⁶ »—, de son vivant, elle n'a pas le même succès que l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe*. En 1802, tandis qu'on s'arrache le *Génie du christianisme*, Mme de Staël se voit interdire l'accès à Paris par Bonaparte. En ce sens, on peut questionner les propos de Pierre Barberis qui soutient qu'Henri Beyle, Mme de Staël et Chateaubriand «disent la même chose et vont dans le même sens » quand, semble-t-il, Chateaubriand est reconnu comme étant un contre-révolutionnaire qui appuie la religion chrétienne, défend un certain conservatisme et met de l'avant une fierté nationale française, alors que Mme de Staël est perçue comme une libérale protestante qui continue de défendre les principes de base des Lumières et de la Révolution, prônant en outre un cosmopolitisme européen. Dès 1800, Mme de Staël doit défendre ses opinions. En effet, *De la littérature* ayant provoqué de vives attaques dans la presse, Mme de Staël réédite son ouvrage quelques mois plus tard en y ajoutant une préface où elle tente de répondre aux critiques parues dans les journaux, critiques qui viennent, entre autres, de Fontanes, le fondateur, avec La Harpe, du journal *Le Mercure de France*, grand ami de Chateaubriand. D'ailleurs, le premier article de l'auteur du *Génie*, publié dans *le Mercure de France* le 22

⁶ Jacques Godechot, « Introduction » à Mme de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, Paris, Éditions Tallandier, 2000, p. 7.

décembre 1800, est une lettre adressée à Fontanes *sur la Perfectibilité* et qui s'avère, en fait, un compte rendu violemment critique de *De la littérature*. Pourtant, des années plus tard, Chateaubriand reconnaît Mme de Staël comme un pilier de la littérature au XIX^e siècle, bien avant les futurs penseurs, lorsqu'il explique que « la littérature qui exprime l'ère nouvelle n'a régné que 40 ou 50 ans après le temps dont elle était l'idiome. Pendant ce demi-siècle, elle n'était employée que par l'opposition. C'est Madame de Staël, c'est Benjamin Constant, c'est Lemercier, c'est Bonald, c'est moi enfin, qui les premiers avons parlé cette langue⁷ ». Cette citation, tirée des *Mémoires d'Outre-Tombe*, publiées dans leur intégralité en 1848, montre bien non seulement le fait que la position de Chateaubriand envers Mme de Staël varie au cours de sa vie, mais aussi que la reconnaissance de cette auteure fut tardive.

À la lumière de ces faits, nous nous sommes demandée pourquoi Mme de Staël n'a pas été bien reçue au XIX^e siècle et même après, contrairement à Chateaubriand. Pour répondre à cette interrogation, nous avons choisi d'étudier la censure en France, de 1774 à 1805, en nous attardant aux figures de Mme de Staël et de Chateaubriand, et plus particulièrement en analysant la réception critique de certains de leurs ouvrages, soit *De la littérature* pour Mme de Staël, et *Le Génie du christianisme* pour Chateaubriand. De cette façon, nous espérons mieux comprendre ce qui a été reproché à Mme de Staël et qui lui a valu l'exil de nombreuses fois pendant qu'on qualifiait Chateaubriand de génie littéraire. Pour comprendre la censure napoléonienne à l'égard de Mme de Staël, il faut tout d'abord commencer par comprendre ce qu'est la censure. Selon le dictionnaire de l'Académie française, la censure se définit comme : «Correction, reprehension. Je sou mets mes écrits et mes actions à votre censure. Subir la censure de quelqu'un. Souffrir la censure. S'exposer à

⁷ *Ibid.*

la censure. Il signifie aussi, Le jugement et la condamnation d'un livre. La censure que la Sorbonne a faite d'un tel livre. On appelle aussi, Censures Ecclesiastiques, Les excommunications, interdictions et suspensions d'exercice et de charge Ecclesiastique. Il a encouru la censure⁸». Mais la censure n'a pas toujours été et son apparition est associée à des facteurs précis : « La censure est née au XV^e siècle de la conjoncture de trois facteurs – de l'invention de l'imprimerie, d'une nouvelle " effervescence " intellectuelle, et des progrès de l'éducation – elle s'est trouvée au centre de l'activité culturelle en France entre les XVI^e et XVIII^e siècles. Elle marquait à la fois la montée de la contestation et l'inquiétude d'un pouvoir autoritaire menacé dans son système de valeurs⁹ ». La censure n'est pas toujours la même ; elle est instable et varie selon les régimes et les différentes époques : « La censure, née de la lutte pour le contrôle du discours qui semble s'inscrire dans toutes les formes d'expression culturelle, s'intensifie à des moments d'instabilité politique¹⁰ ». Ces remarques, expliquant la naissance de la censure, s'appliquent parfaitement à la période napoléonienne. En effet, la situation politique, à la suite de la Révolution, est très instable. Au début de son règne, Bonaparte n'est pas assuré de parvenir à asseoir un pouvoir permanent lui permettant d'être le chef des Français. De plus, la menace idéologique représentée par les Lumières et, par la suite, par les révolutionnaires, n'est pas encore assez éloignée des esprits des Français. Après avoir vécu plusieurs années de Terreur, les Français ne réclament que le calme et la paix et se méfient des philosophes qui, avec leur nouvelle façon de penser, font germer des idées révolutionnaires et se voient attribuer la responsabilité de tous les massacres et les horreurs de la Révolution.

⁸ *Dictionnaire de l'Académie française*, Marsanne, 1694, (ressource électronique présentée par Isabelle Turcan).

⁹ Janice Best, *La subversion silencieuse : censure, autocensure et lutte pour la liberté d'expression*, Montréal, les Éditions Balzac, coll. L'univers des discours, 2001, p. 13.

¹⁰ *Ibid.*, p. 12.

Georges Minois va dans le même sens que Janice Best quant aux origines de la censure : « Montée d'une contestation avec des moyens de diffusion puissants; inquiétude d'un pouvoir autoritaire menacé dans son système de valeurs¹¹ ». Il va plus loin lorsqu'il souligne un des effets de la censure : « L'Ancien Régime est une phase de transition dans le domaine de la culture, entre le monolithisme à base religieuse du Moyen Âge et le pluralisme de l'époque contemporaine. Dans ce passage, la censure a joué un rôle qui n'est pas seulement négatif. En exaspérant les oppositions, en accentuant la division entre les pouvoirs, elle a moins contribué à ralentir l'évolution qu'à exalter le désir de liberté dans la pensée française¹² ». Il est vrai que la censure des philosophes des Lumières n'a pas freiné la diffusion des ouvrages interdits, mais l'a plutôt favorisée. La censure a augmenté les ventes et a fait naître un réseau clandestin dans toute l'Europe des livres jugés séditieux¹³. Notre premier objectif de recherche sera donc de comprendre la censure et son impact avant la Révolution, plus précisément la censure des Lumières pendant le règne de Louis XVI. Cet objectif nous semble primordial pour bien comprendre l'essor de cette nouvelle philosophie et pour cerner les réactions qu'elle a soulevées après la Révolution : « La violente opposition aux livres de Mme de Staël en particulier ne se comprend pas si l'on ne pense qu'à une bataille littéraire. Dès 1800, les réactionnaires, les contre-révolutionnaires avaient compris son but, réhabiliter l'homme de lettres rabaissé, dénoncé comme l'auteur de désordre et de subversion, à qui toute mission humanitaire et sociale est déniée¹⁴ ». Nous tenterons ainsi de comprendre l'aversion qu'ont suscitée les Lumières à la suite de la Révolution pour essayer

¹¹ Georges Minois, *Censure et culture sous l'Ancien régime*, Paris, Éditions Fayard, 1995, p. 13.

¹² *Ibid.*, p. 15.

¹³ Un livre censuré valait jusqu'à dix fois le prix normalement exigé vu la rareté du livre, les risques encourus par les libraires, les auteurs et les éditeurs et la forte demande, résultat d'une contestation sans cesse grandissante du pouvoir et d'une curiosité éveillée par l'interdit imposé.

¹⁴ Simone Balayé, *Madame de Staël : écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 341.

de cerner pourquoi Mme de Staël a soulevé tant d'oppositions. En effet, comment se fait-il que Mme de Staël, à titre d'héritière de la philosophie des Lumières, ait généré autant d'objections au sein du pouvoir et auprès des intellectuels après la Révolution quand cette même philosophie a été, dans son ensemble, étudiée, lue, admirée par une grande partie de la société française?

La crise de conscience européenne, qui débute à la mort de Louis XIV, atteint plusieurs niveaux de la hiérarchie sociale et suppose l'émergence de cette nouvelle manière de penser, manière de penser appuyée sur la raison, ce qui ne manque pas d'engendrer des conflits : « Alors que la production culturelle du XVII^e siècle était essentiellement religieuse et n'entraînait en conflit avec le pouvoir politique que sur des questions de discipline, les auteurs du XVIII^e siècle entrent de plain-pied dans les chasses gardées du gouvernement : l'organisation sociale et politique. Des conflits directs sont donc prévisibles¹⁵ ». Pourtant, bien que le pouvoir alors en place voit d'un mauvais œil ce courant philosophique, les cas de censure ne sont pas aussi sévères, car « [s]'installe alors une complicité ambiguë entre les gens du pouvoir et ceux de la culture puisque l'écart qui les séparait tend à disparaître peu à peu. La censure se fera donc avec finesse et délicatesse puisque les hommes au pouvoir sont souvent très proches des intellectuels¹⁶ ». De plus, Louis XVI, confronté à plusieurs problèmes d'ordre social ou économique qui menacent son autorité, se montre clément envers les philosophes qui gagnent en popularité, afin de limiter la colère grandissante de la société française. Cette nouvelle philosophie s'étend alors dans l'ensemble de la population cultivée, gagnant de plus en plus de penseurs et d'hommes au pouvoir, et menant jusqu'à cette bataille pour l'épanouissement de la raison à la faveur des concepts de liberté, d'égalité

¹⁵ Georges Minois, *op. cit.*, p. 181.

¹⁶ *Idem.*

et de fraternité : la Révolution française. Que s'est-il passé après la Révolution pour qu'on rejette les Lumières et leur philosophie, allant jusqu'à les rendre responsables de la Terreur et de toutes ses violences?

Dans la présentation de notre sujet, nous avons mis en évidence que les historiens de la littérature ont longtemps présenté Chateaubriand comme étant le génie littéraire du début XIX^e siècle, ne mentionnant à peu près pas l'œuvre de Mme de Staël. Pourtant, en regardant les faits, elle a, elle aussi, laissé un bel héritage à la France et s'est battue pour son pays en s'opposant à Napoléon. Elle préfère même subir l'exil plutôt que de modifier sa pensée. C'est pourquoi elle doit parfois attendre longtemps avant de publier un ouvrage ou doit le publier à l'étranger. C'est en luttant pour la liberté qu'elle va jusqu'à perdre la sienne : « dès 1802, Bonaparte lui interdit de séjourner à Paris, la privant de son salon, et d'une partie de son influence, en 1803, il l'exile à 40 lieues (200 km) de Paris, en 1807, il l'assignera à résidence à Coppet¹⁷ ». Il va même jusqu'à surveiller son courrier en plus de glisser, au sein de ses domestiques, un espion lui rapportant tous ses faits et gestes. De son côté, bien que Chateaubriand n'ait pas toujours entretenu de bonnes relations avec Napoléon Bonaparte, celui-ci n'a jamais subi d'exil et très peu de censure.

À la suite de ces constatations, il nous a semblé que les chercheurs, au cours de leurs nombreux travaux, ont laissé des questions en suspens et que, malgré toutes les études mises à notre disposition, la figure de Mme de Staël, sous plusieurs aspects, demeure incomprise.

¹⁷ M^{me} de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, introduction par Jacques Godechot, *op. cit.*, p. 19.

Même la doyenne des études staëliennes, Simone Balayé, souligne qu'il reste encore des zones d'ombre en ce qui concerne l'opposition entre Mme de Staël et Napoléon :

Il est bon de rappeler certains faits qui expliquent l'attitude de Napoléon. Mais on ne peut adopter son seul point de vue, ni suivre l'un ou l'autre des adversaires. En fait, cette histoire est entièrement à reprendre des deux côtés; aucune des conclusions actuelles n'est assez nuancée sur le plan des faits et des motivations psychologiques, politiques et littéraires. On a beaucoup parlé de l'opposition des deux personnages sur le plan sentimental en faisant porter tout le poids du ridicule sur une femme déçue par le héros auquel elle voudrait porter un culte malgré lui. Ce propos a pour résultat de discréditer la qualité de l'opposition idéologique¹⁸. [...] On a mieux étudié ce qui, dans les idées politiques et littéraires de Mme de Staël, ne pouvait plaire au pouvoir. Mais on n'a pas examiné le nœud du problème, ce qui explique peut-être l'inexplicable¹⁹.

Notre deuxième objectif est donc de mettre en lumière la réception critique de *De la littérature* de Mme de Staël ainsi que l'opposition qu'elle a soulevée. Ainsi, nous tenterons de comprendre les conséquences de cette opposition telles que l'exil et la censure.

Enfin, en lisant une chronologie biographique au sujet de Chateaubriand, quelques faits nous ont fort étonnée. Le premier date du 5 avril 1799 et se trouve dans une lettre adressée à Baudus à propos de la première rédaction du *Génie*. Chateaubriand y écrit que son ouvrage n'est qu'« un petit manuscrit sur la religion chrétienne par rapport à la morale et à la poésie », ouvrage qu'il juge « très chrétien [...] et [qui] ne saurait guère manquer de ce

¹⁸ Simone Balayé, à la suite de ce propos, note en bas de page qu'« Une bonne partie de ces propos visent entre autres Henri Guillemin. L'historiographie de Mme de Staël reste à faire et serait très curieuse. » Henri Guillemin est l'auteur de l'ouvrage *Madame de Staël et Napoléon ou Germaine et le Caïd ingrat*, Bienne, Éditions du Panorama, 1966, 268 p.

¹⁹ Simone Balayé, *Madame de Staël : écrire, lutter, vivre*, Genève, Librairie Droz S.A., 1994, p. 138-139.

succès attaché aux ouvrages de circonstance²⁰ ». Le deuxième date du 2 avril 1801. Chateaubriand prétend s'être fait voler une partie de son manuscrit du *Génie* dans le but de justement faire paraître cette même partie séparément et ainsi préparer le terrain pour la publication de ce manuscrit. C'est pourquoi *Atala*, qui est en fait un épisode de ce grand ouvrage, est publié séparément et obtient un immense succès. Quant au troisième fait, il date du 21 juillet 1801 : « Il [Chateaubriand] obtient du Premier Consul sa radiation de la liste des émigrés²¹ ». Tous ces faits qui se succèdent dans un espace temps rapproché ne semblent pas se suivre par hasard. Chateaubriand, qui est un jeune auteur inconnu en ce début de siècle, use de prudence quant au sujet de son ouvrage à paraître. C'est pourquoi il s'attache aux circonstances pour trouver un sujet qui sera bien accepté et s'arrange pour « égarer » une partie de son ouvrage à paraître pour en recueillir immédiatement les commentaires. Sa radiation de la liste des émigrés vient confirmer ce que le succès d'*Atala* lui avait auparavant assuré : le lectorat français est en bonne position pour accueillir favorablement le *Génie du christianisme* puisqu'il a applaudi *Atala* et le pouvoir se montre bien disposé envers ses écrits, comme le laisse sous-entendre le retrait de son statut d'émigré. Ainsi, Chateaubriand, lors de la publication du *Génie du christianisme* en 1802, sait qu'en tant qu'ouvrage de circonstance, son œuvre attirera la faveur de Bonaparte et il a vu juste. Pourquoi Chateaubriand a-t-il eu autant de succès grâce à ses ouvrages de circonstance quand Mme de Staël, pour des ouvrages de même nature, s'est attirée plusieurs reproches et a soulevé bon nombre d'oppositions? En tant qu'écrivain de la nouvelle littérature qui émerge à la suite de la Révolution, Chateaubriand a tout de même obtenu des faveurs de Napoléon Bonaparte. Il

²⁰ Tous les faits concernant Chateaubriand sont tirés de la chronologie biographique « Chateaubriand et son temps », présentée par Claude Martin dans Chateaubriand, *René*, Paris, Éditions Bordas, 1984, p. 9.

²¹ *Idem.*

s'est vu attribuer quelques postes importants au gouvernement, il a pu publier ses ouvrages et a obtenu du succès auprès de l'opinion publique. Quant à Mme de Staël, en tant qu'héritière des Lumières, elle a plutôt été persécutée. Pendant que, en 1802, Bonaparte dit de Mme de Staël : « Je n'aime pas plus les femmes qui se font hommes que les hommes efféminés. Je ne peux pas souffrir cette femme-là²² », et qu'il la chasse de Paris à cause de ses écrits, Chateaubriand obtient le pardon du Premier Consul en se voyant rayé de la liste des émigrés et jouit de sa nouvelle gloire, étant reçu et fêté partout en France. Il semble qu'en jouant favorablement avec les circonstances et en choisissant avec soin les sujets dont il traite, Chateaubriand parvient à toucher les lecteurs. Il réveille une conscience et une fierté nationales perdues lors de la Révolution. Le troisième objectif de notre mémoire sera donc de tenter d'expliquer pourquoi le *Génie du christianisme* de Chateaubriand a obtenu tant de succès auprès de la majorité du lectorat français et du gouvernement lors de sa publication.

Par ce mémoire, nous tenterons d'expliquer pourquoi ces deux écrivains n'ont pas le même impact auprès de l'opinion publique et ne sont pas accueillis de la même façon par le pouvoir. Pour ce faire, nous nous proposons d'analyser et de comparer leurs idées, à partir de certains ouvrages (*De la littérature* (1800) pour M^{me} de Staël et le *Génie du christianisme* (1802) pour Chateaubriand), et d'étudier la réception critique de ces œuvres. Ainsi, nous pourrions mieux comprendre la censure et son impact dans une période bien définie, soit de 1774 (règne de Louis XVI) à 1805. Nous espérons mieux cerner les changements qui se sont opérés dans l'opinion publique à la suite de la Révolution française et, par la même occasion, mieux saisir pourquoi M^{me} de Staël, contrairement à Chateaubriand, n'a pas été bien reçue

²² Paroles de Napoléon rapportées par Natalie Petiteau, *Napoléon de la mythologie à l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, p. 219.

par ses contemporains et pourquoi il lui a fallu plus de temps pour accéder à une certaine reconnaissance du public.

CHAPITRE I

Le mouvement des idées et la censure (1769-1799)

La liberté d'expression, besoin et droit revendiqué par l'homme depuis des siècles, est une réclamation toujours actuelle dans nos sociétés modernes, sociétés qui se heurtent encore à la censure. Certes, les conflits ne sont pas les mêmes de siècle en siècle et diffèrent selon les sociétés et leurs traditions. Toujours est-il que la liberté d'expression assure la possibilité d'exprimer son opinion et demeure un moyen d'opposition pour le peuple envers les dirigeants, puisque l'expression d'une pensée critique s'avère un instrument de pouvoir à l'égard de l'autorité visée. L'expression de cette pensée critique n'est toutefois pas sans susciter sa contrepartie. En effet, « [l]e besoin d'exercer une véritable censure de la vie culturelle apparaît lorsque se multiplient les voix contestataires de l'ordre établi, et que le terrain réceptif s'étend à des couches plus larges de la population. À ce moment-là, les pouvoirs, qui se sentent menacés dans leur monopole de la vérité, réagissent et répriment¹ ». Ce phénomène se manifeste clairement à partir de la fin du XV^e siècle : la censure prend de l'ampleur à la suite d'une diffusion grandissante des écrits grâce à l'invention de l'imprimerie. S'ajoute à cela l'expansion de l'éducation au sein de la société, qui devient alors plus réceptive aux idées circulant dans les milieux intellectuels. La censure est présente sous chaque gouvernement qui, selon les circonstances, agit plus ou moins fermement à l'égard la liberté d'expression.

¹ Georges Minois, *Censure et culture sous l'Ancien Régime*, Paris, Éditions Fayard, 1995, p. 12.

À la mort de Louis XIV, le 1^{er} septembre 1715, empruntant le chemin peu à peu défriché par les générations précédentes, la nation française s'aventure davantage sur la voie de la révolution des esprits par le biais de questionnements sur la politique et la religion. L'influence de nombreux philosophes et scientifiques anglais éminents (Newton et Locke, entre autres) sur les philosophes français s'avère décisive. Ces derniers érigent en modèle le système politique anglais, la monarchie parlementaire, qui accorde une grande liberté religieuse et intellectuelle à ses sujets, de sorte que naît bientôt un grand désir de liberté d'opinion. L'influence de la philosophie de Voltaire, qui fait de la littérature une arme pour l'homme éclairé, favorise aussi la formation d'une *intelligentsia* hautement plus critique et, découlant par le fait même de cette expansion, d'une société elle aussi plus critique. Il est alors saisissant de voir les philosophes s'élever de toutes parts pour dénoncer ouvertement le système qui leur assure pourtant une protection. Ce paradoxe montre bien que la seconde moitié du XVIII^e siècle marque une période de transition tant sur le plan social et politique qu'en ce qui a trait au mouvement des idées.

Tout au long de son règne (1774-1792), Louis XVI doit faire face à une opposition de plus en plus forte. Les lois régissant la censure varient donc considérablement. Tantôt elles se voudront plus strictes, tantôt elles seront plus souples et plus permissives. Ainsi, au début de son règne, en 1774, Louis XVI tente de freiner l'élan des Lumières en usant d'une poigne de fer et met en place une censure et une surveillance très étroites des écrits. Voyant que cette rigueur, au lieu de freiner leur essor, les ravive et leur donne un nouveau souffle, le roi se voit contraint d'atténuer les mesures de contrôle et de faire preuve de souplesse et de largesse, espérant ainsi calmer les voix contestataires et s'attirer, sinon une certaine popularité, du moins le respect des milieux intellectuels. Comme nous pouvons le constater,

ces changements au sein de la société française, qui mènent peu à peu vers la Révolution, ne se sont pas effectués sans heurts. Nous étudierons donc, au cours de ce premier chapitre, l'évolution de la pensée française de l'année 1769 jusqu'à la Révolution française, cernant par la même occasion la censure qui a été exercée pour freiner l'élan philosophique des Lumières.

1.1 Le débat entre Lumières et anti-Lumières

Le XVIII^e siècle français est très fécond chez les intellectuels, puisqu'une nouvelle façon de penser, basée sur la raison, une nouvelle façon de percevoir l'homme au sein de la société et d'aborder les structures de cette société se font sentir de plus en plus dans différents milieux. Pour cibler l'origine des Lumières, François Icher porte son regard sur les années 1730 :

À partir des années 1730, on voit surgir un peu partout en Europe et surtout en France, sous la plume d'intellectuels reconnus, des idées nouvelles qui, pour caractériser l'esprit du temps, ont recours à la métaphore de la lumière. Ce passage de l'obscurité au jour, des ténèbres de l'ignorance à la lumière de la connaissance, se définit avant tout comme une méthode plus qu'une doctrine, un mouvement ayant pour but suprême de définir les principes d'un monde meilleur².

Les philosophes des Lumières mettent de l'avant la raison et l'expérience au lieu de se référer uniquement à l'autorité religieuse et monarchique ainsi qu'à la tradition, car celles-ci dictent comment penser au lieu d'amener l'individu à réfléchir par lui-même. Le doute et la

² *Les Lumières*, Textes recueillis et présentés par François Icher, Baume-les-Dames, Éditions de la Martinière, 2004, p. 5.

critique en viennent à envahir peu à peu tous les champs de la connaissance. Les philosophes, tels Diderot, Montesquieu, Voltaire ou encore Rousseau, défendent la liberté et l'égalité de tous les individus, dénonçant les abus de pouvoir et les préjugés véhiculés dans l'intention de favoriser une infime partie de la société, celle au pouvoir.

Ainsi, certains penseurs, autrefois respectés, voient leurs réflexions remises en cause du fait de leur totale soumission envers les autorités religieuses et politiques. Leur raisonnement, reprenant et prolongeant les propos émis quelques centaines d'années auparavant, ignorent l'évolution de la société et de ses mœurs ainsi que le concept selon lequel l'homme peut être libre. Le philosophe des Lumières se donne alors comme mission de rendre le raisonnement critique possible, permettant ainsi à l'homme de se libérer des préjugés reçus. Ce mouvement est perçu par Kant comme « un processus lent et laborieux et [il] le décrit par les termes de " processus infini " ou de " rapprochement par une progression infinie ", qui semblent correspondre à la conception de la perfectibilité infinie³ ». L'idée de progrès⁴, reprise et défendue quelques années plus tard par Germaine de Staël, est donc apparue chez les Lumières, faisant naître l'espoir que les limites de la connaissance puissent être repoussées et que l'homme puisse jouir de meilleures conditions de vie.

Puisque le savoir est maintenant associé au progrès, l'importance du philosophe dans

³ Ernst Behler, « Le premier romantisme : crise des Lumières », *Revue germanique internationale*, « La crise des Lumières », no 3, janvier 1995, p. 16.

⁴ Ici, le progrès est perçu comme une découverte nouvelle, qui s'ajoute à celles déjà établies. Le progrès est surtout associé aux sciences de la nature puisque les connaissances s'additionnent sans cesse pour permettre une évolution de siècle en siècle. La perfectibilité est plus abstraite ; elle touche les nouvelles idées à tous les niveaux. Une découverte en physique, l'invention du bateau à vapeur par exemple, peut être sujet à la perfectibilité, la morale, quoique bâtie sur des principes jugés vrais, peut être elle aussi perfectionnée. Tout peut ainsi tendre à la perfectibilité puisque tout est susceptible d'être amélioré.

l'avancement de la société prend peu à peu de l'ampleur : il se voit maintenant attribuer le rôle de penseur et celui de pédagogue. Il doit, dans un premier temps, repousser les limites de la connaissance et de la raison pour accéder à la vérité et ainsi enrayer les préjugés implantés par les autorités religieuses et monarchiques qui prônent l'absolutisme et le respect aveugle des traditions. Ce premier rôle est d'ordre intellectuel puisqu'il concerne la découverte et la connaissance. Le deuxième rôle du philosophe, que permet l'extension du premier, ne pourrait être sans ce travail intellectuel puisqu'il s'agit du rôle de pédagogue. Ce rôle consiste à éduquer le peuple, à l'informer que la raison peut aller au-delà des limites qui lui ont été fixées. Le progrès est ainsi envisageable. C'est donc un rôle d'enseignant, dans la mesure où il s'agit d'amener l'homme à se questionner et à raisonner par lui-même pour parvenir à une faculté critique rendant le débat possible. Le philosophe se met au service de la société, il en devient le guide et le conseiller qui dénonce les erreurs véhiculées.

Les nouvelles visées de la philosophie soulèvent beaucoup d'objections et des détracteurs prennent la plume pour s'opposer aux Lumières. En plus du combat qui s'amorce entre Lumières et anti-Lumières en ce XVIII^e siècle, il faut voir qu'il existe également une diversité d'opinions au sein même des Lumières. Si la plupart s'entendent sur la nécessité de l'émancipation de la raison et du recul de l'autorité religieuse, sur les notions de progrès et de perfectibilité de l'homme, il y a des complications lorsqu'il s'agit de déterminer la voie à suivre et jusqu'où le raisonnement de l'homme peut s'aventurer. Certains penseurs croient que la raison a ses limites, limites fixées par un domaine qui se veut strictement réservé aux vérités révélées par la foi chrétienne. D'autres considèrent que ce serait sous-estimer la raison que de lui fixer des frontières. Un autre sujet provoquant des désaccords concerne la religion et la place qu'elle doit occuper. Certains philosophes, Holbach et Diderot par

exemple, rejettent totalement l'existence d'un Dieu supérieur à l'homme, misant sur l'esprit humain et prônant sa liberté que ce soit dans sa faculté de réfléchir par lui-même ou dans sa capacité à régir seul ses actions. D'autres s'opposent à l'athéisme, croyant que la foi en une force divine, quoique inexplicable, s'impose si l'homme veut continuer à progresser et à garder espoir que la vie a un but, même s'il lui échappe. Pour ceux qui se disent déistes, Voltaire entre autres, puisqu'ils croient en l'existence d'un Dieu sans toutefois croire aux dogmes imposés par la religion chrétienne, la foi est indispensable à l'homme car sans l'espoir en une force supérieure à laquelle se rattacher, l'existence humaine et toutes les misères qu'elle comporte perdent leur sens. La religion est donc un des principaux sujets de mésentente chez les Lumières et le sera également en ce qui concerne le débat entre Lumières et anti-Lumières.

En critiquant la tradition, les pensées et les valeurs enracinées depuis des siècles et qui sont perçues comme étant la limite de l'esprit humain, le philosophe des Lumières doit affronter une multitude d'opposants. Tout comme les Lumières, qui ne présentent pas une parfaite unité dans les opinions qu'ils adoptent, les anti-Lumières, dont plusieurs représentent l'Église catholique et sont attachés à la défense des valeurs chrétiennes, ne se battent pas tous pour les mêmes motifs. Leurs intérêts varient, bien sûr, mais il est tout de même possible, grâce aux recherches de Roland Mortier, de classer les anti-Lumières en trois groupes principaux. Le premier groupe n'est pas purement anti-philosophique et il n'agit pas nécessairement en faveur de l'Église ou des institutions. Roland Mortier précise que

Cette catégorie regroupe donc tous ceux, laïcs et ecclésiastiques, qui entendent attiser le conflit, et tirer les marrons du feu pour obtenir avantages matériels, sinécures ou gains symboliques. Pour conquérir les académies, et en particulier, l'Académie française, la lutte avec les

Philosophes est évidemment sans merci. Le phénomène appartient donc aux traditionnelles querelles de la République des lettres, ce qui n'exclut nullement des alliances tactiques avec les apologistes purs et durs qui entendent lutter exclusivement sur le front religieux⁵.

Se sentant menacé dans leur position d'autorité, les membres de ce groupe procèdent de façon stratégique dans l'espoir d'abolir la domination des Lumières au sein de la haute société dirigeante et des intellectuels. Parfois par convoitise envers une position à l'Académie française ou pour atteindre les rangs d'une quelconque académie, ils tentent d'écraser la menace philosophique que représentent les Lumières en les discréditant, détruisant ainsi la concurrence. Ce n'est que très rarement que ce groupe agit par convictions religieuses et morales et qu'il se prononce contre les Lumières en ce qui concerne la religion. En somme, ce groupe n'agit généralement pas selon des convictions philosophiques, religieuses ou autres, mais par intérêt personnel, en vue d'augmenter son capital matériel et/ou symbolique.

Le deuxième groupe renferme des hommes qui se battent au nom de la monarchie et de la religion. En effet, ils sont recrutés par le roi et ses subalternes qui se sentent menacés et discrédités par les idées véhiculées par les Lumières. Ces anti-philosophes détiennent habituellement une fonction institutionnelle et se font entendre par le biais d'un journal clairement affiché en tant qu'adversaire des Lumières, comme *L'année littéraire*, dans le but de réhabiliter l'image et le prestige de la monarchie de même que les politiques religieuses qu'elle prône et qui ont été bafouées.

⁵ Roland Mortier, *Clartés et ombres du siècle des Lumières: Études sur le XVIII^e littéraire*, Genève, Librairie DROZ, 1969, p. 36.

Enfin, le dernier groupe, seul à ne pas agir pour ses propres intérêts, rassemble une grande quantité de purs dévots ayant un poste dans l'institution religieuse. Bien que certains utilisent une approche intellectuelle stratégique pour parvenir à leurs fins, ils ne le font qu'au nom de leurs convictions religieuses. Ils tentent alors de préserver le public des « mauvais livres » qui pourraient détourner du droit chemin les âmes faibles et influençables. Ils prêchent en faveur de la tradition : « Refusant la vie parisienne tournée, selon eux, vers la frivolité, le libertinage et l'irréligion, ils en appellent à des mœurs plus austères et plus conformes aux préceptes de l'Évangile. [...] Mais, ici encore, des distinctions s'imposent : nombre d'entre eux, ecclésiastiques ou laïcs, sont membres de sociétés savantes, écrivent dans la presse nationale et sont très bien informés de la vie culturelle du pays⁶ ». Ainsi, les anti-philosophes, bien que mus par des mobiles divergents, usent d'un discours à bien des égards polémique pour aller dans un même sens : discréditer un mouvement qui semble dominant ou en instance de le devenir.

Quoique le rapport antithétique entre le philosophe et l'anti-philosophe ne soit pas aussi net et affirmé qu'il ne le laisse paraître dans ses généralités, les anti-Lumières redoutent tous le monopole des Lumières, monopole qui pourrait aboutir à une contamination de la littérature. Les Lumières n'intéressent au départ que l'élite intellectuelle mais, par la vulgarisation de leurs propos et par leur acharnement à diffuser à plus grande échelle leurs écrits, attirant les regards et les critiques, leur portée s'étend en même temps qu'elles se font plus accessibles. Des écrits philosophiques (pensons notamment à l'*Encyclopédie*) se font connaître dans les milieux populaires et les réactions que ces ouvrages suscitent provoquent un élan de curiosité au sein du peuple qui deviendra davantage « éclairé ». De plus, les

⁶ *Ibid.*, p. 38.

progrès fulgurants de l'imprimerie et de la vente par souscription, facilitant la diffusion des nouvelles idées et augmentant le nombre de livres en circulation dans les campagnes, inquiètent les anti-Lumières qui craignent que le contenu de ces écrits cause des ravages auprès des paysans et des petites gens, peu éduqués et donc peu outillés pour recevoir ce genre de propos. En effet, même si, au XVIII^e siècle, le pourcentage de la société alphabétisée est extrêmement contrasté d'une région à l'autre, la circulation d'ouvrages renfermant des allusions philosophiques pouvait influencer indirectement la population, que ce soit par le biais de lectures publiques, de comptes rendus ou même à travers les chansons. Auparavant, seule l'élite intellectuelle, plus scolarisée que le citoyen français moyen, avait accès aux écrits philosophiques. Elle était plus apte à juger de la pertinence et de la moralité de ce qu'elle lisait, ce qui n'est pas le cas des femmes et des jeunes gens auxquels n'étaient accessibles que les ouvrages religieux et qui se voient maintenant exposés à la philosophie des Lumières.

La philosophie est ainsi accessible à un plus grand pourcentage de citoyens et sa portée augmente par la même occasion. Prenant de l'ampleur, le mouvement philosophique s'infiltré dans de nombreux milieux et soulève bien des débats. L'attaque lancée contre la tradition nuit à la figure du philosophe, qui se voit bientôt discrédité parce qu'il brise les liens unissant autrefois tous les penseurs agissant au nom de l'amour de la sagesse. Avant les Lumières, le milieu philosophique était plutôt uni et solidaire malgré les divergences d'opinions. Une certaine tolérance régnait entre les différents penseurs, assurant ainsi une certaine unité entre ceux-ci. L'avènement des Lumières éloigne plusieurs penseurs les uns des autres. L'attitude intellectuelle de plusieurs philosophes radicaux est dénoncée, puisqu'elle crée des conflits et des tensions au sein du monde des lettres.

En plus d'engendrer la discorde entre les hommes de lettres, les philosophes sont dénoncés pour n'apporter aucune contribution à la société par le partage de leurs idées et de se tourner uniquement vers leurs pairs. Roland Mortier va même jusqu'à expliquer que « c'est toute une conception de l'intellectuel moderne qui est ici analysée pour être récusée. [...] [C]ette conception nourrira pendant les siècles suivants un discours anti-intellectualiste. Les intellectuels seront accusés d'être coupés de la communauté sociale, de s'isoler dans leur monde et de n'écrire que pour eux-mêmes⁷ ». Certains vont même plus loin en affirmant que les philosophes n'agissent que pour leur gloire personnelle, cherchant à montrer leur talent, en reléguant la recherche de la vérité au second plan.

Un autre reproche qui est fait aux Lumières est l'esprit de perversion qu'ils répandent dans la République des Lettres en raison de l'impiété qui se retrouve souvent dans leurs propos. Ils brisent donc le code de bonne conduite du milieu intellectuel, basé sur la reconnaissance réciproque et la tolérance envers les différentes opinions, allant ainsi à l'encontre des règles pré-établies qui assuraient la concorde entre gens de Lettres malgré les querelles doctrinales. Ces règles de bonne conduite permettaient le dialogue et la complémentarité entre les divers champs du domaine culturel depuis plusieurs siècles et voient maintenant leur équilibre rompu depuis l'avènement de la philosophie des Lumières. Quoique les querelles se poursuivent au-delà de la Révolution, la mort de Louis XIV change considérablement l'ambiance régnant au sein des hommes de Lettres.

En effet, la mort de Louis XIV entraîne une plus grande liberté d'expression, à

⁷ *Ibid.*, p. 47.

laquelle s'ajoutent l'influence de philosophes anglais et la popularité grandissante de Voltaire. Ces éléments rendent le contexte culturel et politique de l'époque favorable aux Lumières qui en profitent pour exploiter cet effet de mode. Tout devient à caractère philosophique et le terme philosophie est inséré dans toutes les conversations. La philosophie bénéficie d'une popularité au sein de la France mais doit, en même temps, faire face à deux accusations relevées par Jean-Marie Paul :

la propagation des « poisons » répandus par le « parti de l'impiété moderne » et l'exercice illégitime d'un pouvoir intellectuel. La libre pensée serait devenue un signe de distinction culturelle et sociale, l'apanage des élites et des Grands de ce monde. Pénétrant les cercles et les salons, elle contaminerait l'esprit de conversation ou, pis encore, lui dicterait ses lois [...]. Il ne s'agit plus ici de doctrine, mais d'un nouvel état d'esprit d'autant plus pernicieux qu'il investit les pratiques en modelant les conduites les plus prisées et les plus légitimes⁸.

Ici, c'est autant le contenu qui dérange que la manière dont on diffuse les propos philosophiques. Le soudain attrait pour tout ce qui relève de la philosophie prend une ampleur considérable en peu de temps et déroute les anti-Lumières. Souvent plus conventionnels, ils sont déconcertés par les changements qui s'amorcent et qui envahissent peu à peu nombreux cercles et salons.

Comme nous pouvons le voir, bien des intellectuels du XVIII^e siècle s'opposent aux Lumières et ce, pour différents motifs. Que ce soit le politicien libéral Edmund Burke (1729-1797), Johann Gottfried Herder, auteur du pamphlet *Autre philosophie de l'histoire* écrit en 1774, ou Rousseau, qui se dresse plus tard contre les Lumières pour des convictions religieuses entre autres, des hommes dénoncent la philosophie des Lumières et reçoivent

⁸ Jean-Marie Paul, « Des lumières contrastées : Cassirer, Horkheimer et Adorno », *Revue germanique internationale*, « La crise des Lumières », no 3, janvier 1995, p. 51-52.

l'appellation d'anti-Lumières. Dans l'ensemble, leurs critiques ont un point en commun : elles s'opposent aux propos nouveaux qui discréditent un lourd passé de traditions et de valeurs profondément ancrées dans la société française. Ces idées en faveur du changement dérangent. Par conséquent, les moyens utilisés pour faire taire les Lumières seront divers et nombreux.

1.2 Les différents types de censure exercés sur la philosophie des Lumières et leur impact

L'apparition d'une nouvelle philosophie de plus en plus articulée au cours du XVIII^e siècle donne lieu, comme nous l'avons montré précédemment, à des débats intellectuels entre deux groupes : les Lumières et les anti-Lumières. Quoique la distinction entre les deux clans ne soit pas aussi nette qu'elle n'y paraît, la nouvelle philosophie implique une divergence d'opinions qui alarme l'État et l'Église. Dans le but de se protéger et dans l'espoir de garder un certain contrôle sur la société, et plus particulièrement sur les hommes de lettres, ces institutions adoptent des mesures de censure et de répression des plus diverses. Jean Kaempfer reprend les propos de Roland Barthes (*Le degré zéro de l'écriture*, 1953) et de Pierre Bourdieu (*Les règles de l'art*, 1992) pour montrer que « l'autonomie de la littérature n'est pas un privilège dont elle jouirait par nature. C'est au contraire une conquête historique de certains groupes littéraires [...] contre des conceptions qui entendaient la soumettre à des normes morales ou sociales⁹ ». Bien entendu, la censure n'est pas apparue en même temps que l'avènement de la philosophie des Lumières ; comme nous l'avons mentionné précédemment, elle prend de l'importance à la suite de l'invention de l'imprimerie (XV^e

⁹ Jean Kaempfer et Jérôme Meizoz, *Littérature et morale publique : censure, justice, presse, XVII^e-XX^e siècles*, Lausanne, imprimerie Chabloy S.A., 2003, p. 3.

siècle), puisque la diffusion des écrits devient plus facile et s'étend à plus grande échelle. Le souci de contrôle des opinions s'accroît et les intellectuels doivent se battre pour une certaine forme de liberté d'expression.¹⁰ Si le contrôle des écrits varie selon les époques et les circonstances, il reste que la censure apparaît davantage présente et renforcée au cours des périodes de transition idéologique, culturelle ou autres. Au sein de la philosophie des Lumières, il est question de jugements envers les mœurs et les valeurs de la société ainsi qu'envers le pouvoir et les institutions. Les conflits qui en résultent obligent le recours à des moyens de censure afin, espère-t-on, d'atténuer la puissance subversive des écrits des Lumières et de préserver un minimum de cohésion au sein du Royaume.

Beaumarchais, dans *Le mariage de Figaro* (1784), lance une phrase rendue célèbre depuis : « Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur¹⁰ ». Cette comédie met de l'avant la question de la liberté d'expression qui sera un sujet fort d'actualité entre les années 1781 et 1785. Georges Minois explique que, « lorsque Figaro lance sa fameuse exclamation, ces mots sont à la fois une évidence, une revendication et une provocation. Évidence pour l'élite cultivée des Lumières ; revendication de la part des auteurs et des lecteurs ; provocation à l'égard des pouvoirs civil et religieux. Ils sont aussi l'aboutissement de trois siècles de discussion autour de la notion de censure¹¹ ». La liberté d'expression, revendiquée entre autres par les littéraires, représente une menace dans une société où le pouvoir est hiérarchisé et considéré comme un privilège. L'avènement d'une pensée critique au sein de la société peut être vu comme un affront à l'égard des clercs, de certains intellectuels lettrés et

¹⁰ Beaumarchais, *Le mariage de Figaro*, Paris, Éditions du Seuil, 1953, p. 256.

¹¹ Georges Minois, *op. cit.*, p. 11.

de nombreux hauts placés dans la hiérarchie qui s'octroyaient alors le monopole d'établir les règles sociales et les valeurs morales.

Pourtant, le rôle de la censure n'est pas uniquement négatif puisqu'elle s'accompagne de l'accentuation de la volonté des Français à jouir de la liberté de penser par eux-mêmes. Marie-Aline Barrachina montre que, dans leur finalité, les impacts de la censure sont complexes. Elle présente la censure « comme un instrument structurant qui modèle les identités collectives » même si celle-ci va à l'encontre de la liberté de l'homme. En outre, nous en venons à nous interroger quand Barrachina souligne que, « Quand ils stigmatisaient la censure de l'Ancien Régime, les penseurs des Lumières n'étaient-ils pas déjà en train de jeter les bases d'un nouvel ordre qui lui-même fonderait son identité sur d'autres interdits, sur une autre censure?¹² » La censure représente la preuve d'une évolution que l'on tente de freiner en vain. Cette censure, au cours d'une période de transition et face à un mouvement philosophique important, s'avère complexe, puisque de nombreux facteurs et de multiples acteurs entrent en ligne de compte. Ce sont donc les diverses facettes de la censure du XVIII^e siècle qui seront décrites et étudiées afin de mieux la cerner et d'en saisir les aboutissements.

Au premier coup d'œil, la censure au XVIII^e siècle apparaît comme étant durement répressive, les représailles pouvant aller de séjours en prison à la peine de mort, en passant par les galères. Mais ces différentes sentences sont rarement appliquées. Les principaux censeurs, « instances royales de la Librairie, Parlement, Sorbonne, autorité pontificale, dans certains cas¹³ », s'en prennent tant à l'auteur de l'ouvrage condamné qu'à son éditeur ou

¹² *Censure(s) et identité(s)*, Textes réunis et présentés par Marie-Aline Barrachina (MIMMOC), Poitiers, Les Cahiers Forell, 1999, p. 15.

¹³ Didier Masseau, *Les ennemis des philosophes : l'antiphilosophie au temps des Lumières*, Paris, Éditions Albin Michel, 2000, p. 40.

même qu'à tous ceux qui ont contribué à sa diffusion. La Librairie, qui censure ou autorise la publication des œuvres, recourt à la lieutenance générale de la police qui, quant à elle, traque les livres interdits. Enfin, le Conseil d'État peut être mis à contribution pour effectuer des coupures de texte ou pour condamner au feu un ouvrage entier.

Les sujets explorés par les philosophes des Lumières sont divers et ne reçoivent pas tous le même type de contrôle, dépendamment de la portée des propos évoqués. Parfois, il est question d'un contrôle de la culture cléricale par l'inspection des bibliothèques ecclésiastiques, inspections assurées par les évêques. D'autres fois, la censure touche la presse qui est sous constante surveillance. Dans ces cas, les mesures de censure envisageables à l'égard des libraires, des imprimeurs, des auteurs ou de toute personne accusée d'un acte contraire à la loi peuvent être une condamnation à la Bastille et même l'exil. Pour ce qui est des pièces de théâtre prohibées par les censeurs, elles peuvent faire face à l'interdiction de toute représentation publique. En ce qui concerne les ouvrages scientifiques, ils sont moins censurés que les ouvrages traitant de métaphysique, mais le contrôle minutieux qu'ils subissent de la part des universités et des académies scientifiques en retarde grandement la publication. Les ouvrages historiques sont, quant à eux, sujets à une surveillance particulière, souvent appliquée par des membres du ministère des affaires étrangères, puisque les livres d'histoire renferment des jugements d'ordre diplomatique qui pourraient susciter des conflits et briser les relations établies avec les différents pays européens.

Les ouvrages littéraires sont soumis également à la censure, que ce soit par le biais de la Librairie ou de la part des éditeurs. Regardons quelques cas majeurs de censure d'œuvres

littéraires pour en résumer la portée. *Le Mariage de Figaro* est un exemple de la complexité de la censure de la seconde moitié du XVIII^e siècle. La pièce est lue pour la première fois aux comédiens français le 29 septembre 1781 et éveille l'enthousiasme de toute la cour. Louis XVI, à la suite de sa lecture, éprouve un sentiment contraire et interdit qu'elle soit jouée, jugeant les critiques à l'égard de la noblesse et de la censure irrecevables. Le refus catégorique du roi provoque alors un engouement et une curiosité accrue envers l'œuvre théâtrale de Beaumarchais, déclenchant une panoplie de représentations privées qui se répandent dans les maisons les plus nobles. Le roi, humilié par tant de succès, cède à la pression de nombreux gens de Lettres, d'académiciens, de gens du monde et même de censeurs et finit par donner son autorisation pour une représentation publique. La pièce est enfin jouée à la Comédie-française le 27 avril 1784. Un autre cas frappant est celui de l'*Encyclopédie*, puisque la création de cet ouvrage s'étale sur vingt ans et qu'il contient trente-cinq volumes auxquels deux cent cinquante personnes ont contribué. La publication, qui débute en 1751, ne rencontre tout d'abord aucun problème, à part l'interruption momentanée de la publication d'un volume en 1751 puis d'un second en 1752. Grâce à Le Breton, collaborateur de l'*Encyclopédie* qui s'assure de rectifier, d'enlever ou d'atténuer certains passages dangereux à l'insu de leur auteur, l'Église ne trouve rien à redire à propos de la moralité du collectif. L'*Encyclopédie* bénéficie aussi de l'appui de gens importants, notamment de Madame de Pompadour et du directeur de la Librairie, Malesherbes. Les choses se compliquent en 1758 lorsque le dernier livre encyclopédique d'Helvétius, *De l'esprit*, est jugé irréligieux, puis condamné par le pape lui-même et brûlé. L'année suivante, l'autorisation de la publication est encore plus difficile depuis la nomination du pape Clément XIII, qui est plus étroit d'esprit que son prédécesseur Benoît XIV. Ce changement de papauté ajouté au ton de plus en plus audacieux utilisé par les encyclopédistes mènent, le

5 décembre 1759, au décret du Saint-Office qui envoie l'*Encyclopédie* à l'index. Toutefois, la rédaction n'est pas interrompue, quoiqu'à l'avenir, les encyclopédistes s'appliquent à présenter tous les points de vue possibles, notamment celui du clergé. Tout au long de sa publication (1751 à 1772), l'*Encyclopédie* est soumise à une censure des plus variables, toujours imprévisible et incertaine.

La presse demeure le mode de diffusion des écrits des Lumières le plus contrôlé par les autorités françaises, sûrement en raison de son accessibilité et du grand nombre de lecteurs dont elle jouit. La censure se voit encore plus renforcée à la fin de l'Ancien Régime lorsque Vergennes, le ministre des Affaires étrangères, fait appel à Jean-Claude Lenoir, directeur de la Librairie et lieutenant de police, pour engager des agents provocateurs, responsables des entrées littéraires venant de l'étranger. Ces agents provocateurs jouent, en quelque sorte, le rôle de douanier des Lettres et contrôlent les écrits étrangers, principalement les périodiques, qui entrent en France. Les liens se tissent alors davantage entre les différents organes répressifs qui multiplient, par la même occasion, les censeurs afin d'accroître la surveillance de la presse. Georges Minois ajoute que « Le gouvernement intervient même auprès de la presse étrangère pour faire pression sur les journalistes et faire censurer les articles qui lui déplaisent dans les journaux de langue française imprimés hors des frontières¹⁴ ». Les journaux étrangers vendus en France deviennent effectivement un problème, car ils s'y infiltrent des articles signés par des représentants des Lumières qui sont censurés en France. En effet, certains auteurs dont les articles ont été refusés par les censeurs français publient leurs écrits dans des journaux étrangers, où les règles sont moins sévères, et parviennent ainsi à être lus.

¹⁴ Georges Minois, *op. cit.*, p. 267.

Un autre moyen de répression utilisé par les instances religieuses ou civiles (Sorbonne, Parlement, Académies), mais de façon indirecte, tient à la création de textes discréditant les « mauvais livres » et les idées qu'ils renferment. Les membres des différentes institutions peuvent également user de leur pouvoir de façon plus directe grâce à l'influence octroyée par une éloquence bien menée et une critique bien dosée dans le cadre d'un quelconque discours académique :

Le rituel académique est aussi, à sa manière, un moyen propice de foudroyer l'adversaire : les éloges, et surtout les discours de réception, sont l'occasion pour l'orateur de montrer ses talents. Le jeu des allusions offertes aux auditeurs transformés en initiés, l'art de lancer des banderilles sans franchir le seuil tolérable de la bienséance sont des moyens offerts aux combattants [...]. Les adversaires des Philosophes usent aussi largement de tous les autres genres¹⁵.

Ainsi, en plus d'assurer la lutte contre les Lumières et les propos qu'ils véhiculent par le biais d'écrits dénonciateurs, le milieu institutionnel discrédite les philosophes par la parole, les discours permettant de propager les arguments de l'opposition.

Dans la lutte contre la diffusion des « mauvais livres » s'ajoute la répression des colporteurs, ces libraires ambulants qui transportent dans leur charrette des ouvrages de toutes sortes, ouvrages qui, sans eux, ne pourraient être lus par les habitants des campagnes, ceux-ci n'ayant pas accès aux librairies. De nombreuses arrestations, menant souvent à l'embailllement, sont enregistrées au cours du XVIII^e siècle. Les livres véhiculés par les colporteurs, quoique également sujets à la censure — ils subissent de nombreuses coupes pour

¹⁵ Didier Masseau, *Les ennemis des philosophes : l'antiphilosophie au temps des Lumières*, Paris, Éditions Albin Michel, 2000, p. 40-41.

éviter les passages jugés immoraux — renferment tout de même parfois des passages ayant échappé à la répression et jugés dangereux. Cependant, le contrôle des ouvrages diffusés par le biais de colporteurs est malaisé car nombreux sont ceux qui n'en ont pas le statut officiel et qui agissent plus ou moins clandestinement. Étant toujours en circulation, ces colporteurs sont difficiles à surveiller, contrairement aux éditeurs qui occupent un endroit fixe et connu des autorités. Ce mouvement constant des libraires ambulants permet donc à certains ouvrages interdits de se propager discrètement à travers la France. Toutefois, l'essor de la demande de livres, attesté entre autres par l'agrandissement du réseau de distribution, l'augmentation du nombre de livres produits, la concurrence étrangère et les pressions de la corporation des libraires-éditeurs, convergent vers un inévitable assouplissement des mesures de contrôle. Le recours à une forme moins stricte d'autorisation, la permission tacite, tend à se substituer au traditionnel privilège royal. Cette autorisation officielle, qui engage la responsabilité de l'État, est la première manifestation de cet assouplissement. Il semble donc que le pouvoir, débordé par la diffusion des écrits, tente de se montrer plus clément, dans l'espoir de calmer la ferveur philosophique contestataire tout en assurant les Français de sa bonne volonté. Le roi est conscient que la portée des Lumières est de plus en plus étendue et que leur influence atteint plusieurs milieux, gênant ses actions et ébranlant son autorité. En étant indulgent, le monarque tente de s'attirer la faveur d'un peuple de plus en plus agité. En effet, plus l'année 1789 approche, plus Louis XVI s'inquiète pour l'avenir de son règne qu'il voit menacé et même remis en question.

Malgré les moyens employés pour freiner la diffusion de la philosophie des Lumières, l'absence d'une véritable unité au sein de l'opposition donne lieu à une censure inefficace qui, quoique toujours présente, demeure généralement inégale et désorganisée. Les

Anti-Lumières, comme nous l'avons vu, ne s'opposent pas tous pour les mêmes raisons aux Lumières ; par conséquent, certains dénoncent un ouvrage pour ses propos anti-religieux, par exemple, tandis que d'autres n'y voient rien d'offensant. En outre, si la censure semble structurée en regard des lois, dans ses applications, elle comporte de nombreuses lacunes et limites. La première limite soulignée par Véronique Sarrazin est d'ordre matériel : « Les hommes et les moyens qui y étaient consacrés étaient toujours insuffisants, permettant ainsi à une publication clandestine comme les *Nouvelles ecclésiastiques*, malgré des poursuites et des saisies répétées, de renaître sans cesse et de défier le pouvoir pendant plus d'un quart de siècle¹⁶ ». Ainsi, le manque de personnel employé au contrôle des écrits rend la censure facile à contourner, surtout dans un contexte où la production est grandissante. Claude Emsley rapporte des données qui démontrent que « L'absolutisme d'Ancien Régime, avec ses 3324 gendarmes en 1779 pour 27 millions d'habitants, n'est pas un régime policier¹⁷ ». Ainsi, les livres interdits échappent au contrôle de la police grâce à l'utilisation d'un réseau de diffusion aux nombreuses voies d'entrées et à diverses stratégies servant à camoufler les livres interdits en cas de vérification policière :

Les ouvrages traversent les frontières dans des caisses de confitures, de textiles, de figues, ou mélangés à des ouvrages autorisés, avec de fausses adresses ; expéditeurs et destinataires communiquent en langage codé ; des colporteurs sont employés pour contourner à travers bois et montagnes les postes de douane, que l'on franchit aussi par tous les moyens : le 5 septembre 1771, c'est sous les amples jupes de quatre demoiselles que l'on découvre 400 exemplaires des *Réflexions générales sur le système projeté par le Maire du Palais pour changer la Constitution*. Une des méthodes les plus efficaces consiste à utiliser les carrosses des princes et grands personnages, soit à leur insu, soit avec leur accord¹⁸.

¹⁶ Véronique Sarrazin, *op. cit.*, p. 161.

¹⁷ Claude Emsley, *La maréchaussée à la fin de l'Ancien Régime. Notes sur la composition du corps*, RHM, octobre-décembre, 1986, p. 626.

¹⁸ Georges Minois, *op. cit.*, p. 201.

La deuxième limite de la censure est d'ordre culturel, plusieurs écrits de l'époque relevant d'une évolution de la littérature et concernant l'élaboration d'idées nouvelles. La nouveauté des propos fait face à l'absence de règles précises, contrairement aux règles régissant les écrits sous l'Ancien Régime, et rend la tâche difficile aux censeurs qui doivent décider de leur propre chef ce qui comporte une insulte et une attaque envers la monarchie, l'Eglise ou l'État. Étant donné que la décision d'autorisation ou de refus d'impression revient au censeur et que l'éditeur a la possibilité de le choisir lui-même, il devient facile d'opter pour un censeur plus favorable aux sujets abordés dans l'ouvrage examiné et d'accroître ainsi grandement les chances de publication. De plus, les autorités qui régissent la censure, sans se ranger du côté des Lumières, se montrent parfois curieuses face aux nouvelles idées, ce qui rend leur attitude plus souple et plus tolérante et les amène même à user de moyens de censure parallèles en utilisant, entre autres, le système des permissions tacites. Ces permissions tacites consistent à étendre le nombre de censeurs qui, autrefois, étaient nommés uniquement par le roi et obéissaient aux mêmes règles puisqu'ils étaient contrôlés seulement par le monarque. Grâce aux permissions tacites, un éditeur peut être délégué par le roi pour jouer le rôle de censeur puis, une fois nommé, ne répondre qu'aux limites qu'il s'est lui-même fixées. Ce censeur-éditeur n'est pas sous la gouverne directe du roi et peut même nommer d'autres censeurs qui travailleront pour lui et selon ses règles. C'est ainsi que de nombreux auteurs déjouent la censure en usant de leur contact avec certains éditeurs : « Sur le terrain, les enquêtes confirment l'implication et la complicité de personnages officiels, et les livres interdits se retrouvent jusque dans les bibliothèques monastiques et dans celle du

roi¹⁹ ». Il devient alors difficile de respecter les sentences prévues par la loi car trop de gens importants se voient mêlés au trafic ou à la possession de livres interdits.

Enfin, la censure se voit encore adoucie par un troisième facteur qui est, cette fois-ci, d'ordre économique. Les autorités tolèrent parfois la publication d'écrits interdits pour empêcher qu'ils soient imprimés dans des pays où ils sont tolérés, évitant ainsi la perte de profits puisque d'une manière ou d'une autre, ces écrits réussiront à passer la frontière pour se retrouver dans les mains des Français. En outre, il semble que la censure soit financièrement avantageuse pour les éditeurs, car un livre censuré va se vendre jusqu'à dix fois plus cher que son prix de base : « Il suffit qu'un livre touche à de certaines matières et qu'il attaque bien ou mal certaines gens pour être recherché avec avidité, et pour être en conséquence hors de prix, par les précautions que prend le gouvernement pour arrêter ces sortes d'ouvrages ; précautions qui font souvent à l'auteur plus d'honneur qu'il ne mérite²⁰ ». La censure est bénéfique sous certains aspects : un ouvrage censuré pique la curiosité du public et augmente ainsi les ventes et les profits.

Plus la philosophie des Lumières est diffusée et gagne en popularité, plus la barrière érigée par les moyens de répression semble illusoire et fragile. Cela devient flagrant au cours des années 1770, où la censure est débordée par le flot sans cesse grandissant des livres interdits publiés. Seul le clergé continue à se battre frénétiquement et à lancer des appels de soutien au pouvoir royal. Les clercs décident de contre-attaquer en demandant aux théologiens d'écrire en faveur de la religion, espérant ainsi raisonner les lecteurs français.

¹⁹ *Ibid.*, p. 203.

²⁰ Propos contenus dans une lettre de d'Alembert adressée à Frédéric II en 1770, *Correspondance de Frédéric II*, Archives de la Bastille, éd. Ravaisson, vol. XIV, p. 221.

L'Assemblée cléricale agit avec encore plus de fermeté : elle décide de rééditer les œuvres des apologistes des premiers siècles, en plus de rédiger un *Avertissement aux fidèles sur les dangers de l'incrédulité*, un long texte distribué dans les différents diocèses dans l'espoir de toucher le public. En 1780, le clergé fait une nouvelle tentative pour renforcer la censure des livres jugés dangereux :

Dans un *Mémoire au roi concernant les mauvais livres*, les évêques tentent une fois de plus de convaincre l'administration royale de la nécessité d'une étroite collaboration entre les autorités civiles et religieuses : il faut que « les dépositaires des deux puissances s'éclaircissent et s'appuient réciproquement. » [...] Il ne faut plus accorder de permissions tacites ; il faut choisir avec soin les censeurs, qui devront alerter les théologiens dès qu'il y aura un point de religion concerné²¹.

L'Église ne reçoit pour toute réponse qu'une déclaration du garde des Sceaux qui rappelle qu'il faut attendre la fin des délibérations du Parlement avant d'agir d'une façon ou d'une autre et la vague promesse du roi d'examiner la question. Trois ans s'écoulaient avant qu'une réelle mesure soit prise : « devant l'ampleur du commerce des livres interdits, une décision de Vergennes, du 12 juin 1783, redonne cependant à Paris son rôle de capitale de la librairie, en obligeant tous les ballots de livres venus de l'étranger à être déposés à la chambre syndicale parisienne pour examen avant leur acheminement à destination²² ». C'est trop peu et trop tard. La philosophie des Lumières continue à se répandre dans toute la France et ce, jusqu'à ce que les troubles révolutionnaires de la dernière décennie du XVIII^e siècle surviennent.

²¹ *Ibid.*, p. 238.

²² *Ibid.*, p. 253.

1.3 La Révolution française : un combat pour la liberté

Les causes ayant mené à la Révolution française sont multiples et la nouvelle philosophie développée au cours du XVIII^e siècle est l'une d'elles. Au milieu du XVIII^e siècle, les Lumières n'ont pas comme objectif de faire naître une révolution telle que l'a connue la France quelques décennies plus tard. Leurs propos et leurs écrits sont plutôt destinés à ouvrir les esprits, à faire réfléchir et à poursuivre la longue route vers la vérité. Mais nous ne pouvons nier que les philosophes des Lumières revendiquent des changements au sein de la société. Comme certains révolutionnaires ont justifié leurs actes en se réclamant d'eux lorsqu'ils ont renversé les principales institutions françaises, nous tenterons de mesurer quelle est la part de responsabilité des philosophes dans les événements qui ont secoué la France de 1789 à 1799.

Un survol des principaux événements et facteurs circonstanciels qui ont suscité un mouvement de révolte dans les années 1790, outre l'influence de la philosophie des Lumières, s'impose ici. Dès 1780, à la suite du mouvement de libération des colonies américaines qui se dressent contre l'Angleterre, les Européens se demandent pourquoi les symboles aristocratiques et monarchiques règnent toujours dans l'Ancien Monde au moment où les colons de Philadelphie et de Boston, entre autres, goûtent à la liberté depuis qu'ils ont appliqué les principes mis de l'avant par les philosophes des Lumières. La rébellion américaine inspire donc, quelques années plus tard, les Parisiens qui, le 14 juillet 1789, prennent d'assaut la Bastille. Cet événement, applaudi à travers l'Europe, est symbolique. La Bastille, forteresse appartenant au roi et servant à enfermer les prisonniers politiques, est presque déserte lors de sa prise et les assaillants ne rencontrent qu'une résistance minime ; la

victoire est représentative d'une confrontation vis-à-vis du roi et d'une contestation de l'autorité.

La montée révolutionnaire ne vient pas seulement de la capitale, même si Paris en est le cœur. En effet, les villes autour de Paris s'agitent aussi, troubles que fomentent la petite bourgeoisie. Cette classe de la société désapprouve la quasi impossibilité de gravir les échelons sociaux et de s'élever au-dessus du rang prédéterminé par la naissance. Seule la richesse peut permettre à la petite bourgeoisie de s'élever socialement et d'en payer les charges, grâce à une fonction plus élevée. Ces bourgeois d'affaires revendiquent davantage de prestige social et de reconnaissance pour l'importance du travail qu'ils effectuent au sein de l'administration du pays. Ainsi, lorsqu'il leur est permis de s'exprimer, c'est pour critiquer la société des « ordres », celle des privilèges : « Tous demandaient une participation plus active de la bourgeoisie aux affaires de l'État, une organisation plus efficace et plus juste de l'administration et de la fiscalité, la disparition des entraves au commerce intérieur, à la fabrication industrielle, le contrôle de l'institution monarchique et la décentralisation des décisions administratives²³ ». La bourgeoisie prend conscience de l'inégalité sociale qui règne entre les couches supérieures et les couches inférieures de la société et demande plus de privilèges pour pallier à cette injustice ou pour parvenir à un rang plus élevé.

À ce déséquilibre social marqué s'ajoute un autre déséquilibre : la situation paradoxale qui fait de l'ordre le plus riche celui le moins taxé. La noblesse et l'Église ne paient pas d'impôt direct et, malgré le fait qu'elles possèdent 25 % des terres cultivées, elles peuvent en plus percevoir des droits féodaux. Ce déséquilibre provoque bien sûr le

²³ Pierre Miquel, *Histoire de la France*, Paris, Éditions Fayard, 1976, p. 254.

mécontentement de plus en plus marqué de la petite noblesse qui réclame davantage, se heurtant à la haute noblesse qui défend ses privilèges avec acharnement. Les paysans se dressent eux aussi contre la noblesse et s'empressent de brûler tous les titres de propriété et les archives conservés dans les châteaux dès le début des troubles révolutionnaires. Ainsi :

Le mécontentement populaire contre les privilégiés était bien différent de la colère des privilégiés contre le pouvoir. Les riches bourgeois demandaient, comme les nobles et le clergé, une limitation du pouvoir parisien, de l'absolutisme royal devenu bureaucratique. Mais les paysans et le petit peuple des villes luttèrent à la fois contre le pouvoir et contre le privilège. Et pourtant, contre le roi, les deux mouvements se conjuguèrent : les uns se dressaient contre le pouvoir parce qu'il conservait le privilège, et les autres parce qu'ils le soupçonnaient de vouloir l'abolir²⁴.

Toujours est-il que peu importe la couche sociale observée, il y a un objet de mécontentement à l'égard du pouvoir.

La révolte s'étend également jusqu'aux campagnes mais pour des raisons agricoles. Depuis l'année 1766, les mauvaises récoltes se succèdent, amenant la famine chez les paysans qui s'indignent de plus en plus de leur situation. Le financier Turgot, nommé réformateur ministériel par Louis XVI, s'attaque au problème agricole en 1774 en établissant la libre circulation des grains à l'intérieur de la France, sans frais de douane, espérant éliminer ou, du moins, réduire l'état de famine régnant. Mais, puisque les récoltes ne sont pas meilleures les années suivantes, Turgot ne parvient pas à freiner le vent de colère et des émeutes éclatent dans tous les coins du pays, déclenchant la « guerre des farines ». Face à cet échec, Calonne, un successeur de Turgot, tente de rehausser les revenus de l'État pour faire face à la crise en créant la subvention territoriale, un impôt foncier exigé à tous les

²⁴ *Ibid.*, p. 256.

propriétaires. Les privilégiés se dressent devant cette mesure et décident, par peur de se voir enlever des avantages, de convoquer les États généraux. Le Parlement demande donc d'imposer des limites à la monarchie qui ne l'accepte pas et qui réplique par des condamnations à la prison de plusieurs parlementaires. Dès cet instant, les privilégiés, eux aussi, font front commun contre le roi. Les déclencheurs de la révolution se retrouvent donc tant en ville qu'en campagne, tant auprès du petit peuple que de la noblesse et du clergé.

À ces facteurs s'ajoute, comme nous l'avons déjà vu, la nouvelle philosophie propagée par les Lumières. Les penseurs de l'époque ont émis des théories qui ont bouleversé les traditions et les vérités établies depuis longtemps tout en amenant les intellectuels à raisonner par eux-mêmes, à se questionner et à repousser les frontières de la philosophie. Le peuple, qui s'est vu donner l'accès aux nouvelles théories et façons de concevoir la vie et l'homme, a pu alors se forger une opinion critique, ce qui lui a permis de se rendre compte des inégalités et des injustices dont il était victime. La Révolution n'éclate pas du jour au lendemain et les événements qui y mènent s'échelonnent sur plusieurs années :

Le XVIII^e siècle n'est pas révolutionnaire, ou si peu, et ce n'est pas sans peine qu'il le devient. Les philosophes prônent la modération, conscients que les progrès ne pénètrent que lentement les masses. [...] Pourtant, l'universalisme des assemblées révolutionnaires inscrit ses racines dans l'ordre du monde que les philosophes ont dessiné. La *table rase* que 1789 institue, n'est pensable que par le travail préalable d'un siècle de critique. Les Lumières qui s'autocélèbrent et s'autocongratulent ne peuvent renier l'invention de l'homme nouveau, l'immense besoin de régénération qui sort du choc de 1789. Entre juillet et août 1789 naît une réalité inconnue qui selon F. Furet « baptise ce qu'elle abolit — l'Ancien Régime — et ouvre les portes d'un avenir prometteur en établissant cependant l'idée » d'une chaîne causale entre la philosophie des Lumières et la Révolution française. Ce que la première avait discrédité, la seconde l'abolit. Ce que la première avait

imaginé, la seconde l'instaure²⁵.

En somme, les philosophes, aidés par les circonstances et les événements de l'époque, ont influé sur le peuple qui, mécontent de sa situation, s'est soulevé. En résultent dix ans de conflits, de violence, de querelles et de mésententes dans l'espoir d'un mieux-être individuel et d'un progrès social.

Au cours de ces années révolutionnaires, les publications littéraires ne cessent pas : « La Révolution se caractérise d'abord par un gigantesque brouhaha : la parole, traditionnellement cloisonnée, hiérarchisée, est soudain délivrée de ses lisières. [...] Le pays ne bruit que de réunions où sont soudain débattus publiquement les grands problèmes de la nation. Pamphlets, brochures, libelles se multiplient, tandis que les titres de presse prolifèrent²⁶ ». Bien que la plupart des pamphlets et autres écrits du même type demeurent des réflexions sur les événements immédiats touchant la France, d'autres brochures approfondissent les principes révolutionnaires et reprennent les propos des Lumières, tandis que certaines constituent des caricatures burlesques. Ces caricatures s'attaquent principalement à la cour :

Marie-Antoinette devient vite la cible privilégiée des pamphlétaires. Elle est attaquée en tant qu'Autrichienne, en tant que femme, en tant que reine. [...] Des *Amours de Charlot et Toinette* à *L'Autrichienne en goguette*, du *Bordel royal* aux *Fureurs utérines de Marie-Antoinette*, se développe le mythe d'une reine assoiffée de plaisirs, de richesses et de sang. [...] À chaque époque de la Révolution, des pamphlets attaquent les acteurs de l'événement dans leurs défauts physiques et dans une vie privée, le plus souvent romancée²⁷.

²⁵ Monique Cottret, *Culture et politique dans la France des Lumières (1715-1792)*, Paris, Éditions Armand Colin, 2002, p. 10.

²⁶ Michel Delon et Pierre Malandain, *Littérature française du XVIII^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 475.

²⁷ *Ibid.*, p. 477.

Marie-Antoinette n'est pas la seule à être victime de pamphlets ayant pour but de la ridiculiser. En fait, toute personne associée à la royauté est sujette aux moqueries. La noblesse est tournée en dérision dans les pamphlets et les brochures circulant en France, mais devient également un sujet à éviter au théâtre. Rapidement, la tragédie nationale tend à disparaître : « toute représentation " noble " de la royauté française devenait dangereuse, ou malintentionnée²⁸ ». Le théâtre perd sa fonction première de divertissement grâce aux écrits théoriques des réformateurs et au drame bourgeois. Il rejoint davantage la société et ses valeurs, ce dont « [l]es conventionnels [...] furent conscients lorsqu'ils instaurèrent en août 1793 les célèbres représentations " par et pour le Peuple " destinées à représenter gratis *Brutus* de Voltaire ou *Le Jugement dernier des rois* de Maréchal (1793)²⁹ ». De plus, le genre néo-classique refait surface, car ses sujets antiques permettent de traiter de politique de façon plus détachée tout en évitant de parler de la politique actuelle. C'est pourquoi l'*Agamemnon* de Lemercier en 1798 connaît un certain succès théâtral. Quant au dramaturge Marie-Joseph Chénier, il attaque le fanatisme dans *Charles IX* en 1789 et opte, dans *Caius Gracchus* (1792) et dans *Timoléon* (1794), pour une approche théâtrale misant sur l'art oratoire et sur une représentation du peuple par un chœur, ce qui ne plaît cependant pas aux militants les plus fidèles de la Montagne. Chénier est contraint de brûler publiquement *Timoléon* l'année même de sa parution.

Quand, en 1791, tous les privilèges organisant la vie théâtrale parisienne sont abolis, la mise sur pied d'un théâtre devient à la portée de tous. Les tragédies se succèdent et bientôt la comédie se répand également dans les théâtres parisiens, pensons notamment à Fabre

²⁸ Sous la direction de Robert Mauzi, *Précis de littérature française du XVIII^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1990, p. 170.

²⁹ *Ibid.*, p. 184-185.

d'Églantine et son œuvre, *le Philinte de Molière*, parue en 1791. Les hymnes sont également populaires : la *Marseillaise* de Rouget de Lisle ainsi que le *Chant du départ* de Marie-Joseph Chénier sont acclamés par les Français.

Pour ce qui est des romans, la littérature du nord continue d'exercer son influence en France par le biais d'auteurs tels que Goethe et Schiller. La traduction des *Brigands* de Schiller rend « à la mode le " drame noir ", terrifiant, mystérieux, outrancier, d'où naissent le mélodrame et le drame romantique. [...] Triomphe également le " roman noir " : châteaux secrets, revenants, scélérats ténébreux, monstres et cruautés³⁰ ». Un autre genre gagne en popularité : le roman libertin avec des auteurs tels que Louvet, Nerciat et Sade. Ce genre est apparenté à une nouvelle génération d'auteurs, « émules de Crébillon fils, mais lecteurs et souvent disciples de Jean-Jacques. Ce sont les lecteurs attendris des lettres de Julie et de Saint-Preux qui vont donner un ton particulier au libertinage fin de siècle³¹ ».

Le marquis Donatien-Alphonse-François de Sade (1740-1814) est bien sûr le plus connu. Bien qu'il ait passé une partie de sa vie en prison, ses publications sont nombreuses. À la suite de l'abolition des lettres de cachet en 1790, Sade est libéré de prison où il est enfermé pour débauche outrée et tapage séditieux. Une lettre de cachet signée de la main de Louis XVI le maintenait enfermé depuis 1772. Sade se lance alors dans la politique, appuyant les sans-culottes et devenant secrétaire de la section des Piques, puis commissaire des hôpitaux de Paris, et travaille à la publication des œuvres écrites précédemment lors de son incarcération : une douzaine de pièces de théâtre en vers ou en prose ainsi que les romans

³⁰ V.-L. Saulnier, *La littérature française du siècle philosophique*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, p. 109.

³¹ *Idem*.

Aline et Valcourt, Justine ou les malheurs de la vertu, Les Infortunes de la vertu et Contes et fabliaux du XVIII^e siècle, par un troubadour provençal en plus d'une trentaine de nouvelles. Sade tente également de trouver un théâtre qui accepte de jouer ses pièces. La Comédie-française refuse d'interpréter *Le Boudoir ou le Mari incrédule*, mais autorise la représentation du *Misanthrope par amour ou Sophie et Desfrancs* qui, finalement, ne sera jamais joué. En octobre 1792, le Théâtre Molière monte son drame *Le Comte D'Oxtiern ou les Effets du libertinage*, qui sera joué deux fois et qui connaîtra un succès mitigé. La même année, le Théâtre Italien autorise la représentation de la comédie de Sade *Le Suborneur*, mais la représentation est interrompue par des jacobins accusant Sade d'être un aristocrate. L'année suivante, l'impression de *Aline et Valcour* est suspendue en raison de l'emprisonnement de l'imprimeur de Sade, Girouard. Ce dernier est guillotiné en janvier 1794.

Le passé scandaleux de Sade le poursuit et son implication politique lui nuit de plus en plus. C'est en tant qu'ex-aristocrate et qu'homme « très immoral, indigne de la société³² » qu'il est arrêté par Robespierre le 8 décembre 1794, emprisonné à la prison des Madelottes, puis condamné à mort. Il est sauvé par la chute de Robespierre quelques jours plus tard et continue à publier ses œuvres : *Aline et Valcourt* (1795), *La Nouvelle Justine* (1797) et *Les Crimes de l'Amour* (1800). En 1795, Sade doit

se défendre d'être l'auteur de *Justine*³³, ouvrage qui, quatre ans après sa parution, continue de faire horreur à tous les partis, symbole de l'aristocratie pourrie pour la gauche, de la chienlit révolutionnaire pour la droite. C'est sous le couvert de l'anonymat qu'il fait paraître *La*

³² Jean-Jacques Pauvert et Pierre Beuchot, *Sade en procès*, Turin, Éditions Mille et une nuits, 1999, p. 108.

³³ Sade a publié cette œuvre sous le couvert de l'anonymat.

Philosophie dans le boudoir, à la fois exploration libertine et prolongement de l'expérience révolutionnaire de Sade avec son long chapitre *Français, encore un effort si vous voulez être républicains*. La diffusion limitée du livre ne soulèvera aucun scandale³⁴.

Le coup d'État du 18 brumaire met fin à la Révolution et place Bonaparte au pouvoir. Napoléon autorise rapidement le retour des émigrés et, dans le cadre de sa politique d'ordre moral, surveille étroitement le marquis de Sade. L'édition complète de *La Nouvelle Justine* est saisie en août 1800 et Sade est arrêté pour la dernière fois le 6 mars 1801 après avoir provoqué un débat dans la presse pour ses publications. Il finira ses jours en prison.

La seconde moitié du XVIII^e siècle amène, comme nous l'avons précédemment remarqué, un flot toujours plus important d'ouvrages indésirables. De pair avec la profusion de publications non permises, à mesure que l'année 1789 approche, le nombre de censeurs augmente : « De 1727 à 1734, on compte 41 censeurs. Ils sont 73 en 1745, 82 en 1751, 119 en 1760, 128 en 1763 et 178 en 1789³⁵ ». La situation change rapidement en 1789, à la suite de l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme dès le 26 août 1789, déclaration qui devient le nouveau catéchisme. Auparavant, au cours de la nuit du 4 août de la même année, les privilèges aristocratiques sont abolis par l'Assemblée nationale, mettant fin au régime féodal. La librairie se dissocie de son ancien protocole, puisqu'elle n'est plus régie par les privilèges et les permissions. À partir de cette nuit, différents articles sont rédigés, articles qui composent finalement la Déclaration des droits de l'homme. Ces articles assurent la liberté d'expression « La liberté est définie comme le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à

³⁴ Jean-Jacques Pauvert et Pierre Beuchot, *op. cit.*, p. 108-109.

³⁵ Propos rapportés par Robert Netz, *Histoire de la censure dans l'édition*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Que sais-je?, 1997, p. 49.

autrui (article 4). [...] Maîtres de leurs personnes, les hommes peuvent parler et écrire, imprimer et publier, étant précisé que la manifestation des opinions ne doit pas troubler l'ordre établi par la loi (article 10)³⁶ ». Par cette déclaration, un des droits acquis les plus importants est la libre divulgation des pensées et des opinions.

L'organisation de l'ancienne librairie s'affaisse alors, faisant place à de nouvelles structures. Par un décret émis le 2 août par la Commune de Paris, les pouvoirs auparavant attribués à la librairie sont transmis à la Chambre syndicale qui oblige maintenant toutes les publications distribuées dans la capitale à être enregistrées par celle-ci. Ce changement de structure provoque une augmentation du nombre des imprimeries. Pour contrer cette augmentation et pour assurer un certain contrôle, la Chambre syndicale désigne l'ancienne police du Châtelet et la nouvelle appelée les commissaires des districts afin qu'à elles deux, elles surveillent les colporteurs, les libraires et les imprimeurs. Cette double surveillance est plutôt perçue comme une persécution et, bientôt, les rédacteurs du journal les *Révolutions de Paris* s'exclament : « On pourrait croire que la France a seulement changé de maître³⁷ ». Malgré ce semblant de contrôle, les années 1789 à 1793 sont assaillies par des milliers de pétitions, pamphlets et déclarations sur des sujets divers tels que la liberté de la presse ou l'abolition de la censure.

Les premières années de la Révolution sont donc soumises à une censure désordonnée qui deviendra, quelques années plus tard, plus soutenue et organisée : « Après le 10 août 1792 la censure s'incarne dans cet instrument de la Terreur que fut le comité de surveillance

³⁶ Albert Soboul, *La Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 1982, p. 185.

³⁷ Propos rapportés par Robert Netz, *op. cit.*, p. 73.

de la Commune, chargé de la police de sûreté générale, Chaumette et Martin ayant la tâche de surveiller plus particulièrement imprimeries et journaux³⁸ ». De nombreuses dénonciations publiques aident le travail de Chaumette et Martin puisque, dès 1789, des écrits contre-révolutionnaires fusent de partout, critiquant les pamphlets révolutionnaires et leurs auteurs, dénonçant cette « folle liberté » qui « pervertit la France³⁹ ». Nous assistons alors à une guerre de pamphlets entre les contre-révolutionnaires qui se qualifient d' « hommes de lettres » et les révolutionnaires, qualifiés de « libellistes fangeux » : « le débat va provisoirement se clore par la sanglante victoire des seconds sur les premiers, après le 10 août 1792. Les journalistes royalistes sont pourchassés, voire massacrés, les imprimeries surveillées par la police de la Commune tandis que les lois votées par la Convention, sans remettre en cause la liberté d'imprimer et de s'exprimer, s'attachent à en fixer les limites⁴⁰ ». Ce semblant de liberté aux limites définies prend fin lorsqu'une censure répressive est établie le 29 mars 1793 par un décret de la Convention elle-même : « quiconque sera convaincu d'avoir composé ou imprimé des ouvrages ou des écrits qui provoquent la dissolution de la représentation nationale, le rétablissement de la royauté ou tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, sera traduit au tribunal extraordinaire et puni de mort⁴¹ ». À la suite de ce décret, plus d'une vingtaine de journalistes et une cinquantaine d'écrivains de toutes sortes sont menés à la guillotine.

La Terreur, période où règnent Robespierre et le Comité de salut public, est probablement celle où la liberté est la plus restreinte depuis la Déclaration des droits de

³⁸ *Ibid.*, p. 75.

³⁹ Propos rapportés par Robert Netz, *op. cit.*, p. 73.

⁴⁰ A. de Baecque, *La dénonciation publique dans la presse et le pamphlet (1789-1791)*, Paris, La Découverte, 1991, p. 261-279.

⁴¹ Robert Netz, *op. cit.*, p. 75.

l'homme, dont les articles ne sont pas respectés. Dans les faits, aucune loi formelle n'instaure une censure réelle, mais ceux qui s'élèvent contre le gouvernement révolutionnaire sont si sévèrement punis que toute critique devient risquée. Camille Desmoulins, par exemple, l'apprendra à ses dépens quand il sera guillotiné à Paris le 5 avril 1794. La Terreur prend fin à la chute de Robespierre et du Comité de salut public le 9 thermidor (27 juillet 1794) au moment où le Directoire et le Conseil des Cinq-Cents prennent le pouvoir. La Constitution de l'an III (1795) est alors rédigée, rétablissant, par la même occasion, la liberté de la presse. Cette liberté de presse est précaire puisque, les 16 et 17 mars 1795, il est proclamé que tout écrit prônant le retour d'un monarque sera puni de peine de mort. Malgré cette déclaration, « les écrits royalistes se multiplient dans un régime de liberté qui rappelle 1789 et que la France ne connaîtra plus avant longtemps⁴² ». Ce laisser-faire ne dure pas car, le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), le Directoire est mis au courant du coup d'État mené par un groupe de royalistes et le devance en emprisonnant une soixantaine d'écrivains ou d'imprimeurs suspects de conspiration contre la République française. Cette mesure répressive sera suivie de plusieurs autres, éliminant peu à peu toute opposition au Directoire. Jacques Godechot remarque que le Directoire précède la politique du Premier Consul en ce qui concerne la censure : « la liberté de la presse était morte, avant même que Napoléon prenne le pouvoir⁴³ ».

La Révolution encourage, jusqu'au 9 Thermidor (27 juillet 1794), la littérature de la parole et s'appuie, pour s'épanouir, sur l'espace public par le biais des journaux, de la

⁴² Robert Netz, *op. cit.*, p. 76.

⁴³ Jacques Godechot, *Histoire générale de la presse française*, t. I, Paris, Presses universitaires de France, 1969, p. 547.

Tribune et des théâtres. Cette littérature s'étend rapidement puisqu'elle n'est pas freinée par une censure rigoureuse, du moins, jusqu'à la décapitation du roi :

La fin du XVIII^e siècle voit le développement considérable des activités culturelles dans un climat nouveau. Le contrôle de l'État est progressivement affaibli, laissant artistes, hommes de lettres dans une quasi-liberté. [...] Même si des restrictions subsistent, la liberté d'expression est pratiquement instaurée. Les années 1789 à 1792 renforcent cette situation, puisque toutes les censures ont disparu. À partir de la chute du roi, la censure est rétablie, contre les écrivains royalistes d'abord, contre les auteurs des divers groupes révolutionnaires vaincus ensuite, contre ceux qui portent atteinte à la morale révolutionnaire enfin. À partir du Directoire, la censure annonce celle du XIX^e siècle⁴⁴.

Au tout début de la Révolution française, privés de leurs revenus assurés par l'Ancien Régime, les écrivains liés à l'aristocratie trouvent plus prudent de se taire jusqu'à l'arrivée de jours meilleurs. Les publications sont peu nombreuses, à l'exception des feuillets révolutionnaires qui, eux, sont imprimés par milliers. Quelques années plus tard, pendant le Directoire et la Convention thermidorienne, les publications connaissent un nouvel élan et se multiplient. Les ouvrages se veulent toutefois, pour la plupart, moins sérieux, moins politiques, moins engagés, et sont davantage axés sur les plaisirs intellectuels, témoignant d'une recherche de divertissement au cours de ces sombres années. Enfin, durant les dernières années, la censure prend de nouveau de l'ampleur et plusieurs hommes de lettres royalistes sont réprimandés. Ainsi, la diffusion des écrits et la censure qui est appliquée varient au cours de la Révolution française, selon le parti au pouvoir et les circonstances qui prévalent.

⁴⁴ Jean-Clément Martin, *La Révolution française : étapes, bilans et conséquences*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 56.

*
* *

La seconde moitié du XVIII^e siècle est une période de transition, comme nous l'avons souligné à maintes reprises au cours de ce chapitre. Cette transition est lente et progressive ; elle est l'aboutissement de plusieurs phénomènes et facteurs qui, liés au fil des ans, mènent à ce qui devient de plus en plus inévitable : la Révolution française. La diffusion sans cesse grandissante de la philosophie des Lumières entraîne plusieurs querelles dans le milieu intellectuel, d'où naîtra l'opposition des anti-Lumières. Les anti-Lumières se dressent sur la route des Lumières pour différents motifs, que ce soit pour défendre la religion et la monarchie discréditées, pour contester le nouveau rôle que se donne le philosophe en se désignant comme critique de la société, pour retrouver un prestige et une unité au sein des Lettres ou tout simplement pour des motifs personnels. Le pouvoir tente aussi, par plusieurs moyens, de freiner l'élan philosophique, tantôt en se montrant strict par des moyens de censure radicaux, tantôt en jouant la carte de la tolérance, espérant qu'un semblant de liberté calme la critique. Le monarque, faisant face à l'élaboration d'idées nouvelles, doit établir, au fur et à mesure, une censure qui ne s'appuie sur aucune règle précise, puisque les limites des propos tolérés n'est pas définie, ce qui a pour effet de rendre la censure peu efficace et instable.

Mais tout n'est pas si limpide et plusieurs autres facteurs favorisent les troubles révolutionnaires. À la diffusion des écrits philosophiques, toujours plus nombreux et revendicateurs, s'ajoutent des problèmes sociaux, politiques et économiques qui s'étendent à toute la France. La Révolution française en est l'aboutissement. Pourtant, l'année 1799, qui

marque l'arrivée de Napoléon Bonaparte sur la scène politique, ne désigne pas la fin de toute querelle puisque des contradictions subsistent au sein de la société. Les débats continuent et le désaccord entre intellectuels persiste. La censure n'est point abolie par Bonaparte ni la liberté d'expression établie. Deux auteurs de grande envergure soulèveront les critiques pour avoir exposé leur vision du passé et de l'avenir et incarnent, à des moments différents, des figures de l'opposition : Madame de Staël et Chateaubriand.

CHAPITRE II

De la littérature de Mme de Staël et la censure après la Révolution (1799-1805)

Si une date est à associer à la fin de la Révolution française, c'est bien le 18 brumaire 1799 (novembre), date du coup d'État mené, entre autres, par le général Bonaparte. Ce coup d'État visait l'abolition du Directoire qui, depuis quelques années, détenait les brides du gouvernement et provoquait le mécontentement de la population française par le rejet des fondements démocratiques mis de l'avant par les principes révolutionnaires. Bonaparte, général glorieux en raison de ses nombreuses victoires à l'étranger, ne joue toutefois pas le rôle de concepteur de ce coup d'État, puisque c'est à la demande de Sieyès¹ qu'il se joint au complot. En effet, Sieyès avait besoin d'un militaire pour affronter, à l'aide de l'armée de Paris, le Conseil des Cinq-Cents pendant qu'il se rendait à Saint-Cloud avec le Conseil des Anciens. Bonaparte, dont la réputation était faite, se voit donc attribuer ce rôle, qu'il joue avec brio dans la nuit du 17 au 18 brumaire. À la suite de ce revirement de pouvoir, une commission consulaire exécutive prend la place des Directeurs avec, comme membres, Sieyès, Roger Ducos² et Bonaparte. Tous trois promettent alors de respecter les principes de 1789, ce qui leur amène un soutien enthousiaste de la part de plusieurs intellectuels et hommes politiques, parmi lesquels nous pouvons compter Mme de Staël, Benjamin Constant et Chateaubriand. Bonaparte, général invincible déjà admiré des soldats et du peuple, devient

¹ « (Emmanuel Joseph), homme politique français, né à Fréjus (1748-1836). Vicaire général de Chartres, il publia en 1789 une brochure célèbre sur le *Tiers État*. Il fut membre de la Constituante, de la Convention, du Conseil des Cinq-Cents, et Directeur. Il organisa avec Bonaparte le coup d'État de brumaire an VIII. Consul provisoire, il fût bientôt écarté du pouvoir. » (*Petit Larousse illustré*, Paris, Librairie Larousse, 1979, p. 1701).

² « (Roger), Conventionnel, né à Dax (1747-1816), membre du Directoire et consul après le 18 Brumaire. » (*Petit Larousse illustré*, Paris, Librairie Larousse, 1979, p. 1304).

vite la coqueluche de Paris. Comme il ne souhaite pas partager le pouvoir avec quiconque et désire agir avec fermeté, il écarte rapidement Sieyès et Ducos du pouvoir et devient le Premier Consul, ce qui lui accorde le droit de paix ou de guerre. Au premier abord, Bonaparte s'annonce comme le sauveur, ce chef tant attendu pour mettre fin à la Révolution sans toutefois perdre les acquis amenés par celle-ci. Mais, pour un œil attentif, ce nouveau régime ultracentralisateur inquiète.

Quoique l'ordre soit rétabli, l'autorité de Bonaparte est grandissante. Il monopolise le conseil d'État où ses discours imposent bien vite la ligne à suivre et les décisions qui résultent de ces séances sont initiées uniquement par le Premier Consul. L'égalité et la démocratie, tant souhaitées au cours de la Révolution, ont bel et bien été confirmées par le Code civil, mais la création de la nouvelle hiérarchie élitiste créée par le Premier Consul va totalement à l'encontre de ce principe d'égalité. Le monopole permet toutefois à Bonaparte de réaliser rapidement plusieurs projets attendus par le peuple, pensons notamment au Code civil (mars 1804), toujours en vigueur aujourd'hui, ainsi qu'à la nouvelle constitution (constitution de l'an VIII, 1799 à laquelle deux autres s'ajoutent, l'une en 1802 et l'autre en 1804). Il tente également de rétablir la paix entre la France et les pays d'Europe, espérant retrouver une grandeur et un prestige perdus lors de la Révolution, et lance à cet effet plusieurs campagnes. À ces nombreuses réalisations s'ajoutent l'élaboration d'un meilleur système d'éducation, grâce à la création des lycées le 1^{er} mai 1802, et la signature du Concordat entre Bonaparte et le pape Pie VII, qui assure la paix entre l'Église et la France. Bien d'autres réalisations sont l'œuvre de Bonaparte et n'auraient pu être mises sur pied aussi rapidement si le gouvernement dirigé par celui-ci n'avait pas été aussi centralisé.

En tant que républicain, Bonaparte se montre favorable à la liberté d'expression et démontre une volonté d'abolir la censure, comme sa correspondance l'indique : « Je ne veux pas de censure, parce que tout libraire répond de l'ouvrage qu'il débite, parce que je ne veux pas être responsable des sottises qu'on peut imprimer, parce que je ne veux pas enfin qu'un commis tyrannise l'esprit et mutile le génie³ ». Pourtant, loin d'assurer la liberté de la presse, Bonaparte n'attend guère pour dévoiler sa crainte de l'opinion publique et des hommes de lettres. Au nom d'un ordre public à rétablir, il prend des mesures rigoureuses contre la liberté de penser et bientôt, écrivains, artistes et journalistes doivent soit conforter le pouvoir, soit se taire. S'il sait comment diriger une armée et repousser l'ennemi, s'il excelle dans la politique et la guerre, Bonaparte n'est pas à l'aise avec la guerre des mots, soutenant que « L'idée est plus forte que l'épée⁴ ». Il va même jusqu'à affirmer : « Je redoute trois journaux plus que 100 000 baïonnettes⁵ ». Extrêmement inquiet du pouvoir des intellectuels sur l'opinion publique, il craint que la libre expression des pensées, l'étalage des critiques mènent à de nouvelles querelles et minent son autorité. C'est pourquoi

Bonaparte a décidé de mettre fin à une spécificité du XVIII^e siècle français, le règne des hommes de lettres. Madame de Staël, que sa détestation du personnage rend clairvoyante, analyse ce choix : « Bonaparte ne veut que des instruments ; aucun génie ne lui plairait de quelque carrière qu'il fût. Un grand poète, lors même qu'il n'écrit sur aucun sujet qui pût le blesser, l'offenserait par cela seul qu'il détournerait les regards de lui. » Chateaubriand ajoute : « Le talent inquiète la tyrannie ; faible, elle le redoute comme une puissance, forte, elle le hait comme une liberté »⁶.

À force de restrictions et de censure, Bonaparte ne tardera pas à se mettre à dos les génies littéraires qui, faute de liberté, se dressent contre lui.

³ Les propos de Bonaparte, tirés de sa correspondance, sont rapportés par Robert Netz, *Histoire de la censure dans l'édition*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, p. 78.

⁴ Les propos de Bonaparte sont rapportés par Anne Bernet, « La presse à la botte, la culture au pas », *Historia Thématique*, « Napoléon, empereur ou dictateur? », no 92, novembre-décembre 2004, p. 62.

⁵ *Ibid.*, p. 63.

⁶ *Ibid.*, p. 66.

Outre la crainte du pouvoir de l'opinion publique, il y a une autre raison à la volonté bonapartiste de contrôler les pensées ; la volonté d'assurer une emprise sur les esprits pour uniformiser la pensée : « Il faut, avant tout, dit-il au conseil d'État, arriver à l'unité et qu'une génération tout entière puisse être jetée dans le même moule. Les hommes diffèrent assez par leurs penchants, par leur caractère et par tout ce que l'éducation ne donne ni ne peut réformer... Donnons-nous un corps de doctrines qui ne varie point⁷ ». En filtrant les informations et en imposant une ligne directrice au peuple, Bonaparte influence les consciences et assure une certaine uniformité chez les Français. Madame de Staël cerne bien cette manière de traiter l'information : « La foule des journaux qui existaient en France furent réduits tout à coup à quatorze par un simple arrêté du Conseil d'État et dès lors s'établit cette puissance terrible des feuilles périodiques répétant toutes la même chose chaque jour et ne souffrant pas l'ombre de la contradiction en aucun genre. La découverte de l'imprimerie passait pour la sauvegarde de la liberté parce qu'on ne l'avait jamais vue jusque alors au service de l'autorité despotique⁸ ». La censure ne tarde pas à s'organiser, touchant les journaux ainsi que l'édition et le théâtre. Plus Bonaparte accumule les années au pouvoir, plus il resserre les moyens d'affermir son emprise sur les presses.

Afin d'assurer un contrôle des écrits efficace, Bonaparte met sur pied plusieurs commissions ou organisations qui, ayant chacune leur rôle, s'occupent efficacement de la censure. Ainsi, le ministère de la Police n'est pas la seule autorité mise en place pour la surveillance des écrits. La commission sénatoriale de la liberté de la presse, de l'examen des journaux, des ouvrages périodiques politiques et littéraires et des pièces de théâtre est mise sur

⁷ Les propos de Bonaparte sont rapportés par Maurice Bouvier-Ajam, « La peur des idéologues », *Europe*, « Napoléon et la littérature », nos 480-481, avril-mai 1969, p. 63.

⁸ Les propos de Mme de Staël sont rapportés par Anne Bernet, « La presse à la botte, la culture au pas », *op. cit.*, p. 63.

pied à cet effet, en plus des préfets de police, des commissaires généraux et spéciaux de police ainsi que des préfets et directeurs généraux de la librairie et de l'imprimerie.

Bien que la censure touche plusieurs moyens d'expression artistiques ou littéraires, c'est à la presse qu'elle s'attaque en premier. À cet effet, Bonaparte déclare à son secrétaire Bourrienne : « Si je lâche la bride à la presse, je ne resterai pas trois mois au pouvoir⁹ ». Il émet alors, le dix-sept janvier 1800, un décret selon lequel seul quatorze journaux ont la permission d'être imprimés sur les soixante-quatorze existant à l'époque. Ce décret, maintenu jusqu'en 1814, s'accompagne d'une censure des plus sévères. Afin d'éviter tout écart,

Au moindre article contraire à la ligne, c'est la suspension immédiate. Tout article, ou presque, peut être jugé attentatoire à cette ligne s'il est « contraire au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple, à la gloire des armées ». Ce dernier point signifie qu'il n'est pas permis d'annoncer d'éventuels revers militaires, assimilés soit à de fausses nouvelles, soit à de la trahison puisque soupçonnés d'être le fruit de la propagande britannique. En 1805, Napoléon écrit à son ministre de la Police, Fouché : « [...] Dites-leur [aux rédacteurs] que je ne les jugerai pas sur le mal qu'ils auront dit, mais sur le peu de bien qu'ils n'auront pas dit. [...] Puisqu'ils doivent dire de fausses nouvelles, que ne les disent-ils à l'avantage du crédit et de la tranquillité publique? »¹⁰.

Chaque rédacteur d'un journal autorisé doit signer un registre spécial, garantissant sa fidélité envers la constitution de même que sa qualité de Français et promettant l'interdiction d'insérer des articles à caractère religieux, philosophique ou traitant de la fonction publique dans son périodique. De plus, les quelques journaux toujours imprimés reçoivent une affectation qui leur est propre et de laquelle ils ne peuvent s'écarter : le *Mercure de France* est exclusivement réservé à la littérature française, le *Magasin encyclopédique* doit traiter de sciences exactes et les *Archives littéraires* sont consacrées à la littérature étrangère. Quant au *Moniteur universel*, il devient le seul journal officiel et reçoit quotidiennement des articles

⁹ Anne Bernet, *op. cit.*, p. 62.

¹⁰ *Ibid.*, p. 62-63.

signés de la main même de Bonaparte, seul auteur ayant la totale liberté d'expression. Les rédacteurs des autres journaux, ne pouvant déroger de leur sujet imposé et ne voulant pas s'attirer d'ennuis, n'ont guère le choix que de traiter de sujets banals et de débattre de questions sans intérêt. Cette censure des périodiques s'organise autour du ministère de la Police qui doit examiner chaque numéro de chacun des journaux avant d'être imprimés. En 1804, le régime se durcit et chaque journal se voit attribuer son propre censeur. Les conséquences, pour les rédacteurs désobéissant à la ligne de conduite dictée par Bonaparte, varient entre de lourdes taxes sur les bénéfices, la confiscation de leur permis d'impression et l'interdiction de se procurer du papier, empêchant ainsi la mise sous presse, l'emprisonnement ou l'exil.

L'édition, quant à elle, fait face à des mesures aussi strictes que celles accablant la presse. Le 27 septembre 1803, un arrêté décrète que, « pour assurer la liberté de la presse [...], aucun libraire [c'est-à-dire éditeur¹¹] ne pourra vendre ouvrage avant de l'avoir présenté à une commission de révision, laquelle le rendra s'il n'y a pas lieu à la censure¹² ». À première vue, cette dépêche semble laisser une certaine liberté aux auteurs et aux éditeurs mais il n'en est rien puisque tout porte à la censure : toute obscénité est proscrite de même que tout ce qui peut faire naître des troubles à l'intérieur de la patrie et tout ce qui se rapporte à la Révolution. À cette intention, Bonaparte informe ses censeurs que la question à se poser est : « L'ouvrage a-t-il pour but de réveiller les passions, de former des factions ou de semer des troubles dans l'intérieur¹³ »? De plus, toute nouvelle discréditant le pouvoir ou relatant un échec de celui-ci, tout ouvrage contre le Premier Consul, contre sa famille ou sa politique

¹¹ Au XIX^e siècle, les tâches définissant le métier de libraire ou d'éditeur n'étaient pas aussi distinctes que de nos jours, ainsi, le métier de libraire s'apparentait à celui de notre éditeur actuel. C'est pourquoi le terme de libraire, cité précédemment, peut être également attribué au terme d'éditeur.

¹² Maurice Bouvier-Ajam, « La peur des idéologues », *op. cit.*, p. 67.

¹³ Robert Netz, *op. cit.*, p. 79.

ainsi que tout livre traitant du règne de Louis XVI, de politique en général ou glorifiant trop ouvertement un pays étranger est traqué par la censure. Les peines varient mais s'apparentent à celles réservées à la presse. Les éditeurs demeurent prudents et n'impriment qu'après avoir obtenu une approbation préalable car ils redoutent la saisie, qui s'accompagne souvent d'amendes, d'interdiction d'exercer la profession ou de peines d'emprisonnement. Pour ce qui est des auteurs, les mesures exercées passent de la confiscation et la destruction d'un écrit à la surveillance policière, allant même jusqu'à l'emprisonnement et l'exil. Outre la surveillance à l'endroit des libraires et éditeurs, les colporteurs sont aussi soumis à de rigoureuses vérifications, toujours dans le but de contrôler la vente des ouvrages circulant en France.

Pour ce qui est du théâtre, il est également étroitement censuré, mais les mesures répressives ne s'intensifient qu'à partir de l'année 1806. Une mesure de contrôle s'impose toutefois dès le 27 octobre 1800 puisque Bonaparte ordonne à ses commissaires de police d'empêcher ou de dissiper toute foule près d'un théâtre et d'interdire toute représentation théâtrale à la moindre agitation publique. Toujours dans le but d'assurer un certain contrôle, le Premier Consul exige que toute nouvelle pièce soit examinée par le ministère de la Justice. Il va plus loin en conversant avec des auteurs, des metteurs en scène et des acteurs — nous pensons notamment à Talma¹⁴ — pour leur faire part de sa conception d'une bonne interprétation théâtrale. De plus, à la demande du ministère de la Justice et même parfois de Bonaparte, des suggestions de modification de certains vers peuvent être adressées à certains auteurs.

¹⁴ « (François Joseph), tragédien français, né à Paris (1763-1826). Il fut l'acteur préféré de Napoléon. Soucieux de la vérité historique dans la mise en scène, il ramena au ton naturel l'emphase tragique ». (*Petit Larousse illustré*, Paris, Librairie Larousse, 1979, p. 1721).

N'oublions pas que Bonaparte, en tant qu'amateur d'art dramatique, assiste à au moins une représentation par semaine et est, par conséquent, plutôt clément envers les théâtres. Les années 1792 à 1806 sont associées à la prolifération des théâtres à Paris. À cet effet, une loi datant de 1791, stipule que tout citoyen peut créer son propre théâtre, avec pour seule condition d'en faire la déclaration à l'administration la plus proche. Ce foisonnement théâtral prend fin en 1806 lorsqu'un décret limite le nombre de salles à douze sur tout l'ensemble de Paris. Puis, en 1807, « le nombre fut réduit à huit : quatre théâtres principaux (le Théâtre-Français, l'Opéra, l'Opéra-Comique et l'Opéra-Buffer), et quatre théâtres secondaires (Vaudeville, fondé en 1792, les Variétés, fondées en 1777, l'Ambigu-Comique, fondé en 1769, et la Gaîté, fondée en 1760)¹⁵ ». Malgré la passion de Napoléon pour le théâtre, il considère celui-ci d'un point de vue politique. Las Cases¹⁶ rapporte les paroles de Napoléon sur l'île Sainte-Hélène : « la tragédie, disait-il avec chaleur, échauffe l'âme, élève le cœur, peut et doit créer des héros. Sous ce rapport, peut-être la France doit à Corneille une partie de ses belles actions ; aussi, messieurs, s'il vivait, je le ferais Prince¹⁷ ». Afin d'assurer le contrôle des représentations, aucun théâtre ne peut être mis sur pied sans autorisation préalable et aucun théâtre ne peut jouer une pièce qui ne figure pas dans le répertoire qui lui est attribué. Grâce au système des privilèges propre à chaque théâtre, la censure s'en voit facilitée. Ainsi, en plus d'assurer un contrôle sur le nombre de théâtres et leur choix de représentation, Napoléon a également censuré les textes.

Qu'il s'agisse du contrôle des périodiques, du théâtre ou de tout autre contrôle des écrits, « La minutie du contrôle " des écrits " institutionnalisé sous l'Empire contraste avec

¹⁵ http://www.napoleon.org/fr/salle_lecture/articles/files/napoleontheatre_hicksfevrier2003.asp, site consulté le 2 avril 2007.

¹⁶ « (Emmanuel, comte DE), historien français, né au château de Las Cases, près de Revel (1766-1842). Il accompagna Napoléon I^{er} dans l'exil et rédigea le *Mémorial de Sainte-Hélène* (1823) ». (*Petit Larousse illustré*, Paris, Librairie Larousse, 1979, p. 1469).

¹⁷ Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène, 25-28 février 1816*, dans L.-H. Lecombe, *Napoléon et le monde dramatique*, Paris, 1912, p. 409.

l'empirisme de la censure de l'Ancien Régime où l'enchevêtrement des administrations et la plus ou moins grande tolérance du Directeur des Bibliothèques, laissaient la possibilité à de nombreuses échappées à travers les mailles assez larges des services répressifs¹⁸ ». Sous l'Empire, aucun Voltaire, Diderot ou Rousseau n'aurait pu imprimer et distribuer une œuvre littéraire.

Après plusieurs années de déséquilibre tant social que politique, le XIX^e siècle s'ouvre sur un régime autoritaire et rigide. Plusieurs reproches sont d'ailleurs faits à l'égard de Bonaparte en ce qui concerne la censure des écrits : « On a dit beaucoup de mal de Napoléon, censeur des lettres. On lui a reproché d'avoir éteint le génie à force de vouloir le discipliner et d'avoir ignoré ce qu'il y a de spontané et d'individuel dans l'œuvre littéraire. [...] Certes, la presse a été bridée, le théâtre, sublimisé, l'imprimerie, contrôlée et réduite à une fonction sociale¹⁹ ». Cette rigidité semble freiner l'élan artistique, plus particulièrement la littérature. Pourtant, comme le souligne Félix Ponteil, « deux écrivains ont mis en évidence leur génie littéraire, au temps de Napoléon et malgré lui : Chateaubriand et Mme de Staël. Ce qui prouve que la valeur s'affirme en dépit de tous les obstacles²⁰ ». À travers *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales* (1800) puis, *Atala* et le *Génie du christianisme* (1801), dans le chapitre suivant, nous identifierons les thèmes traités et développés par chacun de ces auteurs en regard de leurs convictions sociales, politiques et littéraires respectives. Ensuite, nous analyserons les critiques qu'ont suscitées ces ouvrages ainsi que les mesures de censure dont les auteurs ont été victimes. Dans la suite de ce chapitre, c'est Mme de Staël qui sera étudiée à travers *De la littérature*. Nous tenterons de suivre les

¹⁸ Jacques Debu-Bridel, « Un régime totalitaire de la presse et de l'édition », *Historia Thématique*, « Napoléon, empereur ou dictateur? », *op. cit.*, p. 71.

¹⁹ Félix Ponteil, *Napoléon I^{er} et l'organisation autoritaire de la France*, Paris, Librairie Armand Colin, 1956, p. 150.

²⁰ *Idem.*

événements qui se sont écoulés à partir de la première édition de l'œuvre jusqu'à l'exil de Paris de Mme de Staël en 1802, suivi d'un exil de toute la région parisienne l'année suivante, soit en 1803.

2.1 Mme de Staël, héritière des Lumières

Avant d'aborder les idées que Mme de Staël présente dans *De la littérature*, il apparaît primordial de la situer dans son époque. En tant que période de transition, le début du XIX^e siècle s'appuie sur le passé et s'interroge sur un avenir encore à définir. En 1799, la France, après plusieurs années de Terreur et à la suite de la déception envers le Directoire, qui procurait tant d'espoir, est désillusionnée à l'égard de la Révolution : « Elle espère la stabilité, la tranquillité et, pour retrouver une existence paisible et sûre, vingt-neuf millions de Français sont, dans leur majorité, prêts à sacrifier tout ou partie d'une liberté dont l'exercice leur laisse un goût amer. Cela, Bonaparte l'a compris. Au nom d'un ordre public auquel aspire le pays, il va prendre des mesures drastiques contre les libertés de pensée et d'expression²¹ ». Le portrait social de la France et l'ambiance qui y règne sont bien mis en évidence par Anne Bernet et expliquent pourquoi le peuple porte tant d'espoirs envers la figure héroïque du général Bonaparte et pourquoi ce même peuple garde le silence à mesure que le général dévoile ses véritables intentions. Le traumatisme engendré par les circonstances fait naître chez les Français le désir d'un gouvernement ferme et autoritaire : « Il faudra bien en venir à souhaiter que le repos sous le despotisme succède à ces convulsions d'anthropophages²² », estime l'écrivain Benjamin Constant. C'est ainsi que « La montée au pouvoir de Bonaparte va de pair avec la " réorganisation " de l'Europe. Il assure sa domination sur une France fatiguée par la

²¹ Anne Bernet, *op. cit.*, p. 62.

²² Les propos de Benjamin Constant sont rapportés par Xavier Martin, « Tout pour le peuple, rien par le peuple », *Historia Thématique*, « Napoléon, empereur ou dictateur? », no 92, novembre-décembre 2004, p. 30.

Révolution à laquelle il donne un pseudo-système parlementaire, une cour à sa dévotion, une administration consolidant son pouvoir personnel que des généraux couverts d'or ne lui ont pas longtemps contesté. Elle n'oublie pas la remise en ordre administrative et financière de la France²³ ». Bonaparte profite de l'énorme lassitude des Français pour asseoir tranquillement mais fermement son pouvoir : « C'est presque toujours après de longs troubles civils que la tyrannie s'établit, parce qu'elle offre à tous les partis épuisés et craintifs l'espoir de trouver en elle un abri²⁴ ». Ainsi, le peuple va jusqu'à se convaincre que le général Bonaparte va les sauver car le désir de voir la paix rétablie est plus fort que tout. La gloire militaire associée au nom de Bonaparte ajoute à cet espoir en renforçant l'image de pacificateur et la promesse de paix. Les Français ne pourront se résoudre à renverser à nouveau un pouvoir qui, malgré tout, confère un certain degré de stabilité et de calme tout en redorant le drapeau français aux yeux de l'Europe toute entière.

Enfin, une grande majorité des citoyens ne rejettent pas en entier la Révolution et ses principes, car ils ne regrettent en rien les apports, les réformes et les restructurations dont elle est l'auteure. À l'aube du XIX^e siècle, de nombreux discours officiels reprennent inlassablement les principes fondateurs de la Révolution (liberté-égalité-fraternité), soutenant que c'est sur ces principes qu'un équilibre politique et social est possible. Ces discours rejoignent les convictions de Mme de Staël qui croit également que c'est grâce à ces principes que la France peut envisager un avenir prometteur.

Madame de Staël, liée à son passé, s'attache aux Lumières qui ont forgé certaines de ses opinions tout en s'ouvrant également sur l'avenir, ce qui la rattache au courant romantique dont elle jette les bases :

²³ Simone Balayé, *Mme de Staël : écrire, lutter, vivre*, Genève, Librairie DROZ S.A., 1994, p.162.

²⁴ Mme de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, Paris, Éditions Tallandier, 2000, p. 365.

Madame de Staël vit à une époque de changements brutaux qui affectent le pays où elle vit et, par voie de conséquence, une partie de l'Europe. Une évolution lente a déjà profondément transformé la littérature qui, en retour, a contribué à la mutation accélérée de la société. Cette époque n'a longtemps porté aucun nom : lieu de passage, forme en creux, retombée précédant une renaissance, elle n'est désignée que par les noms des régimes politiques, leur diversité empêchant de voir sa possible unité. C'est à cela qu'a voulu remédier l'invention du mot « préromantisme », valable dans une perspective purement française, mais réduisant cette époque à une transition, à l'annonce d'un accomplissement. [...] Pour cela, on doit considérer le « préromantisme » comme une période pleine, et entre autres moyens de les étudier, confronter les écrivains avec leurs problèmes, notamment l'assimilation des Lumières compliquée par la Révolution et l'Empire. [...] On a beaucoup moins cherché en quoi le siècle des Lumières se prolongeait vers le romantisme²⁵.

Le début du XIX^e siècle représente ainsi une zone de transition que la double assertion, « héritage des Lumières » et « éclosion du romantisme », rend bien. Mme de Staël a évolué parmi les philosophes du XVIII^e siècle qui, par leurs écrits, ont forgé la pensée critique de l'écrivaine. Pourtant, en tant que survivante de la Révolution et en tant que témoin de ces troubles, Mme de Staël s'adapte à son siècle et comprend l'importance de se tourner vers l'avenir. Il ne faut donc pas chercher dans son œuvre ce en quoi elle annonce ses successeurs ou ce en quoi elle assure la continuité des philosophes des Lumières, mais plutôt analyser le mélange de ces deux conceptions pour aborder Mme de Staël en tant qu'écrivaine de son temps à part entière. Roland Mortier estime que « mieux même que Chateaubriand ou Senancour, elle occupe une position charnière entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, entre Lumières et romantisme. Loin de les opposer, son œuvre témoigne de leur continuité²⁶ ». Ce double aspect dans l'œuvre de Mme de Staël doit donc être pris en considération. D'ailleurs, *De la littérature*, qui traite des rapports entre la société et la littérature, ce qui ajoute une dimension politique à l'ouvrage littéraire, fait, en elle-même, preuve de continuité car elle

²⁵ Simone Balayé, *Mme de Staël : écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 291.

²⁶ Cette citation provient de deux articles de Roland Mortier : « Madame de Staël et l'héritage des Lumières, philosophie et religion dans la pensée de Madame de Staël » et « Constant et les Lumières » (*Clartés et ombres du siècle des Lumières. Études sur le XVIII^e siècle littéraire*, Genève, Librairie Droz, 1969, p. 125 à 133).

jette un regard sur les sociétés passées et leur littérature en plus de présenter un point de vue sur l'élaboration de ce à quoi devrait aspirer la littérature dans l'avenir.

2.1.1 De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales (1800)

Mme de Staël s'insère parfaitement dans le XIX^e siècle, s'imprégnant du siècle précédent pour envisager le futur : « Ce n'est pas une nouveauté dans la pensée européenne, mais bien l'héritage du siècle des Lumières que M^{me} de Staël transmet à l'avenir en le modernisant après l'expérience révolutionnaire et le césarisme napoléonien triomphant sur la morale au profit des intérêts particuliers les plus égoïstes²⁷ ». C'est donc dans l'intention de poursuivre l'œuvre des philosophes des Lumières que Mme de Staël publie, dès 1800, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*. Dans cet ouvrage, divisé en deux parties, elle tente de redonner aux Lumières leur prestige passé, prestige perdu dans les violences révolutionnaires, et de rappeler les intentions premières et les objectifs visés par ces philosophes. Redorer l'image des philosophes n'est pas chose facile à réaliser au début du XIX^e siècle car plusieurs intellectuels les tiennent responsables des échecs révolutionnaires. De plus, le pouvoir dédaigne les Idéologues, terme utilisé pour désigner les héritiers de Condillac et du sensualisme des Lumières, et dénonce leur tendance à imaginer l'ordre social de façon déformée, hors du réel. Que le pouvoir lui-même se dresse contre eux est loin de favoriser leur image et, par la même occasion, celle des Lumières. Quoique Mme de Staël s'associe aux Idéologues, elle n'approuve pas pour autant les Idéologues athées qui vivent toujours dans le XVIII^e siècle, sans évoluer vers le siècle nouveau. Mme de Staël sait que la littérature ne peut être la même qu'au siècle précédent : « Proche sur certains points des idéologues, elle s'en différencie par la conciliation qu'elle a recherchée entre les privilèges de

²⁷ Simone Balayé, *Mme de Staël : écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 169.

la raison et les acquis de la sensibilité²⁸ ». Par ce double aspect, Mme de Staël se rattache également aux romantiques, puisqu'elle tient compte de l'importance des sentiments et des émotions humaines. Elle tend vers le culte du moi et l'introspection, caractéristiques propres au romantisme.

La première partie de *De la littérature*, intitulée « De la littérature chez les Anciens et chez les Modernes », est un regard sur le passé tandis que la deuxième partie, « De l'état actuel des Lumières en France, et de leurs progrès futurs », comme l'indique son titre, est plutôt tournée vers l'avenir. Mme de Staël débute son ouvrage par un discours préliminaire qui informe le lecteur sur ses objectifs ainsi que sur le plan de l'ouvrage : « Je me suis proposé d'examiner quelle est l'influence de la religion, des mœurs et des lois sur la littérature, et quelle est l'influence de la littérature sur la religion, les mœurs et les lois²⁹ ». Elle croit que la littérature sert à unir, à regrouper des individus partageant des idées communes. Selon elle, c'est grâce aux hommes de Lettres qu'une société peut être éduquée et ainsi progresser : « l'écrivain maintient et augmente les lumières nécessaires à la démocratie³⁰ ». Ainsi, si la religion, les mœurs et les lois peuvent influencer la littérature, la littérature peut influencer la société et la mener vers la liberté grâce à des écrivains éclairés. Mme de Staël insiste sur la nécessité des Lumières et sur l'importance de l'éducation, deux choses qui sont liées : « On croit toujours que ce sont les lumières qui font le mal, et on le répare en faisant rétrograder la raison. Le mal des lumières ne peut se corriger qu'en acquérant plus de lumières encore³¹ ». En rétablissant la parole des Lumières et en enseignant leurs principes, la nation peut ainsi raisonner par elle-même et s'élever vers un avenir plus éclairé, plus libre.

²⁸ Benoît Denis, *Littérature et engagement : de Pascal à Sartre*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 152.

²⁹ Madame de Staël, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, Paris, Éditions GF Flammarion, 1991, p. 65.

³⁰ *Ibid.*, p. 77.

³¹ *Ibid.*, p. 335- 336.

Mme de Staël profite également de ce discours préliminaire pour faire valoir ses principes républicains, notamment l'importance de la liberté au sein de la société puisqu'elle juge le consentement des citoyens d'une importance capitale envers l'autorité publique. Madame de Staël rappelle ici que son premier objectif est de prouver l'importance du progrès de la littérature pour assurer une société sereine, prospère et puissante. L'influence des Lumières est encore perceptible : « *De la littérature* se fonde sur la doctrine de la perfectibilité, héritée de Condorcet qu'elle a connu et beaucoup admiré, de Turgot, de l'école d'Édimbourg, de Kant. Elle croit, comme eux, que la raison peut se perfectionner et l'humanité progresser indéfiniment³² ». Elle proclame, selon la théorie de la perfectibilité, que l'humanité est en constant progrès par rapport à la société qui la précède, amenant un vent d'espoir sur un avenir qui s'annonce sombre et sans issue. Son ouvrage demeure ainsi un ouvrage de circonstances, puisqu'elle fait constamment allusion à l'actualité politique tout en introduisant des perspectives de progrès par le biais de la perfectibilité infinie.

Pour ce qui est de la première partie de *De la littérature*, Mme de Staël la débute par quelques réflexions sur la civilisation grecque dont elle dira que sa poésie n'a pas été égalée depuis trois mille ans. Cette affirmation pourrait infirmer le concept de perfectibilité, mais elle précise qu'il faut dissocier art et pensée. La pensée a évolué, s'est élevée au-dessus de celle des Grecs même si leur poésie demeure inégalée : « Les siècles en ce genre sont héritiers des siècles; les générations partent du point où se sont arrêtées les générations précédentes, et les penseurs philosophiques forment à travers les temps une chaîne d'idées que n'interrompt point la mort³³ », ce qui est différent pour la poésie puisque l'imagination amène des descriptions uniques, relevant d'une première impression; les poètes successeurs se contentent seulement de remanier, de réécrire ce qui a déjà été vu, senti, dit.

³² Simone Balayé, *Femmes et société*, Paris, Éditions Martinsart, 1980, p. 24.

³³ Madame de Staël, *De la littérature*, *op. cit.*, p. 92.

Elle poursuit son parallèle des Anciens et des Modernes en affirmant que « les anciens philosophes ont obtenu, de leur temps, une réputation beaucoup plus éclatante que celle des modernes; mais il n'est pas moins vrai que les modernes, dans la métaphysique, la morale et les sciences, sont infiniment supérieurs aux anciens³⁴ ». Les Grecs, berceau de la civilisation, auraient jeté les premières graines, que les peuples qui les ont pris pour exemple ont fait fleurir. Mme de Staël poursuit sa rétrospective avec la civilisation romaine qui, selon elle, se serait contentée d'imiter les Grecs en appliquant leurs principes, exposés dans les livres, à la vie quotidienne. Elle conclut que les Anciens, dans l'ensemble, n'ont pas approfondi les passions du cœur humain. La vertu était pour eux la force sur soi-même et l'amour de la réputation. Ce serait pourquoi la philosophie morale et la connaissance des élans du cœur n'ont connu le progrès que chez les Modernes. Mme de Staël se rattache aux Modernes puisqu'elle exprime la nécessité de lier cœur et raison : « La littérature qu'elle envisage doit être fille de la raison, mais, pour atteindre son but, doit aussi parler au cœur et faire droit à la sensibilité, de façon à produire ce que l'auteur nomme une " imagination philosophe " »³⁵. Mme de Staël trace alors la voie à suivre, voie que les romantiques développeront quelques années plus tard. Sa volonté d'explorer les sentiments humains, de se pencher sur le cœur et ses passions, rejoint les romantiques qui lui succéderont car, tout comme eux, elle s'attarde à la sensibilité, se détachant ici des Lumières.

Pour terminer sur les Anciens et aborder les Modernes, Mme de Staël explique qu'au cours du Moyen Âge, c'est la pensée qui prévaut sur l'imagination, permettant ainsi un progrès qui n'aurait pas été possible par une simple imitation des Anciens. Ainsi, elle évoque, une fois de plus, le principe premier de son ouvrage : « le génie le plus remarquable ne s'élève

³⁴ *Ibid.*, p. 121.

³⁵ Benoît Denis, *op. cit.*, p. 157.

jamais au-dessus des lumières de son siècle, que d'un petit nombre de degrés³⁶ ». Ainsi, chaque génération s'appuie sur les acquis de la génération précédente pour les dépasser. Se basant sur les Anciens, les Modernes parviennent à se hisser plus loin, à repousser les limites de la connaissance. En critiquant ainsi la tradition, à travers le classicisme, elle se rallie aux Lumières qui, avant elle, ont souhaité la mise en place de nouvelles valeurs et pensées au sein de la société afin d'enrayer tout préjugé. Mme de Staël est fille des Lumières, puisqu'elle encourage des changements afin de faire évoluer la nation française. En ce sens, « Pour Germaine de Staël, émule de Condorcet, le devenir social et le devenir littéraire sont étroitement liés en vertu de la loi historique de perfectibilité de l'esprit humain³⁷ ». Tout comme pour les Lumières, l'homme de Lettres joue un grand rôle dans l'évolution de la société, il doit servir de guide et être écrivain-citoyen.

Mme de Staël continue sa première partie en effectuant la distinction entre littérature du Nord et littérature du Midi, désignant le Midi par les littératures grecques, latines, espagnoles et françaises du siècle de Louis XIV. Pour le Nord, elle parle alors des ouvrages anglais, allemands, danois, suédois, enfin, ceux qui s'inspirent des bardes écossais, des fables islandaises et des poésies scandinaves. Quoique les Anglais et les Allemands se soient inspirés des Anciens, leurs origines les font tout de même procéder des mythologies du Nord, avec des natures dures, la beauté du climat, des peuples libres et un esprit guerrier, qui sont toutes des caractéristiques de la littérature du Nord. Cette littérature a également comme caractéristique d'être moins superstitieuse que la littérature du Midi en raison de son rapport à la religion protestante qui permet davantage de s'ouvrir aux passions du cœur et de l'âme tout en permettant un esprit plus rationnel.

³⁶ Mme de Staël, *De la littérature*, op. cit., p. 177.

³⁷ Benoît Denis, op. cit., p. 154.

Il devient vite évident que Mme de Staël a une préférence pour la littérature du Nord qui, en général, est moins appréciée car on lui reproche son manque de goût. Elle proclame qu'elle préfère un ouvrage rempli de beautés même s'il y règne de grands défauts à un ouvrage « médiocre et correct ». Elle va jusqu'à dire que les règles de l'art, par exemple les unités de temps et de lieux, sont des guides pour le littéraire qu'il est recommandé de respecter mais qui ne sont pas essentiels. Contrairement au public français qui reproche à Shakespeare de ne pas avoir suivi ces règles, Mme de Staël en fera une critique des plus favorables :

L'on ne peut se tromper sur ce qui est mauvais, tandis qu'il est impossible de tracer des limites aux diverses combinaisons d'un homme de génie; il peut suivre des routes entièrement nouvelles, sans manquer cependant son but. Les règles de l'art sont un calcul de probabilités sur les moyens de réussir; et si le succès est obtenu, il importe peu d'y être soumis. Mais il n'en est pas de même du goût; car se mettre au-dessus de lui, c'est s'écarter de la beauté même de la nature; et il n'y a rien au-dessus d'elle. Ne disons donc pas que Shakespeare a su se passer de goût, et se montrer supérieur à ses lois. Reconnaissons, au contraire, qu'il a du goût quand il est sublime, et qu'il manque de goût quand son talent faiblit³⁸.

Elle proclame même que la littérature anglaise est plus avancée que la littérature française qui ne parvient pas à se détacher des Anciens. Ainsi, en imitant l'imitation, les Français manquent d'originalité et passent à côté du génie venant de l'immédiat. Par cela, les Anciens font preuve de fatalisme et les Modernes, de réalisme en utilisant un langage empreint de liberté où les passions sont dévoilées. De cette façon, Germaine de Staël jette les bases du romantisme — « Le théâtre de la France république admettra-t-il maintenant, comme le théâtre anglais, les héros peints avec leurs faiblesses, les vertus avec leurs inconséquences, les circonstances vulgaires à côté des situations les plus élevées?³⁹ » —, proposant l'apparition du vulgaire, du grotesque et permettant d'admettre les faiblesses humaines du héros. Mme de Staël, en bonne

³⁸ Mme de Staël, *De la littérature*, op. cit., p. 215-216.

³⁹ *Ibid.*, p. 228.

critique, relève également les aspects négatifs de la littérature anglaise en admettant que les Anglais manquent de grâce, de légèreté d'esprit, de facilité et d'aisance contrairement aux Français qui sont plus aptes à s'amuser d'eux-mêmes et à peindre leurs caractères pour en faire ressortir ce qu'il y a de ridicule.

Encore une fois, il est évident que Mme de Staël est héritière des Lumières autant qu'elle annonce le romantisme. Tout comme les Lumières, elle affiche une préférence pour la littérature du Nord et propose une ouverture sur l'étranger. Par cette ouverture sur l'étranger, elle précède l'exotisme des romantiques et devance leur soif de s'évader, grâce à la force de l'imaginaire, en terres inconnues où le rêve n'a pas de limites.

Mme de Staël termine cette partie en étudiant maintenant la nation française qui, comme l'indique le titre d'un de ses chapitres, de toute l'Europe était celle qui avait le plus de goût, de grâce et de gaieté. Ces qualités sont, de son avis, le résultat de l'honneur, des convenances, de toute cette vie de cour, de la noblesse et de la royauté qui amenaient une manière d'agir, de plaire et de bien paraître. La cour influence donc l'esprit de la société qui tente d'imiter ce qui caractérise la classe la plus élevée. Les écrivains y contribuent puisqu'ils éduquent le peuple, parlent de la cour et des nobles, usent de finesse et de grâce pour amener l'esprit vers ce qui est considéré comme étant la perfection, la pensée à adopter. Mme de Staël résume bien cet état des choses : « La cour voulait plaire à la nation, et la nation à la cour; la cour prétendait à la philosophie, et la ville au bon ton⁴⁰ ». Il est certain que Mme de Staël est consciente que toute cette mascarade n'est que parure, vanité et prétention; elle rit de la cour et de la monarchie mais, en même temps, elle les respecte car elles ont produit une grande société et une grande littérature.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 277.

Pour terminer sa première partie et en arriver à ses espérances envers l'avenir, pour en finir avec le passé, elle se propose de retracer les pas qui ont guidé les Français du siècle de Louis XIV jusqu'à la Révolution. Elle établit que la littérature du XVII^e fut grande au point de vue littéraire mais non du point de vue philosophique puisque : « La monarchie, et surtout un monarque, qui comptait l'admiration parmi les actes d'obéissance, l'intolérance religieuse et les superstitions encore dominantes, bornaient l'horizon de la pensée; l'on ne pouvait concevoir aucun ensemble, ni se permettre aucune analyse dans un certain ordre d'opinion; l'on ne pouvait suivre une idée dans tous ses développements⁴¹ ». Il fallut attendre la mort de Louis XIV pour que la révolution des esprits se fasse par le biais de questionnements sur la religion et la politique. Comme nous l'avons vu, certaines circonstances aident à l'effervescence de la philosophie, dont l'influence des philosophes anglais, une plus grande liberté d'opinion permettant la remise en cause de la religion catholique, l'influence de Voltaire popularisant la philosophie, une littérature qui devient une arme pour l'homme éclairé. La littérature se mêle alors de sujets sérieux et l'auteur comprend qu'il a le pouvoir réel d'influencer la pensée de ses contemporains, de leur inculquer quelques vérités par le biais du raisonnement et du questionnement. L'homme prend conscience qu'il peut agir.

Mme de Staël montre clairement que le classicisme est dépassé, ce qui concorde avec les allégations des romantiques qui rejettent totalement les règles de l'art et toute la régularité classique. Même si le classicisme est révolu et critiqué pour sa trop grande rigidité, un «[m]oment interdit et bizarre du premier romantisme, tout au début du siècle fut marqué par la nostalgie de l'ancienne civilité et des manières agréables, sans doute à jamais perdues, d'avant le " tintamarre " révolutionnaire. Le thème obsolète de la décadence et une obsession stérilisante du " bon goût " n'empêchèrent cependant pas que de nouveaux chemins se

⁴¹ *Ibid.*, p. 279.

fraient⁴² ». Le souvenir du siècle précédent habite toujours la mémoire des Français et une certaine nostalgie s'en dégage. Malgré l'espoir de se dissocier de la littérature classique qu'ont les romantiques, la volonté héritée des Lumières procure une certaine mélancolie. Cette mélancolie, Mme de Staël n'y est pas étrangère. Ce sentiment n'est toutefois pas un héritage des Lumières car : « celles-ci l'ont intégrée à leur univers psychologique et moral⁴³ ». L'émotion est plus proche des romantiques que des Lumières, puisqu'elle est d'abord liée aux circonstances caractéristiques du XIX^e siècle. Face à un passé complètement en ruines et dépassé, l'avenir incertain semble plonger la France dans un repliement sur soi. L'individu, déçu par les événements et ne sachant plus comment rebâtir la société, se réfugie en lui-même. De plus, la raison « libérée de toute servitude, se tourne d'elle-même vers les " objets sérieux ", c'est-à-dire vers l'écoulement du temps et de la mort⁴⁴ ». La raison laissée à elle-même engendre la mélancolie, ce qui place, une fois de plus, Mme de Staël entre les Lumières, par son raisonnement, et les romantiques, par son introspection qui engendre une profonde mélancolie.

Maintenant que le tour d'horizon de la première partie de *De la littérature* de Mme de Staël est effectué, nous entamons la seconde partie intitulée : « De l'état actuel des Lumières en France, et de leurs progrès futurs ». Le titre à lui seul appuie le fait que Mme de Staël est très attachée à la philosophie des Lumières, philosophie à laquelle elle a fait confiance durant la Révolution et en laquelle elle continue d'espérer. L'auteure demeure persuadée que le raisonnement des Lumières ne peut être que positif au sein de la société et de ses institutions. En s'entourant des écrits philosophiques des Lumières, Mme de Staël

⁴² Sous la direction de Jean-Claude Bonnet, *L'Empire des Muses. Napoléon, les Arts et les Lettres*, Saint-Just-la-Pendue, Éditions Belin, 2004, p. 18.

⁴³ Robert de Luppé, *Les idées littéraires de Mme de Staël et l'héritage des Lumières (1795-1800)*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1969, p. 162.

⁴⁴ *Ibid.*

subit en plein l'action des encyclopédistes, du courant de pensée rationaliste et humanitaire, que représentent un Voltaire et un Diderot. Elle hérite des philosophes leur morale large, laïque, leurs soucis humanitaires, leur désir de voir s'augmenter le bonheur de l'humanité. Comme eux, elle s'attache à la religion *naturelle*, libre de tout dogme, de tout fatalisme, et de toute contrainte extérieure. Elle partage également leur détestation de l'intolérance et du fanatisme sous toutes ses formes. En commun avec eux, elle croit au progrès indéfini de l'homme, grâce à la raison et à l'intelligence et à sa bonté primitive⁴⁵.

Quoique la Révolution n'ait pas été à la hauteur de ses attentes, elle continue d'espérer et écrit cette deuxième partie afin d'imaginer ce que serait le caractère de la littérature au sein d'un peuple libre et éclairé et auprès d'un gouvernement assurant l'égalité à tous : « Mon but est de chercher à connaître quelle serait l'influence qu'aurait sur les lumières et sur la littérature les institutions qu'exigent ces principes (liberté, égalité et fraternité), et les mœurs que ces institutions amèneraient⁴⁶ ». Elle veut définir le rôle de la littérature et de la philosophie après la Révolution tout en rétablissant la réputation de cette dernière, qui fut profondément discréditée, notamment au cours de la Terreur. Elle défend les philosophes qui sont sévèrement jugés au lendemain de la Révolution. Elle souhaite ainsi poursuivre la lutte amorcée par ceux-ci en 1789, lutte qui fut déviée de ses objectifs premiers par la succession de divers partis au pouvoir, partis écartant de plus en plus les principes pour lesquels ils se battaient, au départ, par conviction.

Elle prête aussi une attention toute particulière au rôle de l'écrivain auquel elle accorde une fonction sociale et politique. Encore ici, Mme de Staël marque bien le passage entre Lumières et romantisme puisque sa conception de l'écrivain est également la leur. En effet, elle est liée aux romantiques car ceux-ci, quelques années plus tard, confirment la figure de

⁴⁵ G.E. Gwynne, *Mme de Staël et la révolution française : politique, philosophie, littérature*, Paris, Éditions A.G. Nizet, 1969, p. 7-8.

⁴⁶ Mme de Staël, *De la littérature*, op. cit., p. 298.

l'écrivain en tant que guide éclairant le peuple pour le sortir de l'ignorance. En même temps, en 1800, la conception du rôle de l'écrivain chez Mme de Staël lui vient des Lumières qui, comme elle, voient l'homme de Lettres comme un bienfaiteur, un guide précédant la société sur la route du progrès : « Ainsi se dessine une image grandiose de l'écrivain, guide et prophète, qui s'épanouira dans la génération romantique, mais qui a ses racines dans le XVIII^e siècle⁴⁷ ». Elle dit que c'est grâce à l'écrivain que la démocratie et la liberté pourront être et qu'enfin les préjugés seront abolis, ouvrant ainsi de nouvelles voies. Mais l'écrivain ne doit pas se servir de son talent pour tromper le peuple, comme bon nombre d'orateurs et d'intellectuels ont fait lors de la Révolution: « La seule puissance littéraire qui fasse trembler toutes les autorités injustes, c'est l'éloquence généreuse, c'est la philosophie indépendante qui juge au tribunal de la pensée toutes les institutions et toutes les opinions humaines⁴⁸ ». En usant avec intelligence de son pouvoir et en répandant éloquemment son opinion, l'écrivain joue, selon Mme de Staël, un rôle prédominant dans la société.

Mme de Staël entretient des espérances envers la République qui se doit, contrairement à la monarchie qui endormait la raison, de réveiller celle-ci pour la confronter à des vérités, vérités qui, l'espère-t-elle, remplaceront peu à peu les préjugés. En valorisant la raison, Mme de Staël devient ennemie de tous préjugés et s'associe, une fois de plus, aux Lumières : « La lutte contre les préjugés est indissociable de toute définition des Lumières. Comme la lumière se caractérise par opposition avec l'ombre, la claire pensée ne s'affirmerait que contre le préjugé, il n'y aurait de progrès que dans le recul des erreurs, nées de la passivité intellectuelle et du respect superstitieux de la tradition⁴⁹ ». Mme de Staël lutte donc contre la tradition et l'autorité et souhaite ainsi rompre avec les préjugés habitant le passé. Un des

⁴⁷ Simone Balayé, *Mme de Staël : écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 142.

⁴⁸ Mme de Staël, *De la littérature, op. cit.*, p. 81.

⁴⁹ *Revue germanique internationale*, « La crise des Lumières », Michel Delon, *Réhabilitation des préjugés et crise des Lumières*, Paris, Presses universitaires de France, no 3, janvier 1995, p. 143.

préjugés qu'elle tente d'abolir est la place restreinte des femmes dans la société. Quoique Jean-Jacques Rousseau soit un des philosophes du siècle dernier qu'elle estime le plus, ayant même rédigé, en 1788, des *Lettres sur les ouvrages et le caractère de J.-J. Rousseau*, Mme de Staël désapprouve pleinement celui-ci quant à la place qu'il assigne à la femme au sein de la société. Elle défend l'idée que les femmes ne sont pas conçues uniquement pour servir mari et famille et qu'elles ont le droit et le devoir de recevoir une éducation plus poussée, contrairement au rôle de la femme défendu par Rousseau, rôle qui se veut généralement plus conservateur. Mme de Staël soutient que les femmes ne devraient pas être seulement vouées aux tâches domestiques, qu'il vaut la peine de cultiver leur esprit : « sans les femmes, la société ne peut être ni agréable ni piquante; et les femmes privées d'esprit, ou de cette grâce de conversation qui suppose l'éducation la plus distinguée, les femmes gâtent la société au lieu de l'embellir⁵⁰ ». Pour espérer bâtir une société forte et durable, qu'elle espère avec la République, elle exprime donc la nécessité de l'instruction, tant pour les hommes que pour les femmes. Cependant, les femmes éclairées, à l'aube du XIX^e siècle, sont perçues comme un danger pour la société en raison de l'influence dite « néfaste » qu'elles peuvent exercer. Mme de Staël ne sera pas la seule femme jugée sévèrement parce qu'elle a osé prendre la parole. Le simple fait qu'elle soit une femme lui cause bien des critiques négatives et nombreux furent ceux qui souhaitaient la faire taire, jugeant que ses idées répandues dans son salon sont un fléau pour les hommes qui les recevaient. Nous y reviendrons.

Mme de Staël poursuit sa seconde partie en affirmant que les ouvrages d'imagination devraient disparaître au profit des ouvrages philosophiques. Ayant bon espoir encore dans le gouvernement de Bonaparte, elle assure que le peuple n'aura pas besoin d'être égayé et de s'amuser de sa propre condition déplorable puisqu'il jouira d'une société libre et égalitaire.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 337.

C'est pourquoi elle opte plutôt pour la philosophie même si les hommes, ayant souffert au cours de la Révolution, veulent se venger sur les idées, les percevant comme dangereuses. Elle espère qu'au fil des générations, les préjugés s'estomperont peu à peu pour laisser la place au raisonnement, aux vérités apportées par les réflexions et les questionnements. Ici, Mme de Staël est bien fille des Lumières puisque, tout comme eux, elle privilégie la raison sur l'imagination. Elle diffère des romantiques qui tentent plutôt, par tous les moyens, de se détacher du rationalisme philosophique pour se porter davantage vers la rêverie, le voyage intérieur, le fantastique et le mystérieux, préférant l'imagination à l'analyse critique.

Un autre préjugé que Mme de Staël tente d'abolir porte sur l'éloquence. En effet, l'éloquence, dont on a abusé lors de la Révolution, est crainte : « La parole conserve encore la puissance d'une arme meurtrière; mais elle n'a plus de force intellectuelle. On s'en détourne, en en a peur comme d'un danger⁵¹ ». Il est vrai que la parole, à travers les discours enflammés et les pamphlets révolutionnaires, a causé de nombreux dégâts, et c'est pourquoi le peuple s'en méfie. Mme de Staël veut rétablir la situation, convaincre, rassurer. Elle veut cerner pourquoi, depuis le début de la Révolution, l'éloquence se détériore en France, comment la faire renaître et, enfin, voir en quoi elle est indissociable du progrès de l'esprit humain et de la liberté. Elle aspire ainsi à démolir deux préjugés face à l'éloquence : premièrement l'idée que l'éloquence ne pourra pas renaître et aller vers le progrès après toutes ces années de Révolution et deuxièmement, l'idée que celle-ci est nuisible au repos, au calme et à la liberté de la France.

Germaine de Staël conclut son ouvrage en rappelant que le progrès est indispensable à l'évolution de la société et au mieux-être de celle-ci, et que c'est grâce aux Lumières si la

⁵¹ *Ibid.*, p. 394-395.

perfectibilité est envisageable. Elle déclare qu'elle « a tenté de montrer avec quelle force la raison philosophique, malgré tous les obstacles, après tous les malheurs, a toujours su se frayer une route, et s'est développée successivement dans tous les pays, dès qu'une tolérance quelconque, quelque modifiée qu'elle pût être, a permis à l'homme de penser⁵² ». Elle soutient qu'après toutes ces années de combats, il serait dommage de rétrograder en oubliant pourquoi une nation s'est battue avec ardeur et quels principes nobles elle défendait ainsi. C'est un message d'espoir qu'elle lance à la France désillusionnée.

La position de l'auteure de *De la littérature* est très claire et ne jette aucun doute sur sa volonté de poursuivre la lutte pour instaurer de façon durable les principes fondamentaux mis de l'avant par les Lumières. C'est leur œuvre qu'elle veut poursuivre, tout en améliorant ce qui a échoué, en prenant appui sur le présent et sur l'avenir à envisager. Bien que la Révolution ne représente pas une réussite en soi, elle symbolise la volonté d'un peuple pour le changement et le progrès, la croyance en un avenir meilleur fondé sur les concepts de liberté, d'égalité et de fraternité. Mme de Staël fait état de sa compréhension du passé, s'y rattache pour assurer un lien avec la vision qu'elle entrevoit de l'avenir. Mais au lendemain de la Révolution, publier un ouvrage qui poursuit l'œuvre des Lumières, proposer une théorie à propos de la perfectibilité et ce, en étant une femme, s'avère hautement courageux et, disons même, quelque peu téméraire. La critique nous le confirmera.

⁵² *Ibid.*, p. 407.

2.2 Mme de Staël et la réception critique

Après avoir mis de côté son ouvrage *Des circonstances actuelles qui peuvent achever la Révolution* en raison des aléas politiques, Mme de Staël se concentre sur la rédaction de *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*. Quoiqu'elle s'attache au domaine littéraire, elle ne peut contourner la question politique, ce qui lui attire de nombreuses critiques négatives. Malgré tout, grâce à cet ouvrage, Mme de Staël est reconnue en tant qu'écrivain important, et cela « même si la polémique qui accueille son livre, orientée en sous-main par le gouvernement, est violente, venue des partis extrêmes de droite et de gauche et très entachée par la misogynie qui l'accompagnera tout au long de sa carrière⁵³ ». En effet, de son vivant et même après, Mme de Staël a soulevé bien des débats et des discussions. Elle fut qualifiée maintes fois d'« intrigante » et de « remuante », dans le sens où elle crée de nombreux débats au sein des intellectuels et, encore aujourd'hui, les avis sont partagés à son sujet. Toujours est-il qu'« [a]ucune des idées exposées dans *De la littérature* ne pouvait convenir au Premier Consul, ni à une certaine droite qui le soutenait, ni à la gauche jacobine. Le livre reçut donc un accueil souvent hostile et ironique et Bonaparte y contribua largement⁵⁴ ». Ainsi, c'est à travers la réception critique que nous pourrions mettre en évidence les reproches faits à l'endroit de Mme de Staël, que ce soit par les critiques étrangères, françaises ou venant de l'empereur lui-même, qui lui vaudront, quelques années plus tard, l'exil.

En général, *De la littérature* captive moins que prévu au niveau international, bien que l'auteure reçoit de nombreuses lettres élogieuses de la Suisse, de Genève et de l'Allemagne. C'est d'ailleurs en Allemagne que l'ouvrage connaît le plus de succès puisque sa diffusion est

⁵³ Simone Balayé, *Mme de Staël : écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 18.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 151.

facilitée par Wilhelm von Humboldt, un ami de Mme de Staël qui fait connaître l'œuvre à ses compatriotes. *De la littérature* est traduit en allemand pour la première fois en 1801 et est réédité en 1804. Dans sa préface, le traducteur se dit heureux de ne pas trouver, dans l'ouvrage français, de « trace de cet esprit borné et partial que l'on reproche souvent aux critiques français dans les jugements qu'ils portent sur les écrivains étrangers⁵⁵ ». Bien que Mme de Staël ait consacré un chapitre entier à la littérature allemande, il n'est pas surprenant que le traducteur allemand n'y voit pas « cet esprit borné » attribué aux Français, puisque Mme de Staël relève autant les aspects positifs que les aspects négatifs de cette littérature. Le regard porté sur la littérature allemande n'est toutefois pas impartial, tout comme le point de vue qu'elle adopte sur les autres littératures, en raison des idées bien arrêtées en matière littéraire de Mme de Staël. Cela explique que certains critiques ne soient pas de son avis. Dans un article paru dans le *Göttingische Anzeigen von gelehrten Sachan*, un auteur anonyme remercie Mme de Staël pour son rôle novateur et pour la promotion de la littérature allemande, mais la met en garde contre ses jugements concernant les littératures étrangères puisqu'elle n'a pas « les connaissances encyclopédiques requises » et porte ainsi des « jugements inexacts⁵⁶ » sur des auteurs tels que Goethe, Schiller, Klopstock, etc. Ce manque de connaissances est maintes fois reproché à Mme de Staël et pas seulement de la part des Allemands. Un autre reproche est formulé dans ce même article et concerne, cette fois, l'idée de perfectibilité de l'espèce humaine, « idée à la mode [...] contredite souvent par l'histoire universelle⁵⁷ ». Cette idée de perfectibilité, Mme de Staël devra la défendre à de nombreuses reprises.

⁵⁵ Propos rapportés dans Mme de Staël, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, Paris, Éditions A. Blaesche, classiques Garnier, 1998, p. 579.

⁵⁶ [Anonyme], *Göttingische Anzeigen von gelehrten Sachan*, no 149, 18 septembre 1800, p. 1483.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 1481.

En dépit de ces quelques remarques, les périodiques allemands sont plutôt favorables à l'ouvrage de Mme de Staël. Un auteur anonyme écrit qu' « On ne saurait trop remercier l'auteur d'avoir osé faire l'éloge de la liberté de presse et celui de l'éloquence, à une époque où les lâches et les partisans idolâtres de la violence nous présentent le peuple qui a abandonné la partie comme un peuple docile et celui qui tente malgré tout de s'ouvrir à l'esprit des lumières comme un peuple rebelle⁵⁸ ». Mme de Staël, par le biais de *De la littérature*, révèle aux peuples étrangers que la Révolution française n'a pas été vaine et que certains continuent à espérer des changements par la continuité de l'enseignement des Lumières.

La perfectibilité n'est pas seulement remise en cause en Allemagne, mais également en Angleterre. C'est à peu près tout ce qu'on dit de l'ouvrage qui passe inaperçu, bien qu'une annonce ait été faite à propos de sa publication par le journaliste Jeffrey, peu avant la traduction de 1803. Jeffrey expose sa critique de *De la littérature* dans le journal *British Critic* en juillet-décembre 1800. Il revient sur la controverse provoquée par la doctrine de la perfectibilité, controverse qui rappelle les anciennes réticences de l'Angleterre face à cette conception. En effet, au siècle précédent, les intellectuels qui avaient repris les propos de Condorcet concernant la perfectibilité avaient soulevé de vifs débats⁵⁹. La question n'étant

⁵⁸Propos rapportés dans Mme de Staël, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, Paris, Éditions A. Blaesckhe, *op. cit.*, p. 580. (Frankreich im Jahr, Aus den Briefen Deutscher Männer in Paris, 1800, vol. 2, p. 127-132).

⁵⁹ L'idée de perfectibilité humaine, selon Condorcet, est à l'opposé de celle d'obscurantisme qui, au XVIII^e siècle, rencontre quelques adeptes parmi les prêtres et les savants. Contrairement à Condorcet, les obscurantistes « tentent de conserver jalousement le savoir afin de garder le pouvoir intellectuel et moral sur le peuple. En réalité, l'obscurantisme ne réside pas dans l'ignorance, mais dans la volonté délibérée et dans l'art d'empêcher le dévoilement universel des vérités lentement acquises par les sciences et les techniques » (http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Marie_Jean_Antoine_Nicolas_Caritat_marquis_de_Condorcet, site consulté le 7 juin 2007) Condorcet va à l'encontre de cette pensée lorsqu'il parle de progrès de l'esprit humain. Selon lui, il s'agit d'instaurer une éducation pour tous. « Quantitativement, la masse des vérités disponibles augmente ; qualitativement, l'ensemble de ces savoirs obéit à une combinatoire rationnelle qui en rend la diffusion plus aisée. [...] L'amélioration du sort des hommes passe par

toujours pas réglée à l'aube du XIX^e siècle, Mme de Staël ne s'attire aucune faveur en réveillant de vieilles querelles. La seconde partie de *De la littérature*, concernant la littérature anglaise, amène un nouveau reproche à l'égard de l'auteure. Les propos de Germaine de Staël envers Shakespeare et son manque de goût lui sont fortement reprochés. Jeffrey rappelle à Mme de Staël « qu'il existe une relation étroite entre les défauts et les beautés d'un ouvrage, ces dernières n'étant le plus souvent que le résultat des excès provoqués par la transgression des limites d'un système littéraire révolu. Par ailleurs, il faut bien admettre l'existence d'un goût national⁶⁰ ». Les États-Unis, pour leur part, passent sous silence cette œuvre et préfèrent de loin les deux romans de l'auteure, *Delphine* (décembre 1802) et *Corinne* (1^{er} mai 1807). Ils ne prennent même pas la peine de s'impliquer directement dans le débat car les seuls articles parus aux États-Unis à ce sujet sont une réplique exacte des articles de Jeffrey, le seul, ou presque, journaliste anglais à rendre compte de cette publication.

En Italie, où sera traduit *De la littérature* en 1803, l'œuvre sera passablement ignorée, jusqu'au premier voyage de Mme de Staël dans ce pays (décembre 1804- juin 1805). Même si, dans une note aux lecteurs, le traducteur anonyme qualifiera *De la littérature* comme un « des plus beaux ouvrages dont la littérature française puisse s'enorgueillir⁶¹ », les quelques Italiens à avoir lu l'ouvrage bien avant sa traduction se montrent froissés du chapitre consacré à la littérature italienne qui est, selon eux, sous-estimée par Mme de Staël. Mme de Staël est consciente de son erreur et tente de s'en défendre dans une note de la seconde édition qui

l'éducation de tous et par leur commune participation au progrès du savoir ». (*Ibid.*) Condorcet explique que « nos espérances sur l'état à venir de l'espèce humaine peuvent se réduire à ces trois points importants : la destruction de l'inégalité entre les nations ; les progrès de l'égalité dans un même peuple ; enfin le perfectionnement réel de l'homme ». (Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Paris, Éditions Flammarion, 1988, p. 265-266.) La perfectibilité, bien qu'elle assure l'unité des Lumières, est un principe fortement critiqué chez la plupart des anti-Lumières ainsi que chez plusieurs ecclésiastiques et savants.

⁶⁰ Jeffrey, « Foreign Catalogue », *British Critic*, vol. 16, juillet-décembre 1800, p. 697.

⁶¹ *Ibid.*, p. 587. (« Della letteratura considerata nei suoi rapporti colle istituzioni sociali », *Presso Pirota e Maspero Stampatori-Libraii in Santa Margherita*, p. 3.)

paraît en octobre 1800, soit six mois après la première édition. Mme de Staël ajoute une préface où elle répond aux critiques négatives tout en développant son point de vue à l'aide de quelques éclaircissements et mises au point. Bien que cette seconde édition demeure une réponse à la critique virulente de Fontanes, dont nous parlerons plus loin, Mme de Staël en profite pour calmer le sentiment de frustration que les quelques Italiens à avoir lu l'œuvre dès sa parution ont ressenti à la lecture du chapitre sur la littérature italienne. L'auteure mentionne que ses goûts littéraires lui sont propres et que l'essentiel de son propos ne réside pas sur ses opinions envers les plaisirs de l'imagination, mais sur les rapprochements entre l'état politique des peuples et leur littérature.

Toujours sur le sol européen, cette fois-ci en Espagne, l'ouvrage connaît un certain succès, mais seulement au bout de plusieurs années. Son influence ne s'y fait sentir qu'au moment où l'Espagne s'engage à son tour dans la bataille romantique, dont les années fortes situées entre 1835 et 1840 suivent de peu l'année de traduction de l'ouvrage en 1829. Plusieurs des théories staéliennes sont alors reprises. En Russie, *De la littérature* est bien accueilli, puisque Mme de Staël y jouit déjà d'une bonne réputation dans les milieux intellectuels, réputation qu'affermir davantage son voyage à Moscou et à St-Petersbourg en août 1812. Enfin, pour ce qui est du Portugal, l'ouvrage est bien reçu grâce à l'accueil triomphal que lui réserve la marquise de Alorna (1750-1839), chef de file du romantisme portugais. En raison de son vif intérêt pour la philosophie et la littérature allemande, elle se voit attribuer le surnom de « Staël portugaise ». Celle-ci publie même un article où elle fait l'éloge de *De la littérature*, passant sous silence la doctrine de la perfectibilité.

En somme, l'accueil à l'étranger demeure plutôt modeste, puisque *De la littérature* n'éveille pas l'enthousiasme espéré par l'auteure. Quand on y réagit, le débat concerne

habituellement la notion de perfectibilité défendue par Mme de Staël, conception rejetée dans l'ensemble⁶². De plus, ses critiques sur les différentes littératures européennes ne sont pas toujours bien reçues, surtout dans les pays dont la littérature a été analysée. Enfin, les traductions tardives n'aident en rien la diffusion de l'œuvre.

Qu'en est-il de la réception critique en France? En général, nous pouvons affirmer que les critiques, à l'annonce de la sortie de l'œuvre de Mme de Staël et lors de sa publication en 1800, sont plutôt encourageantes et favorables quand elles proviennent de périodiques en faveur de la philosophie. Évidemment, ce n'est pas le cas pour les journaux à caractère anti-philosophique qui sont, au lendemain de la Révolution, plutôt nombreux. En ce qui concerne la perfectibilité, elle est, dans la plupart des articles, remise en question.

Un journal anti-philosophique intitulé *Le Courrier des Spectacles, journal des théâtres et de littérature*, publie, étonnamment, un article plutôt élogieux sur *De la littérature*. Le seul reproche fait à Mme de Staël est son « affectation à remarquer que les écrivains de ce siècle [XVII^e siècle] manquaient de philosophie » et à défendre les philosophes du XVIII^e siècle qui, « sans nous rendre plus justes et plus heureux nous auraient conduits au bord de l'anarchie⁶³ ». Rien de surprenant pour un journal anti-philosophique, à une époque où les philosophes sont jugés dangereux et responsables des troubles révolutionnaires.

Dans *La Gazette nationale ou le Moniteur Universel*, Jourdan, pour éviter toute controverse idéologique, le journal étant un organe officiel du gouvernement étroitement

⁶² Les arguments invoqués pour discréditer la notion de perfectibilité sont énoncés plus tard dans ce chapitre.

⁶³ Grimod de la Reynière, *Le Courrier des Spectacles, journal des théâtres et de littérature*, no 1173, 21 mai 1800, p. 3-4.

surveillé, se propose de se limiter aux aspects littéraires de l'ouvrage. Il qualifie le style de Mme de Staël de « prétentieux » et lui reproche « la hardiesse de ses figures [qui] va quelques fois jusqu'à la témérité⁶⁴ ». Il reproche également à Mme de Staël son opinion à l'endroit des femmes qui, selon elle, ont leur place dans la littérature tout comme les hommes et qui ont droit à l'éducation pour pouvoir s'élever dans la société tout en l'enrichissant. Jourdan partage l'idée suivant laquelle les femmes, conçues pour plaire, « doivent savoir sentir et aimer plus que de raisonner et discourir, qu'un savoir affecté ne sied pas dans une belle bouche, et que l'esprit ne doit paraître chez une femme que comme un de ces parfums subtils qui s'évaporent d'un beau vase⁶⁵ ». Ce commentaire phallocrate de la part de Jourdan n'est pas un cas isolé. Au début du XIX^e siècle, le féminisme en est encore à ses balbutiements ; la conception que l'on se fait du rôle de la femme est très conservatrice et sa place dans la société limitée au rôle d'épouse et de mère. À cet égard, la vie sociale et la carrière littéraire et politique de Mme de Staël représentent

l'un des exemples les plus éclatants des combats que les femmes écrivains eurent à mener contre une société qui ne leur reconnaissait pas d'aptitude au maniement des idées et ne leur concédait guère le droit d'écrire. Or elle abordait les domaines traditionnellement réservés aux hommes et ajoutait aux œuvres de fiction des travaux politiques et philosophiques. Pour se faire admettre, elle eut à affronter un public généralement sexiste et jusqu'à Napoléon lui-même dont on connaît les opinions. Il y fallait du courage quand les interdits sociaux, alourdis par la Révolution et la tyrannie impériale, se liguèrent tous contre elle⁶⁶.

Le seul fait d'être femme choque et attire les critiques. Enfin, Jourdan se prononce, à son tour, sur la perfectibilité : « La perfectibilité indéfinie peut n'être qu'une chimère ; il n'en est pas moins vrai que la perfection est le but que l'on a toujours offert au développement de nos

⁶⁴ A. Jourdan, *La Gazette nationale ou le Moniteur Universel*, 21 juin 1800, p. 1099.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 1104.

⁶⁶ Simone Balayé, *Mme de Staël : écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 13.

facultés⁶⁷ ». Il est un des seuls à présenter un point de vue favorable envers la perfectibilité même s'il ne peut affirmer que la perfectibilité soit envisageable dans la réalité sociale.

Quelques mois après la parution de *De la littérature*, M. Baudus, directeur du plus important journal d'émigrés français en Allemagne, rédige trois compte-rendus assez négatifs dans le périodique *Le spectateur du Nord*⁶⁸. Le seul éloge fait à Mme de Staël concerne son style, que le rédacteur qualifie de « brillant ». Pour le reste, il soutient que l'ouvrage recèle « tant de notions ou fausses ou incomplètes, tant de définitions défectueuses et tant d'autres qui sont omises⁶⁹ » que l'on ne peut que constater le manque de connaissance de l'auteure, ce qui met en jeu la crédibilité de ses propos. Baudus voit en l'auteure une pure « utopiste » qui propose, dans sa seconde partie, des idées on ne peut plus « chimériques ». Il n'est pas le seul de cet avis car le rédacteur A.J.D.B. en dit autant, en plus de juger les circonstances inadéquates pour aborder la perfectibilité. Il croit que, de toute façon, ces propos sont irrecevables en raison du manque de clarté et de développement. Il ajoute que ce manque de rigueur met trop en évidence la faiblesse de l'argumentation de Mme de Staël, argumentation simpliste et qui semble arrangée de toutes pièces afin de servir les convictions de celle-ci. Baudus ajoute, entre autres, que la déclaration de Mme de Staël, à propos de la supériorité des Modernes, est une injustice faite aux Anciens :

On ne saurait contester à ces écrivains [Voltaire, Montesquieu, Rousseau] le mérite que Madame de Staël leur attribue ; mais il est difficile de croire avec elle qu'ils aient donné au style un *accent plus mâle* que les écrivains du siècle précédent, que Bossuet au moins, dont les chefs-d'œuvres réclament hautement contre cette injustice et

⁶⁷ A. Jourdan, *La Gazette nationale ou le Moniteur Universel*, 24 mai 1801, p. 1019.

⁶⁸ *Le spectateur du Nord* est un journal allemand publié à Hambourg mais écrit en français par des Français émigrés dans ce pays pendant la Révolution française. Son directeur est également français. En raison du caractère français de ce périodique, nous avons donc décidé d'analyser les critiques faites à l'égard de Mme de Staël à l'intérieur de la partie de ce mémoire consacrée aux journaux français.

⁶⁹ Baudus, *Le spectateur du Nord*, t. XV, septembre 1800, p. 411.

semblent ne pas laisser la possibilité de concevoir un style plus élevé, plus vigoureux⁷⁰.

Mme de Staël n'a donc pas convaincu Baudus de la possibilité de surpasser les Anciens, de s'élever au-dessus d'eux tout comme elle ne parvient pas à démontrer, hors de tout doute, la supériorité littéraire des Modernes.

Un autre périodique, le *Magasin encyclopédique, ou Journal des sciences, des lettres et des arts*, appuie, en partie, les trois compte rendus parus dans *Le spectateur du Nord*, bien que son rédacteur, connu sous les initiales d'A.J.D.B., soit généralement en accord avec les pensées de Germaine de Staël contenues dans la première partie de son ouvrage. Les éloges s'arrêtent là puisque, comme Baudus le déclare, A.J.D.B. affirme que, « dans le découragement général » et « au milieu de cette apathie de terreur⁷¹ », les propos de Mme de Staël ne peuvent être reçus et approuvés par le public français. Les circonstances sont, selon A.J.D.B., mal choisies pour tenir un discours sur l'avenir tel que le présente la deuxième partie de *De la littérature*. Se rangeant du côté de la majorité, il rejette entièrement la notion de perfectibilité défendue par Mme de Staël. A.J.D.B., tout comme Baudus, souligne les failles de l'argumentation staëlienne qui, malgré l'historique pointu des progrès réalisés au fil des siècles établi par l'auteure afin de corroborer ses dires, « pourrait bien lui présenter des difficultés, l'égarer même dans la suite de ses découvertes. Toutes les données sont détruites et ce qui doit les remplacer n'existe point encore; ce n'est pas du milieu des ruines que pourra sortir cette perfectibilité qui tient à l'urbanité des mœurs et à leur influence littéraire et politique, à la pureté du goût, à l'encouragemens des talens⁷² ». Ici, les circonstances se dressent contre Mme de Staël, lui rappelant que le peuple est las de tous ces débats et inquiet

⁷⁰ *Ibid.*, juillet 1800, p. 110.

⁷¹ A.J.D.B., *Magasin encyclopédique, ou Journal des sciences, des lettres et des arts*, t. III, 1800, p. 69.

⁷² *Ibid.*, p. 69-70.

vis-à-vis un avenir incertain. L'auteur de l'article propose tout de même sa vision de l'avenir, puisqu'il mentionne que c'est vers les sciences, par exemple les sciences physiques, qu'il faut se tourner car c'est elles qui ont acquis de la popularité et qui pourront assurer le progrès. A.J.D.B. proclame également que la littérature est moins apte à pouvoir progresser, surtout depuis que les Anciens sont discrédités, que la littérature d'imagination a perdu de sa valeur et qu'il faut parler avec philosophie si l'on veut produire un ouvrage de génie. Il rappelle cependant que, en cette année 1800, l'éclosion d'une littérature philosophique ou empreinte des Lumières est improbable puisque la philosophie et les Lumières sont tenus responsables des dix années de Révolution et ainsi discréditées. Les espoirs littéraires de Mme de Staël, quant à une littérature plus éclairée, ne sont donc pas plausibles pour A.J.D.B.

Toujours à propos de la notion de perfectibilité, *L'année littéraire*, un journal anti-philosophique, émet, sous la plume de Geoffroy⁷³, une critique plutôt négative de *De la littérature*, ce qui n'est pas surprenant vu sa position. En effet, Geoffroy se dresse contre les idées morales de Mme de Staël qui n'a trouvé « rien de neuf que des dogmes monstrueux, destructifs de toute vertu et de tout ordre social⁷⁴ ». Le pire de tous ces dogmes serait, selon Geoffroy, la théorie de la perfectibilité, théorie liée à tout le sang répandu en France au cours de la période révolutionnaire, théorie qui aurait mené également « à cet esprit dangereux d'innovation et de réformes qui a bouleversé le monde⁷⁵ ». Geoffroy, plus loin dans son article, écrit, toujours à propos de la perfectibilité : « Non-seulement la raison humaine ne se

⁷³ Julien Louis Geoffroy : né à Rennes le 17 août 1743 et mort à Paris le 27 février 1814, il est un écrivain et un critique littéraire et dramatique. Après avoir fait ses études chez les jésuites, il compose, en 1758, une tragédie intitulée *La Mort de Caton* qui, bien qu'elle est reçue à la Comédie-Française, n'est jamais représentée. Il commence sa carrière de critique littéraire en participant à *L'Année littéraire*, journal créé par Élie Fréron. En 1800, il tente de faire revivre *L'Année littéraire* dont les publications ont été interrompues lors de la Révolution française. Face à un échec, il rejoint le *Journal des débats* où il se positionne clairement contre Voltaire et le XVIII^e siècle, ce qui lui attire de nombreuses injures. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Julien_Louis_Geoffroy, site consulté le 29 mai 2007).

⁷⁴ Geoffroy, *L'Année littéraire*, 20 Frimaire an IX (11 décembre 1800), p. 297-298.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 298.

perfectionne point avec le temps, mais ce *perfectionnement* est impossible; il faudrait découvrir de nouveaux rapports d'homme à homme, de nouveaux devoirs, de nouvelles vérités morales, et ce genre de découvertes ne peut plus avoir lieu depuis l'Évangile⁷⁶ ». Tout ce qui concerne la perfectibilité est à rejeter, selon l'opinion de Geoffroy. Il prône plutôt la soumission au gouvernement que la France vient de choisir et voit, en la perfectibilité, une menace à la tranquillité publique qui se réinstalle peu à peu en France.

Comme de nombreux journalistes tels que Geoffroy et A.J.D.B., Dussault⁷⁷, dans le *Journal des Débats*, formule une critique négative à l'égard de la perfectibilité mais, cette fois-ci, de façon indirecte puisque la critique a plutôt pour objectif de défendre les auteurs classiques. Dussault s'explique : « c'est que tous les bons littérateurs conviennent que la forme de notre langage a été fixée et déterminée par les grands écrivains du siècle dernier ; [...] rien n'empêche aujourd'hui d'inventer de nouveaux mots, lorsqu'ils sont devenus absolument nécessaires, mais nous ne devons plus inventer de nouvelles figures, sous peine de dénaturer notre langue, et de blesser son génie⁷⁸ ». L'idée de perfectibilité est ainsi complètement rejetée selon le principe que la littérature, depuis les classiques, a atteint sa perfection.

Bien que la perfectibilité soit généralement récusée par les différents critiques, deux auteurs ne semblent pas rejeter complètement cette doctrine de progrès infini. Quoique

⁷⁶ *Ibid.*, p. 300.

⁷⁷ « Jean Joseph Dussault est un critique français né à Paris le 1^{er} juillet 1769 et mort à Paris le 14 juillet 1824. [...] Il entra dans la rédaction du *Journal des débats* dès sa création et y resta jusqu'en 1817. [...] En 1820, il fut nommé sous Louis XVIII conservateur de la bibliothèque Sainte-Geneviève. L'année suivante, il échoua contre Abel-François Villemain à l'Académie française. » (<http://www.animesnoringo.com>, site consulté le 29 mai 2007).

⁷⁸ Dussault, *Journal des Débats*, 29 Brumaire an IX (20 novembre 1800), p. 3-4.

Roussel, un chroniqueur de *La Clef du Cabinet des Souverains*, prenne ses distances quant à la doctrine de Mme de Staël, il ne la nie pas entièrement :

L'auteur a donné à son sujet le cadre le plus vaste, c'est la doctrine de la perfectibilité indéfinie de l'esprit humain. Mais il pouvait s'en passer ; ses observations sur la marche successive de la pensée humaine, n'en seraient ni moins profondes, ni moins justes, ni moins neuves. Ce principe de la perfectibilité est trop indéterminé, il est sujet à beaucoup d'objections qui sont encore à résoudre. La masse des connaissances humaines s'accroît chaque jour ; c'est ce qui est bien clair⁷⁹.

Roussel n'attaque pas la notion de perfectibilité en soi, puisqu'il reconnaît l'évolution de l'homme à travers les siècles. Il constate seulement que ce concept n'est pas encore assez développé et étudié et que les interrogations qu'il présente toujours ne peuvent permettre de prouver sa véracité hors de tout doute. Il souscrit donc aux objections de plusieurs de ses contemporains qui estiment insuffisante l'argumentation de Mme de Staël. Jean-Baptiste Salaville donne, quant à lui, raison à Mme de Staël : « L'espèce humaine est perfectible comme les individus qui la composent⁸⁰ ». Salaville se détache toutefois de Mme de Staël, puisqu'il ne croit pas au caractère indéfini de la perfectibilité. Une des bornes au progrès est, selon lui, la connaissance car, « Quand nous connoîtrons tout ce que nous pouvons connoître du monde que nous habitons, nous ne serons plus des êtres perfectibles, puisque nous serons perfectionnés⁸¹ ». Ainsi, Salaville, convaincu que le progrès a des limites, ne peut percevoir la perfectibilité de façon indéfinie.

Maintenant que le tour d'horizon des principaux journaux à avoir publié une critique de *De la littérature* est terminé, nous en venons à la critique qui est la plus diffusée et qui

⁷⁹ Roussel, *La Clef du Cabinet des Souverains*, 5 août 1800, p. 4-5.

⁸⁰ Jean-Baptiste Salaville, « De la perfectibilité », juin 1801, p. 68. (Cet écrit de Salaville ne figure dans aucun périodique puisqu'il a été publié sous forme de brochure. Malheureusement, le lieu et la maison d'édition ne sont mentionnés nulle part).

⁸¹ *Ibid.*, p. 71.

frappe Mme de Staël le plus durement. Il s'agit des articles publiés par Louis de Fontanes⁸² dans *Le Mercure de France*. Louis de Fontanes, rédacteur en chef depuis peu, soutient la doctrine du classicisme renaissant et rejette en bloc les propos de Mme de Staël dans sa critique de *De la littérature*, critique qui connaît un succès important et qui est applaudie dans la presse quotidienne et périodique, notamment dans *Le journal des Débats* et dans *Le publiciste*. Fontanes justifie la dureté de sa critique en affirmant que Mme de Staël s'avance sur un terrain qui n'est pas le sien puisqu'elle est de sexe féminin : « quand une femme paraît sur un théâtre qui n'est pas le sien, les spectateurs, choqués de ce contraste, jugent avec sévérité celle-là même qu'ils auraient environnée de faveurs et d'hommages, si elle n'avait point changé sa place et sa destination⁸³ ». Fontanes poursuit en reprochant à Germaine de Staël de traiter avec trop de légèreté des hommes illustres et des siècles dans lesquels ils ont brillé, lui attribuant d'user de « préjugés de quelques cercles », de « goûts de fantaisie » et de « paradoxes dictés par des affections⁸⁴ ». Il assure que Mme de Staël se contredit sans cesse, qu'elle ne démontre aucune certitude dans ses raisonnements et qu'elle choisit mal son moment pour parler de perfectibilité, « au milieu de tant de larmes qui ne sont point taries, et sur tant de ruines et de tombeaux qui semblent offrir d'autres leçons à l'expérience⁸⁵ ». Fontanes dénonce également le favoritisme de Mme de Staël envers la littérature du Nord : « C'est une grande erreur de croire, avec Mme de Staël, que les peuples du Nord sont plus

⁸² « Jean-Pierre Louis de Fontanes communément appelé Louis de Fontanes, né le 6 mars 1757 à Niort et décédé le 17 avril 1821, est un écrivain français. [...] Il publia ses poèmes et ses premières productions dans l'*Almanach des Muses* et le *Mercure de France*. [...] Il écrivait beaucoup et rencontre un certain succès, devenant ainsi l'ami du philosophe Joseph Joubert, du poète André Chénier, ainsi que de Chateaubriand ». Au début de la Révolution, en tant que modéré, il est partisan d'une monarchie éclairée. Sous la Révolution, il doit fuir à plusieurs reprises et, en 1797, il rejoint Chateaubriand en Angleterre en tant qu'émigré. Il rentre à Paris après le 18 Brumaire et devient critique pour le *Mercure de France* où il gagne la faveur de Bonaparte. Il est bientôt nommé membre de l'Institut de France et, dès 1802, il devient député. En 1803, il est reçu à l'Académie française, en 1804, il est membre du Corps législatif qu'il présidera en 1805. En 1808, il est le premier Grand maître de l'Université et crée les lycées. Il est finalement Sénateur en 1810. (<http://fr.wikipedia.org>, site consulté le 29 mai 2007).

⁸³ Louis de Fontanes, *Mercure de France*, 1^{er} Messidor an VIII (20 juin 1800), p. 18.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 24.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 25.

sensibles et plus mélancoliques que les peuples du Midi. Tous les faits déposent contre cette assertion⁸⁶ ». Le critique n'est pas plus enthousiaste à l'endroit de la seconde partie de l'ouvrage : « On est étonné de tant d'idées disparates en si peu de pages; car on n'est qu'au commencement du 1^{er} volume. Mais la surprise augmentera bien davantage⁸⁷ ». Certes, Fontanes est le plus grand adversaire de Mme de Staël, mais il n'est pas le seul. La Harpe, autre auteur favorable au renouveau du classicisme, rend hommage à Fontanes pour son premier article et ne se gêne pas pour attaquer ouvertement Mme de Staël. En parlant de Fontanes, il écrit : « Vous me devinez avant que je sois né; vous me devancez sur cette *perfectibilité indéfinie* qui est une sottise infinie de nos sages, et sur bien d'autres sottises⁸⁸ ». Il n'est pas surprenant que ces articles, jugés comme foncièrement méchants, provoquent un vent de protestation de la part des partisans de Mme de Staël et du milieu philosophique.

Les articles de Fontanes témoignent d'une vaste querelle, qui a cours à l'époque et qu'encourage la publication de *De la littérature*, entre les journaux de droite tels que la *Gazette de France*, le *Journal des Débats*, le *Mercure de France*, qui disent que les Lumières et leur philosophie sont responsables de le Terreur, et les journaux d'orientation républicaine tels que *La Décade philosophique*, le *Citoyen français*, la *Clef du cabinet des Souverains*, qui eux sont plutôt en faveur des philosophes et soulignent le bien des idéaux révolutionnaires. C'est en raison de ce vif débat que Mme de Staël ajoute une préface à la seconde édition de *De la littérature* dans laquelle elle répond aux attaques dirigées contre son ouvrage, ciblant Fontanes plus particulièrement, puisque celui-ci en est le centre et représente son adversaire le plus féroce. Dans cette préface, elle se justifie par de plus amples explications dans le but de convaincre le lectorat de son point de vue :

⁸⁶ *Ibid.*, p. 19.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 27.

⁸⁸ Alexandre Jovicevich, *Correspondance de Jean-François de la Harpe*, Paris, Éditions Universitaires, 1965, p. 91.

J'ai cru devoir répondre, dans les notes de la seconde édition de mon ouvrage, à quelques faits littéraires allégués contre les opinions qu'il renferme. J'ai tâché de rendre ce livre plus digne de l'approbation que les hommes éclairés ont bien voulu lui accorder.

J'ai cité, dans les notes ajoutées à cet ouvrage, les autorités sur lesquelles j'ai fondé les opinions littéraires qu'on a attaquées : je me bornerai donc, dans cette Préface, à quelques réflexions générales sur les deux manières de voir en littérature, qui forment aujourd'hui comme deux partis différents, et sur l'éloignement qu'inspire à quelques personnes le système de la perfectibilité de l'espèce humaine⁸⁹.

Dans cette préface, elle reprend sa comparaison entre la littérature du Nord et celle du Midi, comparaison à laquelle elle ajoute quelques éclaircissements pour faire valoir sa préférence envers la littérature du Nord. Comme nous l'avons mentionné, elle glisse toutefois quelques mots d'excuse envers la littérature italienne, laquelle avait précédemment reçue un traitement jugé insatisfaisant par les Italiens. Elle s'attarde également à argumenter à propos de la nécessité d'évoluer dans les Lettres, afin de dépasser le classicisme et les Anciens, sans toutefois leur enlever la gloire qui leur revient. Enfin, elle reprend sa doctrine de la perfectibilité qui, parmi toutes les idées critiquées dans *De la littérature*, demeure l'idée la plus attaquée. Elle développe davantage sa pensée, espérant convaincre de la justesse de ses propos.

Fontanes juge plus sage de ne point répliquer directement à la préface de la seconde édition de *De la littérature*, puisque ses deux articles précédents ont soulevé de vives réactions. Il se contente d'écrire, toujours par le biais du *Mercure de France* : « Une femme, humiliée dans son amour-propre littéraire, vous accuse aujourd'hui d'être *un royaliste et un anti-philosophique*. Les intrigantes du siècle passé menaçaient de la Bastille, celles du nôtre

⁸⁹ Mme de Staël, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, Éditions GF Flammarion, *op. cit.*, p. 53.

menacent de la proscription; et l'on nous parle des progrès de la morale!⁹⁰ » Ces quelques mots sont à peu près la seule réplique de Fontanes à Mme de Staël.

C'est Chateaubriand, dans le *Mercure de France* du 22 décembre 1800 qui, à la place de Fontanes, répond à la préface de la seconde édition de *De la littérature*. Son article, sous forme de lettre adressée à Fontanes, soutient que Mme de Staël n'a résolu aucune des réfutations de Fontanes et que son idée de perfectibilité est encore aussi irrecevable. Il appuie les dires de Fontanes selon lesquels la démarche de Mme de Staël est « précipitée » en ce qui regarde les Anciens et que son ouvrage est rempli de nombreuses contradictions. Chateaubriand conclut cet article en disant, à l'égard de Mme de Staël : « votre ouvrage est bien loin d'être ce qu'il aurait pu devenir. Le style en est monotone, sans mouvement, et trop mêlé d'expressions métaphysiques. Le sophisme des idées repousse, l'érudition ne satisfait pas, et le cœur surtout est trop sacrifié à la pensée⁹¹ ». Cette seconde préface ne semble point avoir convaincu le principal contestataire de *De la littérature*, Fontanes, ni le cercle qui l'entoure. Chateaubriand saisit, par cette publication, l'occasion de se rallier à la majorité, majorité jouissant de la reconnaissance et de l'approbation de Bonaparte, en plus de faire connaître son nom et de faire la publicité de son prochain ouvrage, puisqu'il signe cet article « L'Auteur du *Génie du christianisme* », suivi de la lettre C.

Bien que la réception critique de *De la littérature* soulève de nombreux débats en France, les critiques à l'égard de l'ouvrage ne sont pas toutes négatives. En effet, deux comptes rendus parus dans le périodique *L'Ami des lois* sont plutôt élogieux. L'auteur de ces articles, Saint-Aubin, est reconnaissant à Mme de Staël de prendre la défense « de la

⁹⁰ Louis de Fontanes, *Mercure de France*, 17 décembre 1800, p. 12.

⁹¹ François-René de Chateaubriand, *Mercure de France*, 22 décembre 1800, p. 41-42.

philosophie, des grandes idées, libérales, généreuses, dans un tems où même beaucoup de gens d'esprit croient qu'il est d'une saine politique, et sur-tout du bon ton, de déclarer la guerre à ce qu'ils appellent les rêves creux de la métaphysique⁹² ». Saint-Aubin poursuit : « On ne sauroit savoir trop gré à la plume courageuse qui ose faire l'éloge de la liberté de la presse et de l'éloquence dans un moment où de lâches et stupides adorateurs du pouvoir nous peignent, selon l'expression d'Helvétius, le peuple abruti comme docile, le peuple qui veut s'éclairer comme rebelle ; et cherchant à détruire tout esprit, tout enthousiasme national, en bâillonnant les orateurs, et en donnant des fers à la pensée⁹³ ». Enfin, il termine son deuxième compte rendu en défendant l'idée de perfectibilité qu'il qualifie de « grande et profonde vérité⁹⁴ ». Il est plutôt rare, comme nous l'avons observé, que l'idée de perfectibilité, mise de l'avant dans *De la littérature*, soit défendue, mais Saint-Aubin le fait malgré les nombreuses attaques qu'il essuiera par la suite. En plus de défendre Mme de Staël, il va même jusqu'à répondre aux attaques à propos de la perfectibilité dans un article intitulé « De la perfectibilité » paru dans le *Journal de Paris* le 29 thermidor an VIII (17 août 1800).

Outre Saint-Aubin, le rédacteur du *Journal des hommes libres de tous les pays* écrit également un article pour appuyer, entre autres, l'idée de perfectibilité mise de l'avant par Mme de Staël : « les âmes élevées adopteront toujours, de toutes leurs facultés, cette croyance philosophique : elle sert de consolation, d'asyle, de soutien aux esprits républicains⁹⁵ ». Cet article contient aussi la louange du « chapitre sur l'émulation [qui] contient le tableau le plus animé, le sentiment le plus juste et le plus fier de la dignité de l'homme de lettres⁹⁶ ». Enfin,

⁹² Saint-Aubin, *L'Ami des lois*, no 1702, 17 floréal an VIII (7 mai 1800), p. 3.

⁹³ Saint-Aubin, *L'Ami des lois*, no 1692, 7 floréal an VIII (27 avril 1800), p. 2.

⁹⁴ Saint-Aubin, *L'Ami des lois*, no 1702, *op. cit.*, p. 3.

⁹⁵ [Anonyme], *Journal des hommes libres de tous les pays*, no 161, 19 floréal an VIII (9 mai 1800), p. 652.

⁹⁶ *Idem.*

Ginguené⁹⁷, dans le journal *La Décade philosophique, littéraire et politique*, est un des premiers à annoncer la seconde édition de *De la littérature* et à appuyer le choix de Mme de Staël d'y inclure une préface afin de se défendre contre ses nombreux détracteurs. Ginguené approuve aussi Mme de Staël dans sa défense de la liberté de la presse. Bien que peu nombreuses, quelques voix s'élèvent en faveur de Mme de Staël.

Comme nous l'avons mis en évidence, *De la littérature* ne passe pas inaperçu en France. Plusieurs critiques se prononcent sur l'ouvrage, provoquant un vif débat sur les différentes idées mises de l'avant par l'auteure. Bien qu'on ait reproché à Mme de Staël l'insuffisance de ses connaissances, la faiblesse de ses développements, des circonstances mal choisies pour reprendre la philosophie des Lumières, une conception injuste à l'égard des Anciens, une préférence envers la littérature du Nord injustifiée ainsi qu'une définition du rôle de la femme inacceptable, le principal reproche fait à *De la littérature* demeure la promotion de la notion de perfectibilité infinie. D'ailleurs, cette idée de perfectibilité continuera longtemps à être un sujet de discorde. À la veille de l'effondrement de l'Empire napoléonien, il en est toujours question, à l'étranger et en France.

Après toute cette agitation, qu'advient-il de Mme de Staël et de son implication sociale et politique au sein de la société française? Que pense le Premier Consul de cette implication, de l'ouvrage *De la littérature*, et comment réagit-il? La prochaine partie de ce chapitre nous

⁹⁷ Pierre-Louis Ginguené, « né à Rennes le 25 avril 1748 et mort à Paris de 16 novembre 1816, est un poète français. [...] En 1789, partisan modéré des idées de la Révolution, il collabora à *La Feuille villageoise*, au *Moniteur universel* puis à la *Décade philosophique* » (http://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre-Louis_Ginguen%C3%A9, site consulté le 19 décembre 2007). « Idéologue, républicain convaincu et opposant à l'Empire, Ginguené ne fut pas seulement un homme de lettres aux multiples talents, historien de la littérature italienne, poète à la mode, journaliste, directeur de presse et critique littéraire avisé. Il fut aussi l'un des premiers musicologues et favorisa l'émergence du concept d'histoire de la musique qui devait se développer durant la première moitié du XIX^e siècle » (http://www.cths.fr/FICHES/Fiches_Editionf_12/E_1243.shtm, site consulté le 19 décembre 2007).

éclairera sur l'impact de *De la littérature* en France et sur les conséquences qui en découleront, notamment l'exil de Paris pour l'auteure dès 1802.

2.3 L'exil de Mme de Staël

De la littérature, comme nous l'avons relevé en maintes occasions, entre autres par le biais de nombreux articles de journaux, a soulevé de vives réactions au sein des intellectuels et des gens lettrés en France et dans plusieurs pays européens. Les propos de Mme de Staël, au lendemain de la Révolution française, sont trop circonstanciels et délicats pour n'entraîner aucun débat. Tout comme de nombreux critiques, Bonaparte s'oppose à plusieurs aspects de la pensée de Mme de Staël. En fait, la majorité des idées mises de l'avant dans l'ouvrage ne peuvent convenir au Premier Consul. Afin de mettre en évidence le profond désaccord de Bonaparte envers *De la littérature*, il nous semble primordial d'esquisser un bref tableau de la conception littéraire qu'adopte ce dernier.

Avant d'aborder la littérature elle-même, attardons-nous à la conception de l'écrivain. Chez Mme de Staël, comme nous l'avons souligné précédemment, l'écrivain se doit d'être un guide pour le peuple ; il l'éclaire par ses propos. Par ce fait même, l'écrivain s'élève au-dessus de la société et est supérieur dans le rôle éducatif qu'il joue. Pour Bonaparte, « l'écrivain n'est pas d'une essence différente ; il n'a pas de rôle à jouer, sauf celui d'amuseur des salons, de chantre du régime et de propagandiste. Au pouvoir de le récompenser s'il est sage, ou de le punir s'il dévie. L'écrivain se trouve enrégimenté, il n'a plus pour fonction que de louer ou d'étudier ce qui est utile au gouvernement qui l'emploie. Tout effort original de

penser s'éteint⁹⁸ ». La conception de l'écrivain en tant que guide devra donc attendre les romantiques pour prendre son plein essor car, sous Napoléon, l'écrivain doit servir la France ou se taire. Sans aucun souci de la vérité, Napoléon exige de « ses » écrivains, comme de « ses » évêques, une absolue docilité.

La conception de la littérature de Bonaparte, tout comme sa conception de l'écrivain, n'est pas empreinte de liberté et de nouveauté. Ce n'est pas faute d'aimer la littérature qu'il se montre si sévère à l'égard des Lettres, car il dit que « les lettres, c'est l'esprit humain lui-même ; l'étude des lettres, c'est l'éducation générale qui prépare à tout, l'éducation de l'âme⁹⁹ ». Cependant, le Premier Consul prône une réplique de la littérature louis-quatorzienne, un roi qui le fascine pour son pouvoir absolu et son ordre monarchique sans faille. Fidèle admirateur de Louis XIV, Napoléon est ainsi néo-classique¹⁰⁰ dans ses goûts littéraires : « Corneille, Bossuet, voilà les maîtres qu'il faut. Cela est grand, sublime, et en même temps régulier, paisible, subordonné. Ah ! Ceux-là ne font pas de révolution ; ils n'en inspirent pas. Ils entrent, à pleines voiles d'obéissance, dans l'ordre établi de leur temps ; ils le fortifient, ils le décorent¹⁰¹ ». Tout écrivain, selon Bonaparte, se doit de copier les auteurs classiques, puisque rien ne les a égalés depuis et rien ne pourrait les surpasser. Il faut donc revenir aux traditions du Grand Siècle afin d'inciter à un idéal qui est pourtant dépassé au début du XIX^e siècle.

⁹⁸ Simone Balayé, *Écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 142.

⁹⁹ Propos rapportés par Annie Jourdan, *Napoléon : héros, imperator, mécène*, Paris, Éditions Aubier, 1998, p. 228.

¹⁰⁰ « École, mouvement littéraire préconisant le retour au clacissisme, sous une forme renouvelée » (Paul Robert, *Le petit Robert*, Les Dictionnaires Robert-Canada, Montréal, 1990, p. 1264).

¹⁰¹ Annie Jourdan, *Napoléon : héros, imperator, mécène, op.cit.*, p. 246.

En littérature, les goûts de Napoléon sont bien arrêtés et il n'y a pas place au compromis. En ce sens, le genre que celui-ci juge le plus important est la tragédie et tout autre genre devient sans grand intérêt. À son avis, seule la tragédie a le pouvoir « de rendre quelques hommes à leur stature d'êtres supérieurs, dans un corps mortel¹⁰² ». Préférant de loin des sujets actuels et se définissant lui-même comme un être supérieur, Napoléon juge que la tragédie est le seul genre qui peut glorifier sa personne et son règne à sa juste valeur. En matière de poétique, Bonaparte est partisan d'un théâtre régulier et préfère un style naturel, détestant l'abus de figures. De plus, toute œuvre doit le mettre en valeur, soit par la louange de sa personne ou de toute action lui étant associée. Le passé doit donc être évité ou tout ce qui touche les Bourbons, Henri IV ou la Révolution. En fait, tout sujet pouvant réveiller une certaine ardeur révolutionnaire ou rappeler les grandeurs du passé est à proscrire. Enfin, Napoléon ne se gêne pas pour influencer les écrivains et leur suggérer des sujets précis, quitte à modifier la réalité et à embellir la vérité afin de ne pas ternir l'Empire et l'Empereur.

Napoléon Bonaparte demeure tout de même, malgré ses goûts arrêtés, un adepte de la littérature et, dans le but de promouvoir les Lettres, il va même jusqu'à accorder des prix décennaux en 1810, afin de couronner les plus grands travaux dans le domaine des sciences, des lettres et des arts. Il multiplie à Paris les soirées de lectures auxquelles des poètes de renom participent. Ses efforts pour rehausser la littérature sous le Premier Empire sont pourtant vains et peu récompensés. Prêt à encourager les auteurs à sa manière, Napoléon refuse de créer une école spéciale de littérature puisqu'il croit que le génie ne s'acquière pas sur les bancs d'école. Il écrit, dans les *Observations sur les Rapports du Ministre de l'Intérieur relativement à l'Encouragement des Lettres*, rédigées le 19 avril 1807 que :

¹⁰² *Ibid.*, p. 229.

Bien écrire en vers, voilà l'éloquence ; mais il n'y a rien dans cet art qui puisse se montrer au-delà de ce qui s'apprend dans les lycées. On y enseigne à écrire correctement ; on y donne la connaissance et le goût des bons modèles ; on y fait connaître ce que le bon goût a consacré ; on y développe les règles de la composition, soit d'une tragédie, soit d'une comédie, soit d'un poème épique ou d'une chanson, mais on n'y enseigne pas à faire des tragédies, des comédies, des poèmes et des chansons. Le talent de créer est dans la littérature, comme dans la musique, comme dans la peinture, un don individuel ; il tient à des facultés particulières, dont le développement peut être favorisé par des circonstances particulières, par les mœurs, par une époque¹⁰³.

Napoléon, bien qu'il n'attende que l'éveil du génie littéraire français sous son règne, et ce, peu importe le genre, se révèle trop contraignant envers les écrivains. La censure omniprésente freine la créativité et réduit considérablement les propos jugés recevables aux yeux de l'Empereur. La poésie, le théâtre ou tout autre genre n'y échappe pas. C'est pourquoi il a été dit que la littérature française, sous l'Empire, s'épanouissait surtout hors de France.

À la lumière de la conception littéraire bonapartiste, il devient vite évident que tout, dans l'œuvre de Mme de Staël, est pour déplaire au Premier Consul. Le seul fait qu'elle soit une femme pose problème. En plus d'être une femme, Mme de Staël traite de sujets traditionnellement réservés aux hommes en ajoutant à ses œuvres des réflexions d'ordre politique et philosophique. Napoléon, quoiqu'il ne semble pas se désintéresser complètement du rôle des femmes dans la société puisqu'il leur ouvre les portes de l'éducation, présente une vision plutôt conservatrice : « Élevez-nous des croyantes et non des raisonneuses », écrit-il dans une note du 17 mai 1807. « La faiblesse du cerveau des femmes, la mobilité de leurs idées, leur destination dans l'ordre social, la nécessité d'une constante et perpétuelle résignation et d'une sorte de charité indulgente et facile, tout cela ne peut s'obtenir que par la

¹⁰³ Propos rapportés par Annie Jourdan, *ibid.*, p. 227.

religion¹⁰⁴ ». Il n'est donc pas étonnant que Napoléon ait rabroué Mme de Staël sans retenue et que son chapitre sur l'éducation des femmes dans *De la littérature* n'ait pas été bien reçu.

Napoléon se sent menacé par l'influence de plus en plus manifeste de Mme de Staël, influence qu'exercent ses écrits et son salon, et tente par tous les moyens de la discréditer. Il la traite ouvertement de « coquine », de « corbeau », de « tricoteuse de faux bourgs », de « folle », et de « misérable femme¹⁰⁵ », espérant ternir son image et freiner ainsi son influence manifeste au sein de l'*intelligentsia*. Sa critique de *De la littérature* n'est pas plus positive. Il s'indigne ainsi d'entendre « exalter un traité sur la perfectibilité humaine, ou quelque chose comme ça. Oui, je crois que c'était là le titre du livre extatique. Je me suis mis à l'étude au moins un quart d'heure pour tâcher d'y comprendre quelque chose. Le diable m'emporte, si j'ai pu déchiffrer je ne dirai pas des mots, il n'en manquait pas et de grands mots encore, mais toute l'attention de mon intelligence n'a pas réussi à trouver un sens à une seule de ces idées réputées si profondes¹⁰⁶ ». Il faut dire que Bonaparte n'est pas dupe et voit que, bien que ce soit de façon indirecte, Mme de Staël et tous ses alliés se mêlent de la façon dont il devrait gouverner.

Effectivement, il est vrai que Mme de Staël s'insère au sein de nombreux cercles, ayant elle-même son propre salon où se réunissent nombre d'hommes politiques, de philosophes et d'hommes de lettres. Ne pouvant pas siéger au gouvernement personnellement puisqu'elle est de sexe féminin, Mme de Staël use de ses contacts dans la haute société, contacts solidifiés par la notoriété de son père, pour faire nommer ses proches au gouvernement. Ainsi, Benjamin Constant, grâce à l'influence de l'écrivaine, parvient à faire

¹⁰⁴ Boris Dänzer-Kantof, « À l'école des élites », dans Pierre Baron (sous la direction de), « Napoléon, empereur ou dictateur? », *Historia thématique*, no 92, novembre-décembre 2004, p. 73.

¹⁰⁵ Las Cases, *op. cit.*, p. 421.

¹⁰⁶ Propos rapporté par Rosalynd Pflaum, *Madame de Staël*, Paris, ouvrage publié sous les auspices de la Société d'Études Staëliennes à la librairie Fischbacher, 1969, p. 205.

son entrée au Tribunat et à exposer les idées qu'il partage avec Mme de Staël. Cette influence est bien sentie, puisqu'au lendemain du discours de Constant lors de sa nomination au Tribunat (5 juin 1800), plusieurs critiques se montrent sévères à l'égard de Mme de Staël. Un des rédacteurs du *Journal des hommes libres*, journal très à gauche, écrit à propos de Mme de Staël : « Ce n'est pas votre faute si vous êtes laide, mais c'est votre faute si vous êtes intrigante... Vous savez le chemin de la Suisse... Emmenez votre Benjamin. Qu'il aille essayer ses talents dans le Sénat Suisse¹⁰⁷ ». Un autre journal, *L'Ange Gabriel*, journal royaliste, présente un article tout aussi virulent à l'égard de Mme de Staël : « Benjamin sera Consul, je donnerai les finances à papa, mon oncle aura la justice, mon mari une ambassade lointaine. Moi j'aurai l'inspection sur tout, et très sûrement je régenterai l'Institut¹⁰⁸ ». Ces deux articles sont révélateurs quant à la réelle influence exercée par Mme de Staël dans le milieu politique. Peu de femmes ont un tel pouvoir et un tel impact depuis leur salon, et Mme de Staël en use allègrement. Ce discours de Constant déplaît hautement au Premier Consul qui, dès le 17 janvier 1802, se sert de son pouvoir grandissant pour exclure vingt membres du Tribunat, dont Benjamin Constant. L'influence sur le milieu politique de Mme de Staël est de courte durée puisque dès que Bonaparte le peut, il s'empresse de s'entourer de gens partageant ses convictions politiques ou, du moins, ne présentant pas une forte résistance.

Ainsi, toute l'œuvre de Mme de Staël est, entre autres, une lutte constante contre les injustices et une dénonciation du régime de Bonaparte : « Toutes les fois qu'on examine un de ses ouvrages, il faut bien se pénétrer de cette idée : tout livre de Mme de Staël est un acte. Elle n'écrit pas pour chanter, mais pour penser et agir. Cette formule convient à ses romans mêmes, à *Delphine*, à *Corinne* ; elle s'applique mieux encore au livre *De la littérature*. Tel

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 207.

¹⁰⁸ *Ibid.*

qu'il est et paraissant à son heure, c'est plus qu'un acte, c'est un véritable manifeste¹⁰⁹ ». Jugée dangereuse par ses écrits et son salon, Mme de Staël devient vite une menace pour le pouvoir que Bonaparte tente de mettre en place au début du XIX^e siècle. En effet, les premières années du Consulat sont marquées par la fragilité du pouvoir, car la menace extérieure et intérieure plane sans cesse sur la France. En plus d'encourager la discussion parlementaire, les liens de Mme de Staël avec des modérés, des philosophes héritiers des Lumières, des catholiques fervents et des royalistes inquiètent Bonaparte et le portent à surveiller davantage l'écrivaine. De plus en plus mécontent à l'endroit de Mme de Staël, la parution de *Delphine* en décembre 1802 ajoutant à la colère de Bonaparte, celui-ci déclare que l'auteure, dès 1802, n'a plus accès à Paris. Il faut savoir que, cette même année, plusieurs événements liés à Mme de Staël ont profondément irrité Bonaparte : la conspiration de Moreau¹¹⁰ et de Bernadotte¹¹¹ pour renverser le pouvoir à laquelle Germaine de Staël prend part, la participation de celle-ci à la publication par Camille Jordan du *Vrai sens du vote national sur le consulat à vie* qui expose des idées politiques contraires à la politique du Consul ainsi que la publication de Mme de Staël des *Dernières vues de politique et de finances* de son père Jacques Necker, qui contrarie également Bonaparte. La parution de *Delphine*, puisque l'ouvrage dénonce la condition féminine, ajoute à la colère de Bonaparte. Mme de Staël, menacée d'être emprisonnée, doit fermer son salon et quitter la capitale française. Napoléon, la jugeant toujours trop près et trop influente, lui ordonne l'année suivante de maintenir une distance de quarante lieues entre elle et la capitale. Bientôt, Mme de

¹⁰⁹ René Doumic, *Hommes et idées du XIX^e siècle*, Paris, Librairie académique Didier, 1903, p. 28.

¹¹⁰ « (Jean Victor), général français, né à Morlaix (1763-1813). Il fut mis à la tête de l'armée de Rhin-et-Moselle en 1796 et servit en Italie. Général en chef de l'armée du Rhin, vainqueur à Hohenlinden, il devint le rival de Bonaparte et fut exilé pour avoir négocié avec les royalistes. Revenu d'Amérique en Europe, il fut tué à Dresde en combattant avec les Russes » (*Petit Larousse illustré, op. cit.*, p. 1544-1545).

¹¹¹ « (Charles Jean-Baptiste Bernadotte), né à Pau (1763-1844), maréchal de France, roi de Suède et de Norvège (1818-1844). Il se distingua dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, fut créé maréchal d'Empire en 1804 et prince de Pontecorvo en 1806. Devenu roi de Suède, il s'allia à la Russie contre la France et unit les couronnes de Suède et de Norvège » (*Ibid.*, p. 1240).

Staël se voit interdire la France entière. Cet exil se poursuivra ainsi une dizaine d'années. En effet, la publication de *De l'Allemagne* en 1810 s'accompagne d'un renforcement des mesures de surveillance mises en place par l'Empereur par l'entremise du ministre de la Police, Savary, puis du préfet de Genève, Capelle. Celui-ci oblige Mme de Staël, qu'il a préalablement placée sous surveillance directe en plus d'intercepter sa correspondance, de remettre tout manuscrit de l'œuvre et de ne pas quitter sa demeure de Coppet en Suisse. Les manuscrits de *De l'Allemagne* sont mis en sûreté par Schlegel qui les apporte clandestinement à Vienne en 1811. Mme de Staël, devenue prisonnière dans sa propre demeure, transforme Coppet en haut lieu de l'Europe intellectuelle. Napoléon, de plus en plus furieux de l'influence que Mme de Staël continue d'exercer sur son entourage, exile tous les visiteurs se rendant au château de Coppet dont ses amis Montmorency et Mme Récamier¹¹². En 1812, pour échapper à la malveillance de Napoléon I^{er} qui redouble à son égard, Mme de Staël s'évade de Coppet et gagne Vienne puis Moscou, devançant de peu l'avance de la Grande Armée.

Bien que *De la littérature* n'ait pas été directement censuré, il a été l'élément déclencheur de la censure et de l'exil imposés progressivement et de plus en plus durement à Mme de Staël. Au lendemain de la Révolution, les propos de Mme de Staël comportent tous les éléments pour déplaire au nouveau gouvernement et pour ébranler la nation française, que ce soit sa préférence pour la littérature du Nord, sa position par rapport au rôle des femmes, sa vision des Anciens et des Modernes ou sa théorie sur la perfectibilité. L'œuvre de Mme de Staël est un acte en lui-même, demandant, par la même occasion, réflexion et réaction.

¹¹² « (Jeanne Françoise Julie Adélaïde Bernard, *dame*), née à Lyon (1777-1849). Dans son salon de l'Abbaye-aux-Bois, elle réunit sous la Restauration la plus brillante société. Elle fut la fidèle amie de Chateaubriand » (*Ibid.*, p. 1636).

*
* *

La publication de *De la littérature* a suscité de nombreuses réactions et critiques. Les éloges sont rares et les reproches se multiplient, obligeant Mme de Staël à republier son ouvrage afin de soumettre au public une seconde préface dans laquelle elle tente de justifier ses propos. Lu dès les premiers mois de sa parution, *De la littérature* ne connaît pas un succès immédiat, les idées qu'il contient étant souvent trop liées à la philosophie des Lumières ou trop innovatrices en ce début de XIX^e siècle. En reprenant la pensée des Lumières, Mme de Staël soulève beaucoup d'objections car, au lendemain de la Révolution française, les philosophes sont tenus responsables de la Terreur et de toutes les violences associées aux dix années révolutionnaires. En défenseur de la philosophie, Mme de Staël s'avance sur un terrain délicat, les Français étant méfiants envers tous ces principes qui n'ont point triomphé. De plus, les idées nouvelles qui annoncent le romantisme apparaissent insolites pour un peuple qui n'a plus de repères stables sur lesquels se fier, la France étant à se rebâtir sur de nouvelles bases. La perfectibilité demeure la doctrine la plus vivement critiquée de son œuvre, du moins, elle figure dans la majorité des articles ayant dénoncé les propos de Mme de Staël.

Un petit groupe d'amis et de connaissances, fréquentant, pour la plupart, son salon, appuient les dires de Germaine de Staël et la défendent face aux nombreuses attaques dont elle est victime. Cet appui dont elle bénéficie n'est pas pour plaire à Bonaparte qui, de l'avis de la majorité des critiques, rejette la quasi-totalité de l'ouvrage. Bonaparte se protège et éloigne peu à peu Mme de Staël de la capitale, espérant limiter son influence au sein de

l'*intelligentsia* française, influence grandissante qui peut nuire au monopole de plus en plus évident que Bonaparte exerce sur le gouvernement et les institutions françaises. En effet, les idées contenues dans *De la littérature*, empreintes des principes des Lumières (liberté-égalité-fraternité), bien qu'elles soient avantageuses pour le peuple, ne sont pas idéales pour un gouvernement centralisateur et peu démocratique comme l'instaure peu à peu Napoléon Bonaparte. Mme de Staël devra donc se battre pour se faire entendre, contrairement à son compatriote Chateaubriand qui soulève les foules et s'assure instantanément un appui du milieu intellectuel avec le *Génie du christianisme*. La réaction de Bonaparte envers Chateaubriand est également favorable, ce qui permettra à celui-ci d'obtenir un poste au sein du gouvernement. Le *Génie du christianisme*, tout comme *De la littérature*, est un ouvrage de circonstance mais, pour Chateaubriand, les circonstances jouent en sa faveur. Quelles en sont les raisons? C'est ce que nous tenterons d'analyser dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

Chateaubriand et la brèche entre deux siècles (1799-1805)

Chateaubriand, tout comme Mme de Staël, s'inscrit à la frontière de deux siècles, « en amont et en aval de la Révolution française¹ ». Tout en s'appuyant sur un passé déchu, il tente de reconstruire l'avenir et de redonner espoir aux Français. S'inspirant des circonstances, c'est vers la religion qu'il se tourne lorsqu'il publie le *Génie du christianisme* en 1802. « Voyageur infatigable, " nageur ", comme il l'écrira à la fin des *Mémoires d'Outre-Tombe*, qui s'est rencontré " au confluent de deux fleuves ", il apparaît pris entre deux ordres du temps et tiraillé entre deux régimes d'historicité : l'ancien et le nouveau, le régime moderne. Car son écriture n'a jamais cessé de partir de ce changement de régime et de revenir sur cette brèche du temps, ouverte par 1789² ». D'où la nostalgie omniprésente de Chateaubriand, son besoin de voyager, de s'ouvrir à d'autres mondes, faute de comprendre le sien.

Jean-Claude Bonnet parle de cette période de transition comme d'un « moment interdit et bizarre du premier romantisme », « marqué par la nostalgie de l'ancienne civilité et des manières agréables, sans doute à jamais perdues, d'avant le " tintamarre " révolutionnaire. Le thème obsolète de la décadence et une obsession stérilisante du " bon goût " n'empêchèrent cependant pas que de nouveaux chemins se fraient : le lisse et l'élégance néoclassique

¹ François Hartog, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 21.

² *Idem.*

coexistaient avec les brisures d'une esthétique plus vigoureuse et plus heurtée.³ ». De nombreuses querelles s'inscrivent au seuil de ce nouveau siècle à propos de la tendance littéraire à adopter. Doit-on imiter la grandeur du classicisme ou se tourner vers une littérature moderne? Madame de Staël, quoiqu'elle ne dénigre en aucun cas la littérature d'avant Révolution, tend plutôt vers la modernité. Chateaubriand, quant à lui, glorifie le passé et prône un retour aux sources par le biais de la religion. Il se concentre sur le passé en espérant y trouver un appui sûr afin de reconstruire le présent et d'envisager un avenir meilleur. Il ne souhaite toutefois pas revenir à l'Ancien Régime, mais se méfie des changements qu'ont voulu imposer les Lumières en France, et garde un souvenir amer de la Révolution qui lui a valu bien des années d'exil et de misère.

Cette brèche du temps créée par la Révolution française sera une source d'inspiration inépuisable pour Chateaubriand. Il semble qu'il ne soit pas le seul à tirer un certain réconfort de ce *nevermore* propre au XIX^e siècle et repris maintes fois par les romantiques. Dans le *Génie du Christianisme*, qui connaît un franc succès dès sa parution et obtient même l'approbation du pouvoir, Chateaubriand incite ses lecteurs « à porter avec regret leur regard sur le passé⁴ », afin de retrouver un certain sens vis-à-vis l'avenir et de rebâtir à même les ruines envahissant la France. En ce sens, Chateaubriand se veut historien : « J'écrivais l'histoire ancienne, et l'histoire moderne frappait à ma porte⁵ ». Cette volonté de faire revivre le passé à travers le présent est le fil conducteur de toute l'œuvre de Chateaubriand.

Mais qu'est-ce qui a fait la gloire de Chateaubriand et qui a attiré à Mme de Staël tant d'animosité? N'utilisent-ils pas les circonstances uniques de l'époque comme thème principal

³ Sous la direction de Jean-Claude Bonnet, *L'Empire des Muses. Napoléon, les Arts et les Lettres*, Saint-Just-la-Pendue, Éditions Belin, 2004, p. 18.

⁴ Chateaubriand, *Génie du Christianisme*, dans *Essai sur les Révolutions – Génie du Christianisme*, Paris, Gallimard, 1978, p. 459 et 460.

⁵ Chateaubriand, *Études ou discours historiques*, dans *Œuvres complètes*, Paris, 1831, t. III, p. 1.

de leur ouvrage? Ne se réfèrent-ils pas tous deux au passé? Ne l'analysent-ils pas afin de mieux envisager l'avenir? Pourtant, Mme de Staël fait face à de nombreuses critiques négatives et se voit contrainte à l'exil pendant que Chateaubriand, « rentré de fraîche date à Paris, revenu à la foi catholique depuis deux ans, et recouvrant à peine son identité, sinon sa qualité, devenue un crime depuis 1792, de gentilhomme français, obtient une gloire apparemment comparable à celle qu'avaient eue, au siècle précédent, à Voltaire la *Henriade* et le *Siècle de Louis XIV* et à Rousseau le *Discours sur les sciences et les arts* et la *Nouvelle Héloïse*⁶ ». L'étude du *Génie du Christianisme* et de ses principaux thèmes ainsi que l'analyse des critiques qui en ont découlé nous permettront de mieux comprendre le rejet de l'un et la gloire de l'autre.

3.1 *Atala* (1801) et le *Génie du christianisme* (1802)

Le *Génie du christianisme* est un ouvrage de circonstance dont Chateaubriand a tiré un grand profit, s'attirant gloire et succès. Tout comme *De la littérature*, le récit de Chateaubriand est situé entre deux courants de pensée et rappelle ces deux courants : tantôt il s'allie aux philosophes du siècle précédent, tantôt il se montre innovateur en laissant deviner ce qui deviendra, plus tard, le romantisme. Par contre, contrairement à Mme de Staël qui s'attire dès l'année 1800 les foudres de Bonaparte, Chateaubriand débute sa carrière littéraire avec l'approbation du général, en écrivant, comme il le dit lui-même, dans une lettre adressée à Baudus le 5 avril 1799, « un petit manuscrit sur la religion chrétienne par rapport à la morale et à la poésie », livre « très chrétien [...] et [qui] ne saurait guère manquer de ce succès attaché aux ouvrages de circonstance⁷ ». Il s'agit donc bel et bien d'un ouvrage de circonstances. Les revendications de l'auteur ne sont pas perçues comme une offense vis-à-

⁶ Marc Fumaroli, *Chateaubriand : Poésie et Terreur*, Paris, Éditions de Fallois, 2003, p. 10.

⁷ Lettre à Baudus de Chateaubriand, 5 avril 1799, rapportée dans Chateaubriand, *René*, présenté par Claude Martin, « Chateaubriand et son temps », Paris, Éditions Bordas, 1984, p. 9.

vis le pouvoir, car la réhabilitation de la religion catholique est à l'ordre du jour au sein du nouveau gouvernement. Comment Chateaubriand s'y est-il pris pour s'attirer l'approbation de la majorité pourtant divisée face aux récents événements, tout en prenant position quant à la voie à adopter?

Avant que nous abordions les thèmes et les idées contenues dans le *Génie du christianisme*, nous tenons à préciser qu'*Atala* ne sera pas soumis à une analyse indépendante puisque, bien que l'univers des sauvages d'Amérique diffère de la toile de fond du *Génie du christianisme*, les thèmes présents rejoignent les idées véhiculées par l'auteur dans son autre ouvrage. Tout comme le *Génie du christianisme*, *Atala* est l'éloge même du christianisme. Ainsi, le sauvage Chactas se voit sauvé par la vierge Atala, rappelant que la vraie religion — la religion catholique — peut adoucir les mœurs et amener vers un état de pureté. Se transportant au Nouveau Monde, Chateaubriand fait le parallèle entre les mœurs sauvages de ses habitants et les mœurs corrompues des Français dont la Révolution française a dégradé les cœurs. Comme le souligne l'auteur lui-même, le récit d'*Atala* devait figurer, à l'origine, à l'intérieur même du *Génie du christianisme*. Une lettre, adressée au rédacteur du *Journal des Débats*, son ami Fontanes, en est la preuve :

Citoyen, dans mon ouvrage sur le *Génie du christianisme* ou *Beautés [poétiques et morales] de la religion chrétienne*, il se trouve une section entière consacrée à la poétique du christianisme. [...] Cette partie est terminée par un roman intitulé : *Atala ou les amours de deux sauvages dans le désert*. Ce roman, extrait de mes voyages en Amérique, a été écrit sous les huttes des sauvages. Quelques épreuves de cette petite histoire s'étant trouvées égarées, pour prévenir un accident qui me causerait un tort infini, je me vois obligé de le publier à part avant mon grand ouvrage⁸.

⁸ Lettre de Chateaubriand à Fontanes, 1^{er} avril 1801, dans Louis Thomas, *Correspondance générale de Chateaubriand*, Paris, Librairie ancienne, Honoré et Édouard Champion, éditeurs, 1912, p. 44-45.

Pourquoi alors en tenir compte? Parce que ce roman rejoint inmanquablement le *Génie du christianisme* et qu'il a permis à Chateaubriand de vérifier les goûts du public et l'accord de Bonaparte avant la publication de son ouvrage principal, le *Génie du christianisme*.

Si le récit d'*Atala* a effectivement permis à Chateaubriand de tâter le pouls du lectorat français, les raisons invoquées pour publier séparément ce roman ne sont toutefois pas toujours les mêmes. Dans la lettre à Fontanes, citée précédemment, la raison de la publication précipitée d'*Atala* est expliquée par la perte de « quelques épreuves ». Dans la préface de l'édition de 1805 d'*Atala*, Chateaubriand donne une toute autre raison :

L'indulgence, avec laquelle on a bien voulu accueillir mes ouvrages, m'a imposé la loi d'obéir au goût du public, et de céder au conseil de la critique.

Quant au premier, j'ai mis tous mes soins à le satisfaire. Des personnes chargées de l'instruction de la jeunesse, ont désiré avoir une édition du *Génie du christianisme*, qui fût dépouillée de cette partie de l'Apologie, uniquement destinée aux gens du monde : malgré la répugnance naturelle que j'avais à mutiler mon ouvrage, et ne considérant que l'utilité publique, j'ai publié l'abrégé que l'on attendait de moi.

[...]

Je suis si peu aveuglé par quelques succès, et si loin de regarder quelques éloges comme un jugement définitif en ma faveur, que je n'ai pas cru devoir mettre la dernière main à mon ouvrage. J'attendrai encore, afin de laisser le temps aux préjugés de se calmer, à l'esprit de parti de s'éteindre ; alors l'opinion qui se sera formée sur mon livre, sera sans doute la véritable opinion ; je saurai ce qu'il faudra changer au *Génie du christianisme*, pour le rendre tel que je désire le laisser après moi, s'il me survit⁹.

Dans cette préface, Chateaubriand ne fournit plus la même raison pour une publication séparée d'*Atala* que celle qu'il donnait à Fontanes. Dans un premier temps, il explique que

⁹ Chateaubriand, *Atala, René, Les Natchez*, « Préface de 1805 », Paris, Édition Librairie Générale Française, 1989, p. 51-52-53.

c'est à la suite de sollicitations d'un groupe chargé de l'instruction de la jeunesse qu'il se résout à détacher cet épisode. Ainsi, il l'aurait fait contre son gré, pour répondre à une demande. Par la suite, l'auteur explique qu'il l'a également fait dans le but de tâter le pouls de ses lecteurs afin de mieux orienter son ouvrage principal, le *Génie du christianisme*. Cette raison rejoint ce que plusieurs chercheurs, spécialistes de Chateaubriand, ont exprimé, notamment Claude Martin dans l'introduction d'une édition de *René* : « Le prétendu vol de quelques feuilles de son manuscrit — en réalité, le désir de gagner immédiatement quelque argent, de s'attirer la bienveillance du Premier Consul et de préparer le " lancement " du *Génie* — contraint Chateaubriand à détacher de son grand ouvrage un épisode qui est publié séparément : *Atala*¹⁰ ». Peu importe ce que son auteur en dira au fil des ans, le retranchement d'*Atala* a été habilement calculé dans le but d'obtenir l'approbation des Français et du futur empereur et d'ainsi assurer sa gloire. Mais laissons momentanément *Atala* pour mieux se livrer à l'analyse des principaux thèmes du *Génie du christianisme*.

Dans la préface de l'édition de 1803 du *Génie du christianisme*, Chateaubriand explique les raisons qui l'ont poussé à écrire cet ouvrage : « Ce fut donc, pour ainsi dire, au milieu des débris de nos temples que je publiai le *Génie du christianisme*, pour rappeler dans ces temples les pompes du culte et les serviteurs des autels¹¹ ». Il ajoute que

Les fidèles se crurent sauvés par l'apparition d'un livre qui répondait si bien à leurs dispositions intérieures : on avait alors un besoin de foi, une avidité de consolation religieuse, qui venait de la privation même de ces consolations depuis longues années. [...] Rempli des souvenirs de nos antiques mœurs, de la gloire et des monuments de nos rois, le *Génie du christianisme* respirait l'ancienne monarchie tout entière [...]. Les Français apprirent à porter avec regret leur regard sur le passé ; les voies

¹⁰ Chateaubriand, *René*, présenté par Claude Martin, « Chateaubriand et son temps », *op. cit.*, p. 9.

¹¹ Chateaubriand, *Génie du christianisme*, Paris, Éditions GF-Flammarion, 1966, p. 43.

de l'avenir furent préparées, et des espérances presque éteintes se ranimèrent¹².

Quoiqu'il en dise, cette idée de redorer le blason de la religion catholique, de l'élever à nouveau sur le piédestal réduit en ruines par des années de révolution, de relier le passé à l'avenir, tout cela ne vient pas, à priori, de Chateaubriand. Il en convient lui-même dans une lettre de mai 1799 à l'éditeur Baudus, où il écrit que c'est Fontanes qui l'a poussé à rédiger un essai afin de mettre en valeur la religion catholique. En fait, Chateaubriand, travaillant sur les *Natchez*, en vient à se demander

si cette sorte d'épopée en prose, ce rêve de jeunesse pourtant si chèrement caressé, et depuis si longtemps, ne va pas laisser froid un public dont l'attention est ailleurs.

Puisque la renommée cherchée doit être littéraire faute de mieux, ne conviendrait-il pas plutôt de tenter un sujet plus actuel, plus accommodé au goût public, que les rêveries trans-atlantiques d'un inconnu¹³ ?

C'est alors que Chateaubriand se rappelle les entretiens qu'il a eus avec son ami Fontanes ainsi qu'avec La Harpe, qui lui vantaient la valeur morale et esthétique de la religion, ce thème fort à la mode dans plusieurs milieux. Et puis, « pour un poète de l'envergure de Chateaubriand, n'y avait-il pas quelque chose d'irrésistible, une fois que La Harpe et Fontanes lui eurent montré la nouvelle conjoncture politique se dessinant en France, à prendre sur lui et sur la vertu de son verbe une cause que, depuis Voltaire toute la République des Lettres (et lui-même récemment encore faisait chœur) avait jugée indigne d'elle et désespérée? Il était dans sa nature chevaleresque de "secourir la faiblesse"¹⁴ »¹⁵. Chateaubriand se veut le

¹² *Ibid.*, p. 44.

¹³ Albert Cassagne, *La vie politique de François de Chateaubriand, consulat, empire, première restauration*, Paris, Librairie Plon, 1911, p. 42.

¹⁴ Chateaubriand, *Mémoires de ma vie*, dans *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. I, p. 74, rapporté par Marc Fumaroli, *Chateaubriand : Poésie et Terreur*, Paris, Éditions de Fallois, 2003.

¹⁵ Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 371.

défenseur de la religion, croyant qu'à elle seule, elle peut répondre aux besoins et aux aspirations du temps et ramener la tradition perdue. Un des but du *Génie* est donc de

chercher à prouver [...] que de toutes les religions qui ont jamais existé la religion chrétienne est la plus poétique, la plus humaine, la plus favorable à la liberté, aux arts et aux lettres [...]. On devait montrer qu'il n'y a rien de plus divin que sa morale ; rien de plus aimable, de plus pompeux que ses dogmes, sa doctrine et son culte : on devait dire qu'elle favorise le génie, épure le goût, développe les passions vertueuses, donne de la vigueur à la pensée, offre des formes nobles à l'écrivain, et des moules parfaits à l'artiste ; qu'il n'y a point de honte à croire avec Newton et Bossuet, Pascal et Racine : enfin il fallait appeler tous les enchantements de l'imagination et tous les intérêts du cœur au secours de cette même religion contre laquelle on les avait armés¹⁶.

Chateaubriand suit donc le conseil de ses amis Fontanes et La Harpe. Après avoir tâté le terrain par la publication d'*Atala*, et se rendant compte que la question religieuse est bel et bien une question d'actualité dans plusieurs milieux, gagnant en popularité, il entreprend la rédaction de ce long essai. Se servant des circonstances du début du XIX^e siècle, il se veut l'apôtre de la religion afin d'en faire ressortir toutes les vérités longtemps ridiculisées.

Comment se fait-il qu'un tel ouvrage de circonstance, un ouvrage rappelant les grandeurs de la religion, ait survécu après deux siècles et qu'il soit, encore de nos jours, lu et étudié, les rééditions se succédant ? En fait, comme le mentionne Pierre Reboul dans son introduction du *Génie du christianisme*, sans cet élan de nouveauté annonçant le futur courant littéraire, cette œuvre aurait perdu bien de l'intérêt pour le lecteur des siècles suivants : « On abandonnerait aux historiens ces lourds volumes si le *Génie du christianisme* n'avait à tout le moins précipité l'évolution de la sensibilité en France préromantique et romantique. Les jeux du cœur complètent ceux de l'esprit, voire parfois, les suppléent. Chateaubriand, avec une sorte de souverain désordre, file, agite, noue et dénoue presque tous les thèmes que le

¹⁶ Chateaubriand, *Génie du christianisme*, op. cit., p. 57-58.

romantisme naissant s'apprête à traiter, magnifiquement¹⁷ ». En plus de renouer avec un passé déchu, Chateaubriand innove en abordant de nouveaux thèmes annonçant le romantisme à venir. Ces thèmes, mis de l'avant par Chateaubriand et repris quelques années plus tard par les romantiques, sont nombreux : le rêve, la solitude, les croyances populaires, l'imagination, l'exotisme, l'obsession des ruines, etc. De plus, par sa réhabilitation de la passion et du « moi », par son culte de la sensibilité et par l'exaltation du sentiment qu'apporte la nature, Chateaubriand provoque, à l'époque, un intérêt soudain autant pour les adeptes d'un retour à la religion telle qu'on la pratiquait au XVII^e siècle, que pour ceux désirant envisager un avenir différent. En combinant retour au passé et changement vers l'avenir, Chateaubriand trouve un juste milieu qui plaît à la majorité.

Comme nous l'avons déjà mentionné, et comme son titre l'indique, le christianisme est au cœur du *Génie*. Aborder un tel sujet, au lendemain de la Révolution française, demande un certain courage. La prise de position de Chateaubriand en faveur du christianisme le place au cœur d'un grand débat qui, à l'aube du siècle naissant, dresse Lumières et anti-Lumières les uns contre les autres. Le christianisme étant l'enjeu de cette bataille, Chateaubriand se joint clairement au parti favorisant le retour de la religion. Il se place toutefois dans le camp le plus en vogue car, malgré le retour en force des jacobins lors du 18 Fructidor, la France semble vouloir un retour de la religion. Ce qui assure davantage son succès, c'est « d'expérimenter les deux régimes poétiques, l'ancien et le moderne, [...] en s'efforçant de contenir le second par le premier, exactement comme en politique, il aurait invité la Restauration à marcher avec son siècle tout en imprimant à celui-ci un rythme, une mémoire, des mœurs qui le retiennent sur la pente de l'égalitarisme et l'utilitarisme¹⁸ ». Ce lien entre passé et futur lui assure une continuité, redonnant espoir envers un avenir incertain. Mais pourquoi prôner haut et fort un

¹⁷ *Ibid.*, introduction présentée par Pierre Reboul, p. 12.

¹⁸ Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 312.

retour à la religion? C'est que Chateaubriand y voit la possibilité d'établir une démocratie. En effet, en ramenant quelques revendications des Lumières, notamment en ce qui concerne la démocratie, et en envisageant de fonder cette démocratie sur des bases solides liées au passé, tel que le christianisme, Chateaubriand promeut une approche à la fois nouvelle et rassurante.

II

veut voir dans cette essence démocratique du christianisme une force historique, qui à long terme travaille à faire triompher dans les sociétés humaines les principes d'égalité et à rendre caducs les régimes aristocratiques. S'il a voulu en vain ralentir ce mouvement qui a pris un tour précipité et prématuré en France, c'est qu'à ses yeux l'égalité n'est soutenable que parmi des hommes libres; or la liberté morale et politique, autre postulat de son christianisme, suppose une conscience morale lentement mûrie. En tout état de cause, le christianisme est devenu le principe moteur de sa philosophie de l'histoire¹⁹.

Chateaubriand veut donc garantir toute la liberté que peut pratiquer un esprit philosophique mais en orientant, cette fois, la philosophie vers la religion. À son sens, liberté et morale vont de pair, permettant, par la même occasion, de faire le lien entre temps ancien et temps moderne.

Convaincu que la liberté morale engendrée par la religion peut mener à la démocratie, Chateaubriand se dresse contre l'athéisme prôné par plusieurs philosophes des Lumières. Selon lui, l'athéisme est le résultat d'un problème social ou venant de la nature : « la plupart de ceux qui se révoltent contre le ciel, ont à se plaindre en quelque chose de la société ou de la nature²⁰ ». À ses yeux, l'athéisme n'est bon pour personne et n'a pas lieu d'être dans une société saine et prospère. Il va même plus loin en rendant l'incrédulité responsable de la décadence des goûts et du génie : « Depuis un siècle de lumières, on ne saurait croire jusqu'à quel point les bonnes mœurs sont dépendantes du bon goût, et le bon goût des bonnes mœurs.

¹⁹ *Ibid.*, p. 364.

²⁰ Chateaubriand, *Génie du christianisme*, op. cit., p. 101.

[...] Le mauvais goût, quand il est incorrigible, est une fausseté de jugement, un biais naturel dans les idées ; or, comme l'esprit agit sur le cœur, il est difficile que les voies du second soient droites, quand celles du premier ne le sont pas²¹ ». Chateaubriand rend donc les Lumières responsables de la dégénérescence de la Révolution, dégénérescence causée par un athéisme marqué chez plusieurs. À cet effet, il compare les écrits de Racine et de Voltaire, accordant que plus Racine devient religieux, plus ses propos sont justes, *Athalie*, son dernier ouvrage, étant, pour Chateaubriand le comble de la pureté. Quant à Voltaire, le mélange d'impiété et de génie rend, selon Chateaubriand, son œuvre à la fois « exquise » et « odieuse²² ». Comparant Voltaire à Julien²³, il lui attribue « l'art funeste, chez un peuple capricieux et aimable, de rendre l'incrédulité à la mode²⁴ ». Chateaubriand reproche à Voltaire d'avoir utilisé tous les moyens possibles (pamphlet, in-folio, épigramme, sophisme) pour attaquer la religion ouvertement, assurant une grande diffusion à l'incrédulité. L'auteur du *Génie* rejette également l'idée véhiculée par Voltaire selon laquelle la religion est un frein à la liberté de l'homme et aux progrès des Lumières.

Chateaubriand, par la prise de position qu'il prône dans le *Génie*, se veut contre-révolutionnaire et, par le fait même, hostile aux Lumières. Selon Fumaroli,

S'il s'est dressé contre les Lumières, [...] ce n'est pas pour renier ce que les Lumières avaient de plus généreux et libéral, mais pour refuser ce qui en elles était contradictoire avec leur propre générosité et leur propre libéralisme. D'instinct et d'expérience, il repoussa leur foi fanatique dans la raison moderne et dans sa capacité à créer de toutes pièces, par l'imposition d'en haut et de l'extérieur d'une axiomatic économique sociale et politique, une humanité nouvelle uniformément libérée de son passé, éclairée et heureuse²⁵.

²¹ *Ibid.*, p. 24.

²² *Ibid.*, p. 24.

²³ Empereur qui voulut revenir à l'ancien paganisme.

²⁴ Chateaubriand, *Génie du christianisme*, *op. cit.*, p. 44.

²⁵ Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 28.

Chateaubriand refuse d'attribuer aux Lumières toutes ces idées que les philosophes qualifient de neuves, et qui ont contribuées, par la même occasion, à donner l'illusion que l'ancienne société était inculte, pitoyable et aliénée. Il ajoute que la révélation chrétienne a, bien avant les Lumières, permis à la nature humaine de faire mûrir les mœurs sociales ainsi que la vie politique sans toutefois avoir recours à une forme violente de révolution. Les Lumières auraient mené, « sous couleur de grands principes universels, aux passions les plus ignobles dont la nature humaine n'était pas non plus avare : la frénésie égoïste de posséder et le plaisir pervers de détruire. Ce mélange hypocrite inaugurerait une atroce répression morale sur le lent acquis des siècles chrétiens²⁶ ». Chateaubriand ne rejette pas pour autant les principes d'égalité, de liberté et de fraternité revendiqués par les Lumières en 1789, principes qu'il défend assurément. Il reproche plutôt aux philosophes d'avoir usé de leur influence qui, en raison d'une violence théorique, a corrompu leur enthousiasme, fournissant un alibi à de nombreux coups d'État et prises de pouvoir tous plus empreints de despotisme sanguinaire. C'est à partir de ces réflexions que Chateaubriand a élaboré son propre libéralisme : « c'est seulement en tenant compte de l'histoire, de la nature et de la condition fondamentalement imparfaites de l'homme, et en secondant la prudence politique par la morale, la poésie et la religion, que l'on peut espérer, sans compromettre la liberté, faire entrer dans les mœurs les nobles " principes " de 1789²⁷ ». En ce sens, Chateaubriand rejoint les anti-Lumières en demandant à la religion, aux mœurs et à la poésie de s'allier à la politique afin d'amener un terrain d'entente où la liberté, la fraternité et l'égalité seraient possibles grâce à une démocratie lentement instaurée et non rapidement imposée.

²⁶ *Ibid.*, p. 29.

²⁷ *Idem.*

Un autre reproche fait à l'endroit des Lumières est leur esprit critique qui les amène à douter de tout, de Dieu et de l'univers. Chateaubriand a l'impression qu'ils se contentent de détruire, sans trouver de solution pour remplacer ce qu'ils dénoncent. Toute innovation n'est pas bonne si l'on ne peut rétablir ou remplacer ce qui a été renversé. Chateaubriand ne nie pas que les Lumières avaient raison de s'opposer aux institutions qui, selon lui, n'étaient pas excellentes. Mais à quoi bon renverser un gouvernement si l'on ne sait pas de quelle façon l'améliorer et par quoi le remplacer?

Malgré tout, Chateaubriand use de diplomatie dans sa critique des Lumières, conscient de la ligne de partage entre les adeptes du siècle des Lumières et ceux qui les tiennent responsables des désordres engendrés par la Terreur. Chateaubriand n'oublie pas que, lui aussi, au début de la Révolution, les a admirés et suivis : « Il ne se renie pas : il se dépasse. Sous couleur d'une profitable urbanité, il se fait des alliés de ses adversaires, ses maîtres de la veille. Il eût été imprudent de s'en prendre à de telles autorités. Voltaire et Rousseau sont deux puissants dieux avec qui un inconnu ne songe pas à se coller²⁸ ». Se sachant au milieu de la querelle omniprésente à propos de la part de responsabilités des philosophes des Lumières quant à la violence engendrée par la Révolution, Chateaubriand ne peut se contenter de critiquer les uns ou les autres sans donner de raisons valables. Il ne contredit donc pas les principes qui ont animé les révolutionnaires, étant d'accord avec eux, il se contente de dénoncer la façon dont les choses ont été faites. Il va donc plus loin en apportant des solutions aux problèmes ciblés par les Lumières. Chateaubriand ne se gêne toutefois pas pour définir les anti-Lumières comme des « hommes d'une grande doctrine et d'un esprit distingué [qui] essayèrent de s'opposer à ce torrent. Mais leur résistance fut inutile ; leur voix se perdit dans

²⁸ Pierre Reboul, « introduction » à Chateaubriand, *Génie du christianisme*, op. cit., p. 35.

la foule, et leur victoire fut ignorée d'un monde frivole, qui cependant dirigeait la France²⁹ ». Chateaubriand donne à chacun ce qui lui revient, mais laisse grandement transparaître son mécontentement vis-à-vis de l'emportement des Lumières à tout vouloir démolir. Il prend ce qui demeure à ses yeux valable et l'applique, sous un couvert religieux, à la société qui peine à se reconstruire.

Chateaubriand ne rejette cependant pas tous les philosophes du siècle dernier, puisqu'il admire Rousseau de bien des façons. Contrairement à la plupart de ses contemporains,

il a compris l'idée-mère de Rousseau : l'antithèse entre l'homme de la nature et l'homme aliéné par la culture artificielle et la domination humiliante dont il a fait sa seconde nature dans sa dignité et ses droits bafoués a donné son premier élan à son propre génie d'écrivain. Il doit à Rousseau son amour de la liberté, son adhésion au principe de l'égalité, sa compassion pour tout ce qui souffre, et son sens romantique de la passion. C'est sur Rousseau, restaurateur du sentiment religieux, qu'il a pris appui pour combattre l'anti-christianisme des Lumières³⁰.

L'amour de la liberté et des institutions libres lui vient également de Montesquieu, autre philosophe chez qui Chateaubriand puise son inspiration. Des *Discours* de Montesquieu, il puise sa croyance en la bonté, en l'innocence primitive et en la pureté de l'homme. À l'instar de Rousseau, il apprécie l'Antiquité et ses républiques tout comme il démontre son enthousiasme pour les peuples classiques. En effet, il admire les héros célébrés par Plutarque ainsi que le culte du catonisme repris par les hommes de 1789. Un des reproches qu'il fait à Rousseau est son individualisme, son égalitarisme et son « âpreté autodestructrice inhérente à la démocratie³¹ ». Chateaubriand compte bien, par le christianisme, la poésie et tous les

²⁹ *Ibid.*, p. 56.

³⁰ Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 97.

³¹ *Ibid.*, p. 98.

anciens héritages perdus, éduquer et modérer le peuple afin de pallier les imperfections de cette démocratie évoquée par Rousseau.

La position de Chateaubriand face aux écrivains du XVIII^e siècle demeure ambiguë, puisque sa condition d'émigré, de victime protestant contre la révolution, l'amène à poser un regard peu indulgent sur le siècle des philosophes. À toutes les douleurs engendrées par la Révolution s'ajoute la perte de la majorité des membres de sa famille, ce qui rend son admiration pour les écrits de Voltaire, de Rousseau, de Montesquieu plutôt amère. Cette admiration et cette haine à l'égard des Lumières amènent une contradiction profonde chez notre auteur : « En une même admiration il comprend, semble-t-il, " les Diderot, les d'Alembert, les Voltaire, les plus beaux génies que la France ait produits³² " et ne place au-dessus d'eux que " deux grands hommes : Jean-Jacques Rousseau et Montesquieu " mais, par ailleurs, il accable de ses critiques et le caractère des hommes et leur frivolité impie et ne leur pardonne ni leur scepticisme, ni leur " esprit d'innovation et de doute ", ni leur acharnement à détruire³³ ». Ainsi, tout en admirant les écrivains du XVIII^e siècle et tout en admettant qu'ils font preuve d'un grand génie, Chateaubriand ne peut les approuver totalement, ayant lui-même souffert des violences engendrées par la Révolution.

Maintenant que la position de Chateaubriand vis-à-vis les Lumières est établie, qu'en est-il de son opinion quant au débat opposant les Anciens et les Modernes? Chateaubriand accorde des qualités aux deux partis, mais ne peut s'empêcher de préférer les Anciens aux Modernes : « Les modernes sont en général plus savants, plus délicats, plus déliés, souvent même plus intéressants dans leur composition que les anciens ; mais ceux-ci sont plus

³² Toutes les citations contenues à l'intérieur de cette citation sont tirées du *Génie du christianisme* par Hubert Gillot dans *Chateaubriand : ses idées, son action, son œuvre*, Paris, Les belles lettres, 1934. Malheureusement, les pages desquelles proviennent ces citations ne sont pas mentionnées par l'auteur.

³³ Hubert Gillot, *Chateaubriand : ses idées, son action, son œuvre*, op. cit., p. 257-258.

simples, plus augustes, plus tragiques, plus abondants et surtout plus vrais que les modernes. Ils ont un goût plus sûr, une imagination plus noble³⁴ ». Chateaubriand reproche la trop grande frivolité des Modernes, tous les artifices et les péripéties envahissant leurs œuvres mais ne leur donnant pas cet air de vérité qui habite les ouvrages des Anciens. Pour Chateaubriand, c'est par l'étude des Anciens que peut naître une société aux mœurs solides et que l'homme peut sortir de la barbarie. Pourtant, cette prise de position n'est pas simple car, «[e]n s'exacerbant au XVIII^e siècle, la Querelle des Anciens et des Modernes avait fêlé le sentiment d'une continuité des temps. L'Antiquité n'était plus une évidence. Pour l'admirer, il fallait désormais tenir les temps modernes pour décadents; et si les temps modernes étaient tenus pour les plus éclairés, il fallait ranger l'Antiquité dans les vieilleries nuisibles. [...] Mais l'imaginaire de la rupture fut dépassé par la réalité de la Terreur, qui fit couler un fleuve de sang entre les temps *d'avant* et les temps *d'après*³⁵ ». Avec son siècle, subissant cette brèche du temps, Chateaubriand en veut aux Modernes d'avoir démoli le passé et de ne pas avoir pu assurer un avenir. Dans le *Génie*, il n'hésite pas à dire que, chez les Modernes, « tout est ténèbres dans leur origine : vous y voyez à la fois de grands vices et de grandes vertus, une grossière ignorance et des coups de lumière, des notions vagues de justice et de gouvernement, un mélange confus de mœurs et de langage : ces peuples n'ont passé ni par cet état où les bonnes mœurs font les lois, ni par cet autre où les bonnes lois font les mœurs³⁶ ». En fait, ce qu'il ne peut supporter chez les Modernes, la critique ultime, c'est leur irréligion.

C'est par la religion, et non par la philosophie, que Chateaubriand envisage l'avenir : « Par les principes, la philosophie ne peut faire aucun bien que la religion ne le fasse encore mieux ; et la religion en fait beaucoup que la philosophie ne saurait faire³⁷ ». C'est pourquoi,

³⁴ Chateaubriand, *Génie du christianisme*, op. cit., p. 438.

³⁵ Marc Fumaroli, op. cit., p. 239-240.

³⁶ Chateaubriand, *Génie du christianisme*, op. cit., p. 436.

³⁷ *Ibid.*, p. 255.

en ce début de XIX^e siècle, il approuve la politique bonapartiste qui privilégie une réconciliation avec le pape, et, par la même occasion, avec la religion. La patrie, pour retrouver ses origines, doit se tourner vers la religion et vers les écrivains qui propagent les nobles enseignements de l'Église. Il faut donc s'attacher au passé pour rebâtir le présent :

Aussi le dix-huitième siècle diminue-t-il chaque jour dans la perspective, tandis que le dix-septième siècle semble s'élever, à mesure que nous nous en éloignons ; l'un s'affaisse, l'autre monte dans les cieux. On aura beau chercher à ravaler le génie de Bossuet et de Racine, il aura le sort de cette grande figure d'Homère qu'on aperçoit derrière les âges : quelquefois elle est obscurcie par la poussière qu'un siècle fait en s'écroulant ; mais aussitôt que le nuage s'est dissipé, on voit reparaitre la majestueuse figure, qui s'est encore agrandie pour dominer les ruines nouvelles³⁸.

Chateaubriand espère bien que les écrits des Anciens triompheront à nouveau sur ceux des Modernes, ramenant une société moins relâchée moralement et qui, par la religion et l'éducation, pourra faire face à tous les maux. Le passé se doit, selon l'auteur, de ressurgir de ses cendres et de ses ruines afin de s'élever à nouveau, guidant le peuple français vers un avenir prometteur. Ainsi, « Chateaubriand s'emploie à renverser le préjugé des Lumières selon lequel le christianisme " barbare " a cherché à anéantir les fruits du génie antique³⁹ ». Bien que le *Génie du christianisme* soit un ouvrage de circonstance, empreint de modernité, l'auteur n'a jamais rompu avec la Bible ni avec l'Antiquité.

Chateaubriand place, dans le *Génie*, tout l'espoir qu'il porte pour le nouveau siècle. Il souhaite que, la France, une fois délivrée de l'absolutisme et du despotisme, puisse reprendre sa marche noblement grâce à l'instruction de son peuple. Une fois la Terreur terminée, « [p]our la première fois dans son histoire, la possibilité s'ouvrirait pour la nation d'un régime mixte et libéral, ancien et moderne, relié au passé mais ouvert sur l'avenir, un

³⁸ *Ibid.*, p. 29.

³⁹ Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 418.

régime comparable à celui que les Anglais s'étaient donné depuis 1688, et qui avait fait la preuve de ses capacités à créer des habitudes politiques saines et durables⁴⁰ ». Grâce à ce nouveau régime envisagé, où le meilleur de la Révolution, avec ses principes d'égalité, de liberté, de fraternité et ses conquêtes glorieuses, s'ajoute aux huit siècles où la religion illuminait tout, enfin la France pouvait espérer un avenir meilleur. Chateaubriand souhaite unir l'Antiquité et la modernité pour obtenir le mélange parfait : en changeant le droit divin pour la mémoire nationale, en intégrant une noblesse de naissance n'apportant que certains privilèges pouvant être également acquis par le mérite ou l'élection.

Une fois la religion mise sur un piédestal, quelle est la position de Chateaubriand vis-à-vis de la science? Pierre Reboul, dans son introduction du *Génie* explique que,

Si soucieux qu'il soit de prouver que la religion ne redoute pas les lumières, Chateaubriand n'en pense pas moins, avec d'autres et après d'autres, qu'un vain savoir peut écarter de Dieu et qu'il est des fruits défendus. L'un des éléments historiquement majeurs du *Génie* est ce coup porté à la science, cette inlassable répétition d'attaques finalement couronnées de succès, ce mépris contagieusement communiqué d'un savoir inutile et dangereux. Ce réquisitoire insidieux donne au cœur bonne conscience. Sur les traces effacées de Rousseau, il affirme : « Les siècles savants ont toujours touché aux siècles de destruction. » (I, IV, 3.) Comment ne convaincrail-il pas ceux qui savent que le siècle des lumières a pris fin dans la Révolution. Avec beaucoup de justesse, il montre la fragilité des acquisitions de la science⁴¹.

Chateaubriand reproche aux scientifiques leur rapidité à accomplir des progrès et leur volonté d'avancer sans tenir compte des conséquences et des chamboulements que leurs découvertes pourraient produire dans la vie sociale et morale. À la suite des récents événements, pensons notamment à la Terreur, Chateaubriand associe, comme beaucoup d'autres de ses contemporains, les progrès à la destruction et à la violence.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 473.

⁴¹ Chateaubriand, *Génie du christianisme*, introduction présentée par Pierre Reboul, *op. cit.*, p. 28.

Comme nous pouvons donc nous en douter, Chateaubriand n'est pas aussi enthousiaste que l'est Mme de Staël envers le progrès et la perfectibilité. Il croit, bien entendu, à la marche naturelle de l'évolution, au progrès mais il ne peut s'empêcher de faire le lien entre les découvertes et la révolte : « Mais si, au fur et à mesure que la condition matérielle de l'homme s'améliore, les nations, au lieu de profiter, s'amoindrissent et dégénèrent, ne serait-ce point que l'" invasion des idées qui succède à l'invasion des Barbares, entretenant l'anarchie dans les esprits, a ouvert dans l'histoire humaine une ère d'incrédulité et, détruisant le respect de l'autorité, placé le monde actuel entre deux impossibilités : l'impossibilité du passé, l'impossibilité de l'avenir⁴² " ?⁴³ ». La Révolution des esprits effraie Chateaubriand car elle est trop souvent associée à des bouleversements sociaux. Il ne renie toutefois pas le progrès qui peut être très bénéfique à l'avancement de l'homme, mais il déplore certaines découvertes qui balaient tout sur leur passage, effaçant le passé et brouillant l'avenir. Enfin, bien qu'il partage avec Mme de Staël une croyance dans le progrès, Chateaubriand n'est pas convaincu que l'humanité se perfectionne de siècle en siècle et que le fils surpasse le père.

En somme, peu importe le sujet abordé, Chateaubriand place la religion au cœur de tout. C'est grâce à elle qu'il peut envisager un avenir meilleur où tous les maux causés par les années de Révolution s'effaceront peu à peu. En ce début du XIX^e siècle, il redonne espoir à son peuple en ramenant à l'avant-plan le christianisme perdu au milieu des décombres. Il relie un passé déchu à un avenir incertain qui semble vouloir ressurgir, comme ces ruines qui se dressent à l'horizon, une fois la poussière retombée. Enfin, il contribue à redonner espoir au peuple quant à son avenir. Le *Génie*, cet ouvrage de circonstances, rejoint bien des cœurs au

⁴² Toutes les citations contenues à l'intérieur de cette citation sont tirées du *Génie du christianisme* par Hubert Gillot dans *Chateaubriand : ses idées, son action, son œuvre*, Paris, Les belles lettres, 1934. Malheureusement, les pages desquelles proviennent ces citations ne sont pas mentionnées par l'auteur.

⁴³ Hubert Gillot, *Chateaubriand : ses idées, son action, son œuvre*, op. cit., p. 373-374.

sein du peuple et du gouvernement. C'est pourquoi, comme nous le verrons, l'accueil qui lui a été réservé a été triomphal.

3.2 François-René de Chateaubriand et la réception critique

Au lendemain de la Révolution française, Chateaubriand s'insère dans le nouveau siècle, siècle de restauration où tout est possible. Il se tourne alors vers la religion catholique dans laquelle il voit un espoir pour l'avenir, « [jugeant] la cause religieuse indispensable à sa propre fécondité poétique. N'ayant aucune prétention aux " lumières surnaturelles ", il avait reconnu dans la critique de la religion par les Lumières l'ennemie de l'imagination, des passions vives, de l'intelligence du cœur, bref des sources mêmes de la poésie dont le christianisme catholique de son enfance et de son adolescence bretonnes avaient préparé en lui l'éclosion et la vocation⁴⁴ ». L'écriture du *Génie* et des romans *Atala* et *René* sont, pour l'auteur, la route que devrait suivre la littérature française en ce nouveau siècle.

3.2.1 Le *Génie du christianisme*, un ouvrage de circonstance

Chateaubriand utilise différentes stratégies pour tâter l'opinion publique et invente un prétexte au retranchement d'*Atala* afin de le publier avant la sortie du *Génie*. À la suite à cette parution prématurée et orchestrée, les nombreuses critiques positives rassurent l'auteur :

Ce fut un succès de surprise et d'enthousiasme, égal à la nouveauté et à l'originalité de l'œuvre. Des femmes et des jeunes gens, l'enchantement gagna jusqu'aux juges les plus sévères. Quelques contradictions, isolées, bientôt étouffées dans l'applaudissement, ne firent que mieux ressortir un triomphe auquel rien ne pouvait nuire, que servaient même les épigrammes, les caricatures, les parodies. Le succès fut encore plus vif dans les salons et dans la société polie que dans les milieux lettrés⁴⁵.

⁴⁴ Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 399.

⁴⁵ M. de Lescure, *Les grands écrivains français : Chateaubriand*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1892, p. 66-67.

Toutes les critiques lui confirmèrent que l'heure était favorable à la parution du *Génie* et que le sujet de son ouvrage serait accueilli avec enthousiasme de la part du public français. Plusieurs années plus tard, Chateaubriand relate lui-même le succès qu'a connu *Atala* : « *Atala* enthousiasma le public à tel point qu'on retrouve maintes fois ce thème traité par différents artistes : peintres, graveurs, sculpteurs, porcelainiers, horlogers. [...] Les auberges de routiers étaient ornées de gravures rouges, vertes et bleues, représentant Chactas, le père Aubry et la fille de Simaghan. Dans des boîtes en bois, sur les quais, on montrait mes personnages en cire, comme on montre des images de Vierge et de saints à la foire⁴⁶ ». Bien que Chateaubriand ait tendance à embellir et à arranger les événements à sa convenance, ses propos, tirés des *Mémoires d'Outre-Tombe*, semblent passablement justes⁴⁷.

Ces ouvrages arrivent donc à point nommé puisque Chateaubriand, s'adressant autant aux hommes de Lettres qu'au peuple français, leur assure une lecture plutôt rafraîchissante, après tous les pamphlets et les écrits révolutionnaires aux tendances souvent explosives voire violentes. Le *Génie* est une brise légère après tant d'années de terreur, loin des notions trop érudites dont sont empreints les écrits des dernières décennies, amenant un climat de confiance pour le lecteur qui se laisse séduire facilement. Tout dans le *Génie* plaît, que ce soit le rappel de la religion perdue qu'on retrouve après un long voyage, l'appui à un gouvernement qui semble, les premières années de son règne, prometteur, la légèreté et la finesse du langage employé, ou encore l'accessibilité de l'ouvrage.

⁴⁶ Propos tirés des *Mémoires d'Outre-Tombe* de Chateaubriand rapportés dans [Anonyme], *Chateaubriand, le voyageur et l'homme politique*, op. cit., p. 27.

⁴⁷ Un certain M. Y. a écrit dans la *Décade philosophique* du 10 floréal an IX (30 avril 1801) qu'*Atala* n'est qu'une « satire religieuse » et qu'il s'agit uniquement d'une « affaire de parti ». Outre cette critique négative, seulement quelques autres ont trouvé des reproches à faire au récit mais ces reproches sont minimes et n'enlèvent rien à l'enthousiasme qui entoure la parution d'*Atala*.

Le *Génie* n'a cependant pas pour seul but de divertir puisqu'un certain effet politique est escompté de la part de Chateaubriand et de ses amis. En effet, « Chateaubriand — et surtout ses amis royalistes — attendaient du *Génie du Christianisme* en gestation depuis 1798 le coup de boutoir décisif dans la contre-offensive politique commencée sous le Directoire et dont la première étape devait être le rapatriement de Dieu dans le royaume. C'était à leurs yeux la base indispensable de toute restauration, même s'il fallait passer par la phase intermédiaire d'une dictature bonapartiste⁴⁸ ». Bonaparte, comme nous le verrons plus tard, n'aura rien à dire contre ce récit qui appuie sa politique, glorifiant dans certains passages sa gouverne⁴⁹ et traitant, par la même occasion, d'un sujet national : la paix entre le pouvoir et la religion. Et nous savons que ce sont deux atouts majeurs en littérature pour plaire à Napoléon Bonaparte. En effet, l'alliance entre le pouvoir et la religion, renforcée par la signature du Concordat, est nécessaire au gouvernement de Bonaparte pour assurer la cohésion sociale et permettre l'unité de la France à la suite de la division engendrée par la Révolution française. Ce n'est pas que Bonaparte soit extrêmement religieux : ses attentes sont intéressées. Ainsi, cette alliance peut mettre fin aux guerres civiles et religieuses. Bonaparte désire un rapprochement avec l'Église afin de consolider son régime. Il sait que l'influence de l'Église catholique peut lui être très bénéfique pour empêcher la révolte et conserver le calme et la paix au sein de la société française.

Chateaubriand jouit des circonstances en prenant position en faveur d'une opinion désormais dominante, qui déprécie les Lumières, au sein du débat qui règne à propos de la part de responsabilité des philosophes dans les épisodes de violence engendrés par la

⁴⁸ *Ibid.*, p. 398.

⁴⁹ Dans la préface de la première édition du *Génie du christianisme*, Chateaubriand écrit à propos du Premier Consul que : « Tout homme qui peut espérer quelques lecteurs rend service à la société en tâchant de rallier les esprits à la cause religieuse... Il est obligé en conscience de joindre sa force... à celle de cet homme puissant qui nous a retiré de l'abîme... » (propos rapportés dans Jacques-Alain de Sédouy, *Chateaubriand, un diplomate insolite*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1992, p. 34).

Révolution. En se prononçant contre les philosophes, en les accusant de bien des torts, dont le premier est le rejet de la religion catholique, Chateaubriand est sûr d'obtenir l'approbation de plusieurs. Un auteur anonyme de la *Gazette nationale* met bien en évidence son parti pris envers les Lumières et illustre le débat qui tiraille le public à l'égard des philosophes :

Dans un moment où tant d'écrivains abusent des bienfaits de la philosophie pour la calomnier, il n'est peut-être pas hors de propos de rappeler que c'est à elle seule que nous devons les présages heureux qui, chaque jour, nous annoncent un avenir plus doux. Les antagonistes de la république disent : ce sont les philosophes qui ont préparé la révolution ; en conséquence la révolution a été faite d'après les principes de la philosophie. Malgré tout le ridicule de ce raisonnement, il prend facilement faveur auprès des hommes qui ont souffert. D'abord, parce que les hommes qui souffrent, ou dont les souffrances passées ne sont point encore effacées de leur souvenir par un mieux être bien sensible, sont les hommes les moins susceptibles de raisonner avec justesse⁵⁰.

Ainsi, comme l'exprime cet auteur anonyme, « tant d'écrivains » s'élèvent contre les philosophes et cela, Chateaubriand l'a parfaitement compris. Il a compris cette souffrance qu'a engendrées les violences révolutionnaires et cette faiblesse du raisonnement dont il prend parti pour assurer son succès. Les premières années marquant la fin de la Révolution ne pouvaient mieux tomber pour éditer un ouvrage tel que le *Génie du christianisme*.

Chateaubriand a donc bénéficié des circonstances particulières de l'époque telles que la signature du Concordat, la volonté du peuple de mettre un terme à la Révolution et la fin des guerres territoriales, pour rendre populaire son récit. Cependant, il tente, dans la préface de la troisième édition, de convaincre du contraire. Il souhaite expliquer sa conversion soudaine en faveur du catholicisme, pour répliquer aux critiques qui s'attaquent à lui en lui reprochant d'écrire son ouvrage pour des motifs intéressés :

⁵⁰ [Anonyme], « Mélanges », *Gazette nationale* ou *Le Moniteur universel*, Paris, Éditions chez H. Agasse, 16 nivôse an VIII (29 décembre 1800), no 18, vol. 22, p. 422.

Ceux qui combattent le christianisme ont souvent cherché à élever des doutes sur la sincérité de ses défenseurs. Ce genre d'attaque, employé pour détruire l'effet d'un ouvrage religieux, est fort connu. Il est donc probable que je n'y échapperai pas, moi surtout à qui l'on peut reprocher des erreurs.

Mes sentiments religieux n'ont pas toujours été ce qu'ils sont aujourd'hui. Tout en avouant la nécessité d'une religion et en admirant le christianisme, j'en ai cependant méconnu plusieurs rapports. Frappé des abus de quelques institutions, et du vice de quelques hommes, je suis tombé jadis dans les déclamations et les sophismes. Je pourrais en rejeter la faute sur ma jeunesse, sur le délire des temps, sur les sociétés que je fréquentais, mais j'aime mieux me condamner : je ne sais point excuser ce qui n'est point excusable. Je dirai seulement de quel moyen la Providence s'est servie pour me rappeler à mes devoirs.

Ma mère [...] chargea, en mourant, une de mes sœurs de me rappeler à cette religion dans laquelle j'avais été élevé. Ma sœur me manda le vœu de ma mère ; quand la lettre me parvint au-delà des mers, ma sœur elle-même n'existait plus ; elle était morte aussi des suites de son emprisonnement. Ces deux voix sorties du tombeau, cette mort qui servait d'interprète à la mort m'ont frappé. Je suis devenu chrétien. Je n'ai point cédé, j'en conviens, à de grandes lumières surnaturelles ; ma conviction est sortie du cœur : j'ai pleuré et j'ai cru⁵¹.

Chateaubriand explique rapidement ses motivations qui président à l'écriture d'*Atala*, bien avant d'avoir essuyé quelques attaques, tout comme il ne tarde pas à rédiger quelques pages qui se portent à la défense du *Génie* : « On voit par ce récit combien ceux qui m'ont supposé animé par l'esprit de parti se sont trompés. J'ai écrit pour la religion, par la même raison que tant d'écrivains ont fait et font encore des livres contre elle ; où l'attaque est permise, la défense doit l'être⁵² ». Pourtant, et bien malgré les propos de Chateaubriand, les circonstances aidant, tout est une minutieuse tactique mise au point par l'auteur afin de contribuer à sa gloire. En effet, Chateaubriand compte énormément sur le succès que lui procurera le *Génie* pour se faire une bonne réputation en tant qu'écrivain et ainsi se tailler une place de choix dans la société. Il se sert donc de l'influence grandissante de Fontanes afin que celui-ci le mette en contact avec un libraire car, dit-il dans une lettre, « Si je réussis, je suis tiré d'affaires

⁵¹ Préface de la deuxième édition du *Génie du christianisme*, rapporté par Jacques-Alain de Sédouy, *op. cit.*, p. 89-90.

⁵² *Idem*.

pour longtemps ; si je tombe, je suis un homme noyé sans retour...⁵³ ». Chateaubriand n'ignore pas qu'il risque beaucoup en prenant clairement position sur des sujets qui divisent la France depuis plusieurs années. Si ses propos sont tournés en ridicule, il sait qu'il ne pourra se tailler une place dans la haute société. Il pourrait perdre ses chances d'être perçu un jour comme un homme de lettres remarquable. De plus, son statut précaire d'émigré le rend vulnérable, chacun de ses actes pouvant lui être fatal quant à l'espoir de voir son nom radié de la liste des émigrés⁵⁴.

À tous ces facteurs s'ajoute l'instabilité des années post-révolutionnaires. La société demeure divisée et l'esprit révolutionnaire ne s'est pas éteint en même temps que la Révolution française. La France possède toujours ses artistes et ses poètes favorables aux idées des Lumières, pensons notamment à Guiguené, Marie-Joseph Chénier, Benjamin Constant, aux amis de Mme de Staël, à la *Décade philosophique* et ses journalistes enfin, tous ces gens qui

forment un solide rempart contre les « nouveaux saints » : ils se moquent de Geoffroy, de Mme de Genlis, de La Harpe, du même ton qu'ils se moqueront de Chateaubriand. Pourtant, l'ancienne société se reforme. Les émigrés rentrés reprennent leurs habitudes d'autrefois, auréolés de leurs malheurs. Des journaux comme le *Journal des Débats*, que les frères Bertin viennent de transformer, expriment les espérances et les rancunes des victimes. Mme de Genlis, La Harpe, réveillent dans le monde du jour la nostalgie de l'ancien monde. Dans certains salons on commence à respirer un air d'apaisement et le « système de fusion » voulu par le Premier Consul se réalise sans bruit⁵⁵.

⁵³ *Ibid.*, p. 32.

⁵⁴ D'abord fasciné par les discours révolutionnaires, Chateaubriand ne tarde pas à regarder d'un mauvais œil les excès révolutionnaires et décide de s'embarquer, dès 1791, pour le Nouveau Monde. De retour à Paris l'année suivante, il fuit à nouveau toutes les violences engendrées par la Révolution pour rejoindre l'armée des émigrés (appelée aussi armée contre-révolutionnaire). Blessé quelques mois plus tard, il émigre en Angleterre où il vit dans un grand état de pauvreté. Il y rencontre Fontanes, avec qui il se lie d'amitié. Il attend la fin de la Révolution pour retourner en France, en tant qu'émigré ayant fui son pays.

⁵⁵ Pierre Moreau, *Chateaubriand, l'homme et l'œuvre*, Paris, Hatier-Boivin, 1956, p. 31.

Ce retour de l'ancienne société qui se tourne vers le passé est passablement applaudi par le peuple français qui en a assez de toutes les violences et des débats engendrés par la Révolution. Par ce retour au passé, aux valeurs et à la morale anciennes, Chateaubriand fait appel à la fierté nationale des Français. Cette notion n'est pas distinctement marquée lors du règne de Louis XIV, ni durant les règnes précédents ; elle se définit plus clairement à la suite de la Révolution française, lorsque les Français prennent conscience de ce qu'ils ont perdu, de ce qui les distinguait et faisait d'eux un peuple à part entière. Chateaubriand réussit ainsi à toucher ses lecteurs car il les comprend bien et, par la religion, leur permet de s'accrocher à quelque chose de solide et de connu, après tant d'années où tout semblait vouloir glisser entre leurs doigts.

Tous les événements qui se suivent chronologiquement sont des circonstances aidant au succès du *Génie* : la signature du Concordat à Paris entre la République française et le pape Pie VII pour le rétablissement du culte catholique en France (15 juillet 1801), le pardon accordé à Chateaubriand qui voit son nom rayé de la liste des émigrés (21 juillet 1801), la signature de la paix d'Amiens avec Londres le 27 mars 1802 à l'Hôtel de ville⁵⁶ et, enfin, la publication du *Génie du christianisme* (14 avril 1802). Cette succession d'événements assure en partie le triomphe de Chateaubriand qui, de plus, se montre du côté de la majorité du lectorat français. Chateaubriand met ainsi sa parole au service d'un gouvernement qui assure le non retour de la Terreur. Par ses écrits, Chateaubriand rappelle l'ancienne France en lui

⁵⁶ La paix d'Amiens est un traité de paix qui met fin à la seconde coalition « entre le Royaume-Uni, d'une part, et la France, l'Espagne et la République batave, d'autre part. [...] Elle stipule que toutes les possessions des unes et autres parties prises par fait de guerre seront restituées, sauf l'île de la Trinité et Ceylan, laissés aux Britanniques. Le Cap de Bonne-Espérance retourne aux Hollandais, les frontières fixées entre Guyane française et Guyane portugaise, la république reconnue aux Sept-Isles, les droits des pêches de Terre-Neuve et sur le bois de Saint-Pierre-et-Miquelon délimités, les droits de la famille de Nassau aux Pays-Bas compensés, et enfin le statut de Malte et de ses chevaliers très précisément établi dans son indépendance à l'égard du Royaume-Uni et de la France. Naples et Rome devront être évacués par la France, Portoferraio par le Royaume-Uni » (http://fr.wikipedia.org/wiki/Paix_d'Amiens, site consulté le 18 décembre 2007)

redonnant ses mœurs et son goût de liberté : « Historien et orateur, [...] Chateaubriand [...] a cherché, par son action et sa parole, à réussir un tour de force à contre-courant de la réaction absolutiste comme de l'égalitarisme jacobin : rendre à la nation la " portion nécessaire de sa substance " dont la Terreur avait voulu l'amputer et " guérir la blessure " qui avait été ainsi faite à la liberté⁵⁷ ». Chateaubriand et ses amis savent que la continuité entre mémoire et avenir est primordiale au rétablissement de la France et indispensable à la réparation de la déchirure causée par la Révolution française et, plus particulièrement, la Terreur. Seul ce lien entre mémoire et avenir permettra, selon Chateaubriand et ses acolytes, de stabiliser le gouvernement français tout en mettant fin aux régimes successifs.

3.2.2 La publicité entourant le *Génie du christianisme*

Ainsi, la sortie du *Génie du christianisme* est bien orchestrée. En plus de bénéficier de circonstances idéales, Chateaubriand assure son succès par de petits gestes, en apparence anodins, mais qui ont pour but de mousser la publication de son ouvrage et d'inciter à sa lecture. Chateaubriand ne semble avoir aucune arrière-pensée, comme en témoigne un article de Fontanes dans le *Mercure de France* : « Quand cet article allait à l'impression, le hasard a fait tomber entre nos mains un ouvrage qui n'est pas encore publié, et qui a pour titre *Des Beautés morales et poétiques de la religion chrétienne*. Cet ouvrage est remarquable par la richesse de l'imagination et l'abondance des sentiments. On en fera connaître quelques fragments où l'auteur a traité d'une manière neuve les mêmes questions que M^{me} de Staël⁵⁸ ». Les éloges de Fontanes sont les bienvenus, puisque son opinion est très respectée dans la République des Lettres au sein de laquelle Fontanes s'est taillé une place de choix. En prenant Chateaubriand sous son aile, il lui accorde une certaine crédibilité dans le milieu

⁵⁷ Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 12.

⁵⁸ Article du *Mercure de France* (tome 1, p. 38), rapporté par Jean-Claude Bonnet, *op. cit.*, p. 33-34.

littéraire, sans même que son ouvrage ne soit publié. Un autre article de Fontanes, annonçant la parution prochaine du *Génie*, montre Chateaubriand comme un partisan de la politique de Bonaparte : « On conviendra qu'il est heureux pour l'auteur que les opinions de son livre paraissent conformes à l'esprit du gouvernement et que ses espérances, à l'instant même où il les exprime, aient été réalisées par la main du héros qui vient de relever les ruines de France et qui, en affermissant son ouvrage par la religion, répare les erreurs de ceux qui pardonnent encore moins au *Génie du christianisme* le sujet que le succès⁵⁹ ». Las des querelles, les lecteurs voient d'un bon œil que le *Génie* s'inscrive dans la lignée adoptée par le Premier Consul qui, en 1801, est encore, pour la majorité des Français, le héros ayant mis fin à la Terreur et à la guerre entre les divers partis.

Les articles annonçant de la prochaine parution du *Génie* ont abondé, provenant, pour la plupart, de la plume de Fontanes. Même avant sa parution, les critiques font l'éloge de cet ouvrage, rendant les lecteurs impatients de pouvoir enfin lire cette œuvre qui semble si prometteuse. En tant que rédacteur en chef du *Mercure*, Fontanes multiplie les articles et les éloges :

Ce n'est point [...] avec de la philosophie qu'il faut défendre aujourd'hui la religion, mais avec des raisons tirées des passions mêmes et avec tous les enchantements des beaux-arts. C'est ce que paraît avoir senti l'auteur d'un ouvrage inédit qu'on annonce dans le *Mercure*, il y a quelques mois, et qui terminera peut-être la querelle littéraire entre les philosophes et les partisans de la religion. Cet ouvrage s'intitule *Génie du christianisme*, ou *Beautés poétiques et morales de la religion chrétienne*. L'auteur, qui est catholique, a envisagé son sujet sous d'autres points de vue que M. Necker⁶⁰.

⁵⁹ Article de Fontanes paru dans le *Mercure de France* du 15 floréal an X (avril 1801) rapporté par Hubert Gillot, *op. cit.*, p. 123.

⁶⁰ Article de Fontanes parut dans le *Mercure de France* du 1^{er} frimaire an IX (22 novembre 1800) rapporté par Albert Cassagne, *La vie politique de François de Chateaubriand, consulat, empire, première restauration*, Paris, Librairie Plon, 1911, p. 65.

Habilement, Fontanes fait un clin d'œil aux précédentes critiques négatives adressées à Mme de Staël pour son ouvrage *De la littérature*. Il rappelle ainsi la position du *Mercure de France* dans le débat évoqué plus haut entre philosophes et adeptes de la religion, et incite à la lecture prochaine du *Génie*, espérant que ce nouveau point de vue entraînera l'adhésion des lecteurs et assurera un avenir meilleur au peuple français. Plus loin dans ce même article, Fontanes en profite pour faire une présentation flatteuse de Chateaubriand : « On dit que l'auteur qui s'annonce par un talent si rare est un jeune homme que le vertueux Malesherbes aimait particulièrement. Forcé de fuir pendant la Terreur, après avoir vu massacrer une partie de sa famille, il traîne encore des jours malheureux⁶¹ ». Le lien tissé entre un homme illustre (Malesherbes) et le jeune auteur, montre aux Français que celui-ci est déjà respecté dans le milieu littéraire, en plus de mettre en évidence son immense talent. Enfin, la référence à son passé douloureux et à son exil forcé pendant la Terreur lie le peuple à ce jeune homme qui a souffert comme lui pendant la Révolution. Ainsi s'annonce un savant lancement, appuyé par un journal officiel réputé et par un groupe protégé par de hauts placés tels que Lucien Bonaparte et Élisabeth Bacciochi⁶². Ce groupe prône une renaissance religieuse et sociale en plus d'afficher une tendance anti-philosophique et gagne de l'importance et de la notoriété chaque jour auprès du public.

La première édition du *Génie*, parue en 1802 et tirée à quatre milles exemplaires, est épuisée au bout de seulement dix mois. Quelques mois plus tard, en 1803, la seconde édition paraît et comprend quelques exemplaires de luxe. Chateaubriand tente, grâce à ces livres de luxe, de s'attirer les faveurs de personnages hauts placés dans la hiérarchie sociale. Il envoie ainsi une copie de son livre au pape Pie VII, copie à laquelle il joint une lettre : « Très saint

⁶¹ *Idem*.

⁶² Élisabeth Bacciochi (1777-1820), sœur de Napoléon Bonaparte, « épouse de Félix Bacciochi, qui devint prince de Lucques et de Piombino » (Le Petit Larousse illustré, *op. cit.*, p. 1186).

Père, ignorant si ce foible ouvrage obtiendrait quelque succès, je n'ai osé d'abord le présenter à Votre Sainteté. Maintenant que le suffrage public semble le rendre plus digne de vous être offert, je prends la liberté de le déposer à vos pieds sacrés. Si Votre Sainteté daigne jeter les yeux sur le quatrième volume elle verra les efforts que j'ai faits pour venger les autels et leurs ministres des insultes d'une fausse philosophie⁶³ ». Chateaubriand semble satisfait de son ouvrage puisqu'il se permet d'en envoyer personnellement une copie au pape. De plus, en s'assurant l'appui de « Sa Sainteté », Chateaubriand s'attire également la bienveillance de la plupart des chrétiens. Chateaubriand va plus loin en écrivant à Fontanes pour l'informer que le pape lui a accordé son soutien : « Lorsque j'ai été présenté au Pape, Sa Sainteté est venue au devant de moi, m'a pris par la main, m'a fait asseoir à ses côtés, et m'a dit les choses les plus flatteuses et les plus obligeantes sur mon livre, jusqu'à me citer la page et le volume où Elle en était ⁶⁴ ». Ainsi, Chateaubriand laisse croire qu'il a rencontré personnellement le pape et que celui-ci lui a accordé sa bénédiction. Cependant, il est maintenant prouvé que, bien que Chateaubriand ait bel et bien tenté de s'entretenir avec Sa Sainteté, il n'a pu réussir à obtenir cet entretien.

Chateaubriand fait également parvenir des exemplaires de luxe de cette seconde édition à un lectorat précis et haut placé. Il envoie trois exemplaires à Mme Bacciochi, dont un pour Bonaparte et l'autre pour Joséphine, en plus d'en faire parvenir plusieurs exemplaires à la famille impériale de Russie et un exemplaire à Fontanes. Chateaubriand n'ignore pas que de bonnes relations peuvent assurer sa fortune et sa gloire. Dans cette même édition, Chateaubriand écrit une préface directement adressée à Napoléon Bonaparte :

⁶³ Lettre provenant d'une collection particulière écrite le 28 septembre 1802, rapportée dans [Anonyme], *Chateaubriand, le voyageur et l'homme politique*, Paris, Bibliothèque nationale, 1969, p. 53-54.

⁶⁴ Lettre de Chateaubriand à Fontanes, Rome, 17 messidor an XI (6 juillet 1803), Bibliothèque publique et universitaire de Genève, 3 pages 1/2 rapporté dans [Anonyme], *Chateaubriand, le voyageur et l'homme politique*, op. cit., p. 57.

Citoyen Premier consul, vous avez bien voulu prendre sous votre protection cette édition du *Génie du christianisme* ; c'est un nouveau témoignage de la faveur que vous accordez à l'auguste cause qui triomphe sous votre protection. On ne peut s'empêcher de reconnaître dans vos destinées la main de cette Providence qui vous avait marqué de loin pour l'accomplissement de ses desseins prodigieux. Les peuples vous regardent. La France, agrandie par vos victoires, a placé en vous son espérance⁶⁵.

Tout en flattant Bonaparte, Chateaubriand précise à ses lecteurs que le général appuie son ouvrage. Le *Mercure de France* propage cette idée puisqu'un article de Fontanes annonçant la deuxième édition du *Génie*, publié le 7 mai 1803, assure au public que le Premier consul a accepté la dédicace. En effet, Bonaparte n'est que trop heureux d'avoir de son côté un jeune auteur tel que Chateaubriand qui, par le choix de son sujet, soutient les desseins de son gouvernement. Il ne met alors aucun obstacle à la publication d'un tel ouvrage. Par la publication d'une édition de luxe, l'envoi d'exemplaires à des personnes illustres et la préface dédiée à Napoléon, Chateaubriand s'assure ainsi l'appui du gouvernement et de l'Église.

3.2.3 Chateaubriand face à la critique

Comme l'avait pressenti Chateaubriand et le cercle entourant Fontanes, après toute la publicité entourant l'œuvre à venir, le *Génie du christianisme* connaît un immense succès. Quelques semaines après sa publication, Fontanes peint les circonstances favorables qui jouent en faveur de l'ouvrage dans le *Mercure de France* :

Cet ouvrage long-tems attendu, et commencé dans des jours d'oppression et de douleur, paraît quand tous les maux se réparent, et quand toutes les persécutions finissent. Il ne pouvait être publié dans des circonstances plus favorables. [...] Celui qui, dans ce tems-là, sur les ruines des temples du christianisme, en rappelait l'ancienne gloire, eût-il

⁶⁵ Propos rapportés par Jacques-Alain de Sédouy, *op. cit.*, p. 37.

pu deviner qu'à peine arrivé au terme de son travail, il verrait se rouvrir ces mêmes temples sous les auspices d'un grand homme⁶⁶?

Fontanes explique que le *Génie* ne pouvait mieux tomber et que ce n'est que grâce à un heureux hasard que l'ouvrage paraît au même moment où le culte religieux est rétabli. Il continue en célébrant le rétablissement de la religion :

en dépit de toutes les menaces et de toutes les injures, l'opinion préparait ce retour salubre, et secondait les pensées du génie qui veut reconstruire l'édifice social. Quand la morale effrayée déplorait la perte du culte et des dogmes antiques, déjà leur rétablissement était médité par la plus haute sagesse. [...] Toutes les consolations l'accompagnent [la religion], les haines et les douleurs s'apaisent à sa présence⁶⁷.

Fontanes fait allusion à la querelle déchirant la France depuis plusieurs années, querelle précédemment mentionnée et opposant adeptes des Lumières et ceux préférant le retour du culte religieux. Selon les dires de Fontanes, c'est le retour de la religion qui est grandement prisé et qui rejoint la majorité de l'opinion publique.

Fontanes, une fois l'éloge de Bonaparte fait, poursuit en mettant de l'avant le courage de Chateaubriand d'appuyer également le retour de la religion dans le *Génie du christianisme* :

Cette sagesse religieuse qui fut celle des plus beaux siècles dont s'honore l'esprit humain, n'a pas paru de nos jours qu'une méprisable superstition à des esprits inattentifs et médiocres. [...] On accueillera donc avec un intérêt universel le jeune écrivain qui ose rétablir l'autorité des ancêtres et les traditions des âges. Son entreprise doit plaire à tous, et n'alarmer personne, car il s'occupe encore plus d'attacher l'âme, que de forcer la conviction. [...] Il n'a point voulu rassembler les preuves théologiques de la religion mais le tableau de ses bienfaits ; il appelle à son secours le sentiment, et non l'argumentation⁶⁸.

⁶⁶ Fontanes, « Génie du christianisme ou Beautés de la religion chrétienne, par François-Auguste Chateaubriand », *Mercure de France*, no XLV, 25 germinal an X (15 avril 1802), p. 116.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 116-117.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 119-120.

Fontanes fait allusion aux philosophes qui ont ridiculisé la religion au siècle précédent. Il rassure les Français en mentionnant que ce n'est point par la force que l'auteur convainc mais plutôt grâce à des sentiments si purs et si beaux qu'ils ne pourront que ravir l'âme. Enfin, Fontanes précise que Chateaubriand ne veut pas de débats interminables où les différentes opinions s'affrontent dans une lutte acharnée, il veut seulement montrer la beauté de la religion et ses bienfaits. Fontanes mise juste en mettant l'accent sur cet aspect de l'ouvrage car il sait que le public est las de se perdre en discussions et en longs plaidoyers empreints de raisonnements profonds et complexes. Fontanes conclut en soulignant que cet ouvrage « ouvre avec tant d'éclats et de si heureux auspices la littérature du XIX^e siècle⁶⁹ », qu'il termine donc sur un ton rempli d'espoir.

Les autres critiques, alliés au parti de Fontanes, suivent ses traces, comme ce fut le cas pour la critique de Mme de Staël, et rédigent des articles semblables du point de vue des commentaires. En effet, Dussault, dans le *Journal des Débats* daté du 20 floréal (10 mai), fait ressortir la portée de la quatrième partie qui traite du rôle social du christianisme. Quant à Louis de Bonald, un autre allié de Fontanes, il écrit dans le *Publiciste* du 14 floréal (4 mai) que l'à-propos était des plus louables⁷⁰.

⁶⁹ Fontanes, « Littérature : *Génie du christianisme ou Beauté de la Religion chrétienne*, par François-Auguste Chateaubriand », *Mercure de France*, 28 germinal an X de la République française, une et indivisible (avril 1802), vol. 27, no 208, p. 842 à 844.

⁷⁰ Ces articles ne sont pas cités ici car soit il nous a été impossible de mettre la main sur le texte original, soit les propos reprennent ceux de Fontanes longuement détaillés précédemment. Chateaubriand ajoute à ce propos, dans sa *Défense du Génie du christianisme par l'auteur* : « Les amis de l'auteur, parmi lesquels Fontanes, Bonald, Dussault, publièrent dans le *Mercure*, dans le *Journal des débats*, dans la *Gazette de France*, dans le *Publiciste*, des extraits ou des articles nourris, enthousiastes, solides. Dans les *Annales littéraires et morales*, l'abbé de Boulogne apporta sa caution » (Chateaubriand, *Génie du christianisme*, *op. cit.*, p. 259).

Bien que les critiques positives abondent, le *Génie* n'échappe pas aux critiques négatives. Mais elles sont plutôt rares et vite oubliées. Pierre Reboul, dans la présentation d'une édition récente du *Génie*, dresse un tableau général des principaux reproches faits à l'égard de l'ouvrage de Chateaubriand : « On ne doit pas parler de cette religion sous les rapports purement humains, ni considérer ses beautés littéraires et poétiques. C'est nuire à la religion même, c'est en ravalant la dignité, c'est toucher au voile du sanctuaire, c'est profaner l'arche sainte, etc⁷¹ ». Il est reproché ici à Chateaubriand de parler avec légèreté et avec manque de sérieux de la religion, de la ramener à un plan humain et de n'avoir point fait un ouvrage théologique comme le sujet l'exige. En ayant choisi de ne point écrire un ouvrage théologique, Chateaubriand se met à dos les fervents dévots pour qui la religion est au-delà de l'homme. Marc Fumaroli exprime bien cette idée car, selon lui, Chateaubriand est un médiocre théologien : « La critique a été unanime, et cela au milieu même du succès immense qu'a connu en 1802 le *Génie du Christianisme*, à voir en lui un grand écrivain égaré sur un terrain où il tâtonne en amateur. Il est de fait que les pages " dogmatiques " qui introduisent au " génie du christianisme " sont parmi les moins convaincantes qu'il ait écrites. L'architecture des dogmes n'est pas son fort⁷² ». Un auteur inconnu vient toutefois défendre Chateaubriand face à ces reproches :

L'auteur a voulu considérer le christianisme dans ses relations avec la poésie, les beaux-arts, l'éloquence, la littérature ; il a voulu montrer en outre tout ce que les hommes doivent à cette religion, sous les rapports moraux, civils et politiques. Avec un tel projet, il n'a pas fait un livre de théologie ; il n'a pas défendu ce qu'il ne voulait pas défendre ; il ne s'est pas adressé à des lecteurs auxquels il ne voulait pas s'adresser : donc il est coupable d'*avoir fait* précisément ce qu'*il voulait faire*⁷³ .

⁷¹ Présentation du *Génie du christianisme* par Pierre Reboul, *op. cit.*, p. 264.

⁷² Marc Fumaroli, *op. cit.*, p. 278.

⁷³ Présentation du *Génie du christianisme* par Pierre Reboul, *op. cit.*, p. 264.

Ce critique a bien cerné l'auteur puisque Chateaubriand, en publiant le *Génie*, ne souhaite pas s'adresser aux théologiens uniquement mais souhaite plutôt rejoindre un grand public, c'est pourquoi il rend son œuvre le plus accessible possible. Il traite de son sujet, la religion, avec une grande prudence, évitant de choquer ou de heurter les lecteurs.

Les différentes critiques sont pourtant minimales et ont une portée plutôt réduite à côté du succès qui entoure Chateaubriand. La plus importante critique négative vient de Ginguené qui a rédigé trois articles dans la *Décade philosophique*⁷⁴. Tout comme Mme de Staël l'a fait à l'égard de Fontanes, Chateaubriand glisse une *Défense du Génie du christianisme* dans l'édition de 1803 pour répondre à ses détracteurs, et particulièrement à Ginguené. En effet, comme le souligne Pierre Reboul dans sa note liminaire à la *Défense du Génie du christianisme* :

les adversaires se remuaient et agissaient. Dans la *Décade philosophique* de l'an X (1802), Ginguené consacrait trois articles sérieux à dire le mal qu'il pensait du *Génie du christianisme* — articles repris la même année sous le titre *Coup d'œil rapide sur le « Génie du christianisme »* — Saint-Martin entrait aussi dans la lutte, d'un point de vue différent, de même que Palissot, devenu théophilanthrope après avoir été jacobin. Jusqu'au chevalier de Boufflers qui publiait des *Notes critiques, remarques et réflexions sur le « Génie du christianisme »*. Quoique bien défendu par ses amis, [...] Chateaubriand décida de se défendre lui-même et, suivant l'exemple de Montesquieu, publia en 1803 la *Défense du « Génie du christianisme »*⁷⁵.

Ainsi, même s'il nous a été impossible de retrouver ces trois articles de la *Décade*, grâce à la défense de Chateaubriand et à son argumentation, il est aisé de cerner les principaux reproches que lui a faits Ginguené.

⁷⁴ Il est intéressant de remarquer que c'est ce même journal qui a appuyé et défendu *De la littérature* de Mme de Staël pendant que Fontanes et ses amis démolissaient son œuvre.

⁷⁵ Note liminaire dans le *Génie du christianisme* présentée par Pierre Reboul, *op. cit.*, p. 259.

Chateaubriand débute sa « défense » en résumant les reproches majeurs qui lui sont adressés : « Il est assez clair que les critiques dont il est question dans cette Défense n'ont pas été de bonne foi dans leur censure : ils ont feint de se méprendre sur le but de l'ouvrage ; ils ont crié à la profanation ; ils se sont donné garde de voir que l'auteur ne parlait de la grandeur, de la beauté de la poésie même du christianisme que parce qu'on ne parlait, depuis cinquante ans, que de la petitesse, du ridicule et de la barbarie de cette religion⁷⁶ ». Chateaubriand soulève ici une objection faite par la majorité des critiques, celle « de porter la main à l'encensoir⁷⁷ », de se prétendre théologien et d'ainsi profaner la religion catholique en la rapportant à l'échelle humaine. À ces propos, Chateaubriand rétorque qu'il « ne vient pas vanter de propos délibéré une religion chérie, admirée et respectée de tous, mais une religion haïe, méprisée et couverte de ridicule par les sophistes⁷⁸ ». Il ajoute que son ouvrage n'aurait pas eu sa place au siècle de Louis XIV, quand la religion était respectée. Il continue sa défense en expliquant qu'il a tout simplement tenté de redonner de la dignité au culte religieux qui apparaît ignoble quand on en parle avec mépris, comme ce fut le cas tout au long du siècle des Lumières.

Un autre reproche fait à l'auteur est que celui-ci a voulu faire de la religion une chose à la mode. Pour se justifier, Chateaubriand rappelle qu'il n'a pas rédigé son apologie à l'intention des chrétiens, des écoliers ou des prêtres, mais bien pour les gens de Lettres. Il précise que, si ce point est oublié, il n'est pas surprenant de constater une incompréhension des lecteurs vis-à-vis son œuvre. Fait ironique, « ce ne sont ni les vrais chrétiens, ni les docteurs de Sorbonne, mais les *philosophes* [...] qui se montrent si *scrupuleux* sur

⁷⁶ *Ibid.*, p. 262.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 263.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 265.

l'ouvrage⁷⁹ ». Ainsi, c'est le public cible, qui devrait avoir les aptitudes nécessaires à la compréhension de l'ouvrage, qui se montre le plus choqué par le sujet abordé dans le *Génie*.

Chateaubriand continue sa défense en rappelant le but de l'ouvrage, celui qu'il ne faut pas oublier : effacer le ridicule dont a été couverte la religion. Plusieurs critiques mentionnent que ce but ne paraît pas atteint par l'auteur et lui en font le reproche. À ce sujet, Chateaubriand répond : « Ce n'est pas là la question. Il faut demander : A-t-il fait tous ses efforts pour l'effacer? sachez-lui gré de ce qu'il a entrepris, non de ce qu'il a exécuté⁸⁰ ». Encore une fois, l'auteur souligne qu'il ne veut aucunement défendre la religion mais plutôt faire le lien entre la religion et la société, mettre en valeur les progrès que celle-ci a accomplis en matière de raison et de mœurs, ses bienfaits sur l'art et la littérature, etc.

Enfin, la dernière critique que nous soulèverons concerne l'usage de l'imagination au sein du *Génie*. Les critiques pensent notamment aux récits d'*Atala* et de *René* qui, rappelons-le, étaient, dans les premières éditions, insérés à l'intérieur même du *Génie du christianisme*. Chateaubriand commence par se défendre en alléguant que « cette idée d'appeler l'imagination au secours des principes religieux n'est pas nouvelle⁸¹ ». Il précise que l'utilisation de l'imagination ne nuit en rien à son ouvrage puisque ces deux récits y conservent la même orientation et reprennent son but premier : « Malgré les écarts de son imagination, perd-il souvent de vue son sujet dans son ouvrage? Il en appelle au critique impartial : quel est le chapitre, quelle est, pour ainsi dire, la page où l'objet du livre ne soit pas reproduit⁸² »? Sur ce point, la critique n'a pas été difficile à convaincre, puisque Reboul écrit en note de bas de page : « Cette vérité a été reconnue par le critique même qui s'est le

⁷⁹ *Ibid.*, p. 266.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 267.

⁸¹ *Ibid.*, p. 271.

⁸² *Ibid.*, p. 278.

plus élevé contre l'ouvrage⁸³ ». Comme Ginguené est le critique le plus imposant, nous présumons que Reboul parle de celui-ci. La *Défense du Génie du christianisme* n'a donc pas été vaine car Chateaubriand a pu convaincre ses ennemis sur au moins un point. Toujours est-il que, même s'il ne parvient pas à éliminer tout reproche à l'égard de son œuvre, Chateaubriand, par sa *Défense*, a réussi à se justifier tout en ajoutant de la notoriété au *Génie* par une argumentation solide.

Finalement, il apparaît que les différentes critiques négatives ont une portée plutôt réduite à côté du succès que remporte Chateaubriand. À sa parution, le *Génie* parvient même à enthousiasmer Bonaparte qui voit en son jeune auteur un écrivain plein de promesses, qui l'aidera à conforter son règne. Ce rapport privilégié entre Napoléon Bonaparte et François-René de Chateaubriand n'est cependant pas de longue durée. Au début du règne de Bonaparte, Chateaubriand, comme le prouvent ses différentes dédicaces adressées à celui-ci, en est un fervent admirateur. Bonaparte lui accorde même un poste de secrétaire d'ambassade à Rome, fonction que Chateaubriand exerce un certain temps. Bien vite pourtant, Chateaubriand se désillusionne quant à ses fonctions et comprend que son rôle n'est que secondaire. Ne sachant comment se défaire de ce poste sans froisser le pouvoir, Chateaubriand profite de l'exécution du duc d'Enghien, le 4 mars 1804, pour se dissocier du gouvernement et pour donner sa démission. C'est à partir de ce moment que Chateaubriand passe du côté de l'opposition, n'approuvant en aucun cas cette exécution. Il restera dans l'opposition jusqu'à la fin du règne de Napoléon. Son opposition, d'abord silencieuse, devient peu à peu ouverte. Ainsi, six mois après son retour de Rome, Chateaubriand

retrait dans la lutte et publiait son courageux article du *Mercure de France* sur la liberté. « C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà

⁸³ *Idem.*

né dans l'Empire! » Et malgré le désir qu'éprouve l'Empereur de ramener à lui le plus grand écrivain de son règne, les relations vont empirant. Les sympathies légitimistes de l'écrivain se renforcent encore sous le poids d'une hostilité désormais ouvertement proclamée contre l'Usurpateur. À la veille de l'abdication de Napoléon, le vicomte publie son pamphlet *De Bonaparte et des Bourbons* qui accable l'Empereur, contient une éloge lyrique de Louis XVIII, et accueille les alliés en libérateurs⁸⁴.

De cette façon, Chateaubriand réussit à faire oublier à ses amis qu'il a adulé Bonaparte et que celui-ci le lui a bien rendu. Peu à peu, Napoléon éloigne tous les grands écrivains et s'en fait des ennemis. Parmi ceux-ci, nous pensons notamment à Chateaubriand, Mme de Staël et Benjamin Constant. Napoléon dira plus tard, pour expliquer sa rupture avec Chateaubriand, qu'

Il y a des hommes, [...] et la France en abonde malheureusement, qui se croient aptes à tout parce qu'ils ont une qualité ou un talent. Au nombre de ces hommes se trouve Chateaubriand qui fait de l'opposition parce que je ne veux pas l'employer. Cet homme est un raisonneur dans le vide, mais doué d'une grande force dialectique. S'il voulait user de son talent dans la ligne qu'on lui désignerait, il pourrait être utile. Mais il ne s'y prêterait pas, et il n'est dès lors bon à rien. Il faut savoir se conduire soi-même ou soumettre à des ordres. Il ne sait faire ni l'un ni l'autre ; aussi ne faut-il pas l'employer. Il s'est offert vingt fois à moi ; mais comme c'était pour me faire plier à son imagination, qui toujours le conduit faux, et non pour m'obéir, je me suis refusé à ses services, c'est-à-dire à le servir⁸⁵.

L'Empereur tente à quelques reprises de renouer avec Chateaubriand, le seul écrivain qu'il juge digne de lui, notamment après la parution, en 1809, des *Martyrs*. L'échec de la distribution des prix décennaux de 1810⁸⁶ n'aida en rien puisque, malgré toutes les pressions

⁸⁴ [Anonyme], *Chateaubriand, le voyageur et l'homme politique*, op. cit., p. X.

⁸⁵ Metternich, *Mémoires et Documents*, I, p. 309, rapporté par Albert Cassagne, op. cit., p. XI.

⁸⁶ Dans un premier temps, qu'est-ce que les prix décennaux ? Ils « représentent une surenchère dans la récompense qui concerne aussi bien les sciences que les arts. Conçus pour être attribués tous les dix ans à la date anniversaire du coup d'état du 18 brumaire, ils sont directement liés à la personne de l'Empereur qui propose " une distribution de grands prix, donnés de notre propre main " à la date du " 18 brumaire an XVIII ". [...] Les buts sont clairement énoncés. Il s'agit tout d'abord " d'encourager les sciences, les lettres et les arts qui contribuent éminemment à l'illustration et à la gloire des nations. " L'objectif est donc essentiellement politique. Les prix doivent servir la gloire du régime, les

du pouvoir sur le jury, Chateaubriand ne figure pas sur la liste des récipiendaires. Le gouffre entre l'Empereur et l'écrivain continue à s'élargir lorsque le discours de réception à l'Académie française de ce dernier est largement censuré par la police napoléonienne et que Chateaubriand préfère refuser le fauteuil qui lui est offert plutôt que de remanier son discours à la convenance de Bonaparte⁸⁷. Même si le vent a tourné et que Chateaubriand n'adule plus Bonaparte au lendemain de l'exécution du duc d'Enghien, l'Empereur n'a pas empêché la parution des écrits de Chateaubriand. La relation entre les deux hommes n'a jamais été totalement rompue grâce à Fontanes qui, ayant des relations au sein de la famille impériale — Élise Bacciochi et Lucien Bonaparte, entre autres — a joué un rôle de médiateur entre Chateaubriand et Napoléon. À part son discours de réception à l'Académie française qui a été censuré, Chateaubriand n'a pas subi de représailles et n'a pas été sommé de s'exiler. La relation entre l'écrivain et le pouvoir, empreinte de fascination mutuelle et de haine, a été un jeu de séduction réciproque et une déception pour les deux partis.

lettres comme les techniques, et être utiles à l'État. La France doit conserver " la supériorité qu'elle s'est acquise dans les sciences et dans les arts " et au-delà des polémiques à propos des mérites respectifs des XVII^e et XVIII^e siècles, il faut " que le siècle qui commence, l'emporte sur ceux qui l'ont précédé " » (Sous la direction de Jean-Claude Bonnet, *L'Empire des Muses. Napoléon, les Arts et les Lettres*, op. cit., p. 124. Toutes les citations contenues à l'intérieur de cette citation proviennent de *La Revue philosophique*, 20 vendémiaire an XIII (12 octobre 1804), p. 125-126). Enfin, pourquoi parle-t-on de l'échec des prix décennaux? En fait, « [l]a tentative échoua parce qu'elle se heurta d'abord aux tenants officiels du goût régnant et des idéologies anciennes » (André Latreille, *L'ère napoléonienne*, Paris, Librairie Armand Colin, 1974, p. 259). De plus, au sein de l'Académie française, chargée de juger la section lettres des prix décennaux, il y a des alliances inhabituelles qui se forment, regroupant, par exemple, des royalistes avec des anciens Montagnards, provoquant un manque de cohésion au sein du jury qui ne réussit pas à s'entendre sur les auteurs à récompenser. Le *Génie du christianisme* de Chateaubriand fait partie des œuvres sur lesquelles le jury ne peut s'entendre. Certains jugent l'ouvrage « défectueux quant au fond et au plan » (Propos tirés de la commission dirigée par Arnault le 13 février 1811 afin de décider si le *Génie* mérite un prix, rapportés dans Sous la direction de Jean-Claude Bonnet, *L'Empire des Muses. Napoléon, les Arts et les Lettres*, op. cit., p. 129). En somme, malgré les requêtes de Napoléon demandant l'obtention d'un prix pour Chateaubriand et son ouvrage le *Génie du christianisme*, ce dernier ne sera jamais récompensé.

⁸⁷ Le discours de réception de Chateaubriand a été refusé lors d'une lecture préliminaire puis soumis à la censure. Il est reproché à Chateaubriand de dénoncer certaines idées de son prédécesseur, Marie-Joseph Chénier, en plus de critiquer ouvertement le pouvoir napoléonien. Pourtant, c'est Napoléon lui-même qui a proposé la candidature de Chateaubriand. Ce dernier, ayant refusé d'apporter des modifications, ne prononcera jamais officiellement son discours à l'Académie française sous le règne de Napoléon et devra attendre la Restauration pour y faire son entrée.

*
* *

Le *Génie du christianisme* a soulevé l'enthousiasme et a connu un grand succès. La réception critique de cet ouvrage est donc excellente : la majorité des critiques témoignent de leur enthousiasme à l'égard de ce nouvel auteur et le gouvernement de Bonaparte accueille le livre avec bonheur, enchanté de pouvoir être soutenu dans sa volonté de rapprochement avec le Pape. Chateaubriand ne connaît donc pas l'exil et n'est pas censuré.

Il est important de souligner que les premières années du régime bonapartiste ont finalement été les seules où Chateaubriand a approuvé le nouveau gouvernement mis en place et cette reconnaissance mutuelle a été un des facteurs favorisant le succès de l'auteur du *Génie*. En s'associant au héros des Français, celui qui avait mis un terme à la Révolution, en valorisant le retour de la religion catholique et en approuvant la paix entre le gouvernement et l'Église, Chateaubriand s'assure la faveur du public. Quelques adeptes de la philosophie des Lumières et de leurs principes s'opposent tout de même à l'ouvrage, mais ces critiques se fondent dans la masse des critiques le qualifiant l'ouvrage de chef-d'œuvre.

Il ne faut également pas négliger le fait que Chateaubriand et ses amis ont contribué à ce triomphe. Les circonstances ont joué en leur faveur et ils ont su en faire bon usage. Les nombreux articles de Fontanes et même de Chateaubriand, qui annonçaient la beauté de l'ouvrage avant même sa parution, ont piqué la curiosité des lecteurs. Ces lecteurs en attendaient donc avec impatience la publication, presque gagnés avant même d'en avoir lu une seule ligne. Nous ne pouvons cependant pas enlever à Chateaubriand son talent d'écrivain

parce que, sans cela, le succès ne l'aurait pas élevé au rang d'un des auteurs les plus prometteurs de son temps. Sa maîtrise de la langue française, la beauté de son expression, son imagination fertile ajoutées à une conscience poussée de la particularité de son époque, a permis à Chateaubriand de s'assurer la gloire.

CONCLUSION

La période couverte dans ce mémoire (1774 à 1805) est large et la censure appliquée au cours de ces années varie passablement selon les périodes, le gouvernement en place, les propos imprimés et les circonstances. De plus, la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle marquent une période de transition, tant sur le plan social et politique qu'en ce qui a trait au mouvement des idées, marquée par la Révolution française, qui relie le siècle des Lumières sous l'Ancien Régime à la période post-révolutionnaire et pré-romantique associée aux temps modernes.

Sous l'Ancien Régime, l'apparition de la philosophie des Lumières bouleverse le monde des intellectuels, puisque cette façon de penser appuyée sur la raison bouscule bien des règles littéraires classiques de mise depuis plusieurs décennies. La montée des philosophes qui se dressent contre le système est saisissante. Le pouvoir doit ajuster son intervention et fixer de nouvelles règles et de nouveaux moyens de censure pour contrer l'élan philosophique qui s'attaque aux pouvoirs religieux et monarchique en plus de rejeter les traditions. De plus, le roi Louis XVI doit tenir compte de la popularité des Lumières et fixer les limites de l'acceptable en ce qui concerne les imprimés. En ce sens, le roi ne veut pas se mettre à dos un groupe de plus en plus visible à mesure que la diffusion de leur pensée augmente, surtout que ce groupe de penseurs rejoint plusieurs milieux français. C'est ce qui explique les variations au fil des ans des mesures répressives. Au début de son règne (1774), Louis XVI se montre extrêmement rigoureux en ce qui concerne la censure mais une surveillance étroite des imprimés n'amène pas les effets escomptés puisque, au lieu de freiner la montée des

Lumières, elle la ravive. Louis XVI adopte alors une attitude plus souple, espérant calmer les voix contestataires ou, du moins, s'attirer les faveurs des milieux intellectuels.

Cette montée des philosophes des Lumières, parmi lesquels on compte, entre autres, Diderot, Voltaire, Montesquieu et Rousseau, provoque de vifs débats au sein des opposants qui se dressent contre les Lumières pour différents motifs : ce sont les anti-Lumières. En effet, les Lumières attirent le mécontentement des anti-Lumières, puisqu'elles dénoncent les préjugés sociaux et moraux ainsi que le pouvoir religieux et politique tout en défendant la liberté et l'égalité de tous les individus. Cependant, ces opposants ne font pas front commun et ne se battent pas pour les mêmes objectifs. Cette diversité au sein des anti-Lumières ne facilite pas la contre-offensive et l'effet de mode qui entoure la philosophie des Lumières continue à prendre de l'ampleur. L'absence d'unité mène donc à une censure inefficace, inégale et désorganisée. De plus, le travail des censeurs n'est pas facilité par l'absence de règles fixes. Cette absence de règles est due à la nouveauté des propos tenus par les Lumières ; les censeurs doivent décider par eux-mêmes ce qui constitue une attaque envers l'Église ou l'État, ce qui rend la censure peu efficace.

Les Lumières fascinent et gagnent peu à peu de nombreux milieux sociaux, favorisant leur influence. La panoplie de leurs écrits circule largement en France et presque librement puisque les moyens de contrôle ne sont pas adaptés pour faire face à cette nouvelle littérature. La réception critique des Lumières, quoique les anti-Lumières mènent une lutte acharnée pour les discréditer, leur est plutôt favorable. À la veille de la Révolution française, Louis XVI augmente les moyens de contrôle de la librairie puisqu'il sent que son pouvoir faiblit. Les contestations envers le pouvoir fusent de toutes parts et pas seulement du côté du mouvement philosophique. Les circonstances économiques et sociales n'aident pas le pouvoir qui a de

plus en plus de difficultés à faire face à toutes les revendications. L'enthousiasme à l'égard des Lumières est donc un des facteurs, parmi d'autres, ayant contribué à la montée révolutionnaire en France. C'est sur la base des principes élaborés par les Lumières (liberté-égalité-fraternité) qu'est menée une révolution qui s'étalera sur dix longues années.

Bien que le peuple soit en révolution, la censure demeure toujours une question d'actualité. Elle est pourtant presque inexistante durant les premières années révolutionnaires. En fait, la Déclaration des droits de l'homme de 1789 proclame la liberté d'expression et de la presse ainsi que l'égalité de tous les individus. La Déclaration est plutôt respectée, du moins jusqu'en 1792, année où débute la Terreur. Sous la Terreur, une police spéciale est mise sur pied pour conserver un certain contrôle sur les pamphlets et les ouvrages circulant auprès des lecteurs. Toutefois, la Déclaration des droits de l'homme n'est pas reniée ouvertement bien que la police de la Commune, mise sur pied par Robespierre, fixe elle-même des limites et des règles de censure tout en pourchassant les journalistes royalistes. Enfin, la Terreur prend fin avec l'arrivée au pouvoir du Directoire et du Conseil des Cinq-cents. Le Directoire s'empresse de rédiger une nouvelle Déclaration des droits de l'homme, ce qui contribuera, pour une courte période, à un semblant de liberté d'expression. Un coup d'État contre le Directoire amène le renforcement de la censure et, bientôt, tout ouvrage, journal ou pamphlet s'opposant au pouvoir en place est condamné et son auteur emprisonné. Déjà, la censure s'apparente à celle qu'exercera Napoléon Bonaparte par la suite. Le coup d'État mené par Bonaparte met fin à la Révolution française en 1799, annonçant une République basée sur les principes mis de l'avant par les Lumières. Pourtant, Bonaparte brise rapidement cette promesse et met en place un pouvoir de plus en plus dictatorial.

Ainsi, la fin de la Révolution n'amène pas le triomphe de la philosophie des Lumières. Elle ne correspond pas non plus avec le rétablissement de la liberté d'expression, puisque Bonaparte met sur pied un contrôle très strict de l'écrit. Au lendemain de la Révolution française, les défenseurs des Lumières proclament que les principes de ceux-ci sont toujours actuels et que seule leur application peut assurer un avenir prometteur, à la hauteur des attentes et des revendications révolutionnaires. Toutefois, au bout de dix ans de lutte acharnée et de violence, les philosophes ne sont plus aussi populaires, puisque plusieurs les croient responsables des massacres engendrés par la Révolution. Las de tous ces troubles, le gouvernement dirigé par Bonaparte apporte un semblant de paix et de calme aux Français, ce qui a l'heur de plaire à la majorité de la population qui en a assez de tous ces débats. Des barrières se dressent rapidement vis-à-vis les défenseurs des Lumières, barrières renforcées par l'attitude de Bonaparte. Ce dernier sait que toute contestation peut nuire à son pouvoir et c'est pourquoi il rejette et censure de plus en plus les propos pouvant réveiller les ferveurs révolutionnaires. Il préconise plutôt la littérature classique et ses règles strictes. Il veut en outre revenir aux traditions religieuses, par la signature du Concordat, et mettre en place un gouvernement centralisateur, donc non démocratique, qui rappelle, en un sens, le système monarchique de l'Ancien Régime.

La publication, en 1800, de *De la littérature* de Mme de Staël, avec ses propos soutenant l'éducation des femmes, le pouvoir républicain, la liberté d'expression basée sur une nouvelle littérature ouverte sur l'étranger et l'émancipation du moi, ne peut en aucun cas plaire à Napoléon Bonaparte. Germaine de Staël est la continuité des Lumières en ce siècle nouveau : « Les idées particulières de Mme de Staël en ce qui concerne les différents genres sont l'aboutissement des tendances que nous avons vu s'exprimer au cours du XVIII^e siècle. Elle les systématise et les justifie, allant jusqu'au bout des réformes, libérée, plus que ses

devanciers, de la tradition classique²⁶⁶ ». Les propos de Mme de Staël, bien qu'ils soient applaudis par le petit cercle en faveur des Lumières, ne plaisent pas dans le milieu intellectuel et au sein du pouvoir. Elle est largement critiquée ; sa préférence pour la littérature du Nord, sa doctrine concernant la perfectibilité de l'être humain, son manque de connaissances l'empêchant de juger adéquatement les littératures des siècles passés et étrangères sont des points qui lui attirent des reproches dans différents journaux. De plus, la nouveauté de son discours, qui annonce le courant littéraire romantique, surprend plusieurs lecteurs qui jugent les propos de l'auteur insolites. Cette nouvelle façon d'aborder et d'inventer la littérature ne correspond à rien qui soit connu et est donc généralement rejetée. La réception critique de *De la littérature* n'est donc pas celle escomptée par l'auteure et, malgré la préface de la seconde édition que l'auteur propose pour se défendre des critiques négatives, l'œuvre, bien qu'elle connaisse quelques succès, est plutôt mal accueillie. *De la littérature* n'est pas directement censuré par le pouvoir en place, mais Bonaparte ne cache pas son aversion envers l'œuvre qui sera l'élément déclencheur d'une longue période d'exil pour Mme de Staël, qui doit quitter Paris dès 1802. Elle se réfugiera en Suisse, dans son château à Coppet. Un petit groupe appuyant Mme de Staël se regroupe alors autour d'elle à Coppet, ce qui ne plaît pas à Bonaparte. Il va même jusqu'à menacer les amis de Mme de Staël de les exiler à leur tour s'ils lui rendent visite, chose qu'il n'hésite pas à faire. Ainsi, en septembre 1811, Mme Récamier est exilée par Napoléon pour avoir rendu visite à son amie à Coppet.

La réaction contre les Lumières n'aide en rien les critiques faites à l'égard de Mme de Staël. Ces mêmes circonstances jouent toutefois en faveur de Chateaubriand lorsqu'il publie *Atala* suivi du *Génie du christianisme*. Les lecteurs français sont séduits dès la parution des deux ouvrages et « [t]oute cette année 1802, il [Chateaubriand] jouit de sa gloire neuve, est

²⁶⁶ Philippe Van Tieghem, *Les grandes doctrines littéraires en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, p. 164.

reçu et fêté partout, à Paris et en province²⁶⁷ ». Bonaparte appuie ouvertement ses œuvres qui prônent la beauté de la religion chrétienne au lendemain de la signature du Concordat. Il ne faut pas oublier que le sujet a été soigneusement choisi et que la publicité entourant la future publication de Chateaubriand a contribué à éveiller la curiosité du lectorat français. Le fait d'insinuer que Chateaubriand approuve la politique de Bonaparte et que celui-ci appuie le jeune auteur favorise le succès entourant les deux ouvrages car, au début du XIX^e siècle, Bonaparte est perçu comme le sauveur de la France. Cette courte alliance entre Napoléon Bonaparte et Chateaubriand facilite la propagation des œuvres. Il demeure certainement quelques périodiques philosophiques, entre autres, pour critiquer négativement le *Génie du christianisme* mais, dans l'ensemble, c'est un triomphe.

De la littérature et le *Génie du christianisme* procèdent du même courant. Chateaubriand et Mme de Staël veulent définir les nouvelles bases de la société après que la Révolution française ait tout balayé. Ils souhaitent tous deux construire un monde meilleur basé sur un gouvernement et des institutions démocratiques : là où Mme de Staël voit l'importance de la philosophie pour une société meilleure, Chateaubriand y voit la religion. Ils sont les pionniers d'une littérature naissante; néanmoins, « [n]i Mme de Staël, ni surtout Chateaubriand, n'avaient conscience de fomentier une révolution littéraire, ni même de jeter les bases d'une doctrine nouvelle. Tout au plus pensaient-ils continuer à assouplir la littérature classique et à l'enrichir²⁶⁸ ». Pourtant, à la parution de *De la littérature*, Chateaubriand appuie Fontanes, le critique le plus dur à l'égard de l'œuvre de Mme de Staël, et Chateaubriand publie lui-même quelques articles contre l'ouvrage. Cette opposition entre les deux auteurs est de courte durée.

²⁶⁷ Chateaubriand, *René*, présenté par Claude Martin, « Chateaubriand et son temps », Paris, Éditions Bordas, 1984, p. 9-10.

²⁶⁸ Philippe Van Tieghem, *op. cit.*, p. 176.

Tout comme l'alliance Chateaubriand-Bonaparte, l'opposition Chateaubriand-Mme de Staël n'est que passagère. À la sortie de *De la littérature*, Chateaubriand se range du côté de Fontanes, fervent adversaire de Germaine de Staël. Il écrit même quelques articles dans *Le Mercure de France*, dont un paru le 22 décembre 1800, à la suite de la publication de la préface de la seconde édition de *De la littérature*. Cet article, intitulé *Lettre au citoyen Fontanes sur la seconde édition de l'ouvrage de Mme de Staël*, est un long compte-rendu polémique et passablement injuste à l'égard de Mme de Staël qui dénonce, entre autres, la notion de perfectibilité mise de l'avant par l'auteure. Chateaubriand considère que ce n'est pas grâce à la raison que la France se remettra des désordres des dernières années. Il affiche clairement sa préférence envers la religion : « Il n'est pas difficile d'apercevoir que c'est le christianisme qui a raison, et que lui seul a rétabli la véritable nature²⁶⁹ ». Partout où Mme de Staël voit l'importance du raisonnement à travers le questionnement philosophique, Chateaubriand y voit la foi catholique. En effet, Chateaubriand fait une distinction entre « l'intelligence courte » de la philosophie des Lumières, qui « croit tout voir, parce qu'elle reste les yeux ouverts », et « l'intelligence supérieure [qui] consent à fermer les yeux, parce qu'elle aperçoit tout en dedans²⁷⁰ ». Bien que l'opposition entre Chateaubriand et Mme de Staël paraisse fortement ancrée, il n'en est rien. Si au cours des mois qui suivirent la publication de *De la littérature*, Chateaubriand se prononce ouvertement contre Mme de Staël, c'est entre autres parce qu'il joue le jeu afin de mettre toutes les chances de son côté pour la sortie du *Génie*. En se liant au cercle de Fontanes, son ami et protecteur, il se doit de se ranger de son avis. À l'époque, Fontanes exerce une grande influence auprès des intellectuels et est près également du pouvoir gouvernemental. Cette alliance avec Fontanes permet ainsi au jeune Chateaubriand de se faire remarquer par l'élite française.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 25-26.

²⁷⁰ Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Éditions Jean-Claude Berchet, Garnier, tome 1, 1998, p. 420.

Au début du XIX^e siècle, la relation entre Mme de Staël et Chateaubriand est d'abord tendue : « Chateaubriand écrivait son *Génie du christianisme* dans le temps où Mme de Staël publiait son livre *De la littérature*. Ils étaient aux antipodes l'un de l'autre. Chateaubriand la sentit rivale et hostile [...]. Mais ce fut une rivalité plus sérieuse : il ne s'agissait plus du règne des salons ; il s'agissait de la domination intellectuelle de l'époque²⁷¹ ». En tant qu'héritière de la philosophie des Lumières, Mme de Staël ne se convertit point à la rhétorique néo-chrétienne de Chateaubriand mais, malgré certaines différences d'opinions, un certain respect mutuel s'installe entre les deux auteurs. Peu à peu, Chateaubriand se met à fréquenter le salon parisien de Mme de Staël et ils y échangent abondamment leurs idées, se faisant la lecture de leurs ouvrages respectifs en cours. Dès 1801, l'opposition entre Chateaubriand et Mme de Staël semble chose du passé. Il est vrai que les propos de Chateaubriand dans le *Mercure de France* ont blessé Mme de Staël. Ce que désapprouve surtout Mme de Staël, c'est que ce jeune émigré se serve de *De la littérature* pour la discréditer tout en faisant de la publicité pour son ouvrage à paraître. Grâce à l'entremise de Pauline de Beaumont, amie de Mme de Staël et fervente admiratrice des œuvres de Chateaubriand, les deux opposants concluent une paix qui durera au fil des ans. Bien d'autres amitiés seront communes aux deux auteurs, ils fréquentent rapidement les mêmes cercles et Chateaubriand fait plusieurs visites à son amie dans son château de Coppet pendant son exil prolongé. Le 21 juillet 1801, grâce à l'influence de Mme de Staël qui, à la suite de la préface d'*Atala*, ne garde aucune rancune envers Chateaubriand, ce dernier est rayé de la liste des émigrés. En effet, dans une ultime tentative pour se faire pardonner ses anciens propos désobligeants à l'égard de Mme de Staël, Chateaubriand écrit dans la préface d'*Atala-René* : « Mais dès lors que j'ai offensé, j'ai été

²⁷¹ Albert Sorel, *Mme de Staël*, Paris, Librairie Hachette, 1890, p. 109.

trop loin ; qu'il soit donc tenu pour effacé ce passage²⁷² ». Par la suite, plusieurs lettres recueillies dans la correspondance de Mme de Staël et de Chateaubriand prouvent l'amitié qui unit les deux personnages. Le 28 mai 1801, Chateaubriand écrit à Mme de Staël en la qualifiant d' « excellente amie²⁷³ ». Quelques jours plus tard, soit le 16 juin 1801, une autre lettre de Chateaubriand est adressée à Mme de Staël : « À présent que nous sommes philosophes et civilisés, nous sommes trop raisonnables pour être oisifs, trop froids pour être amoureux, et il y aura tantôt douze ans que le bon temps est devenu rare en France²⁷⁴ ». Les propos de Chateaubriand rappellent la proximité qui lie les deux écrivains et les circonstances qui les rapprochent. L'allusion aux philosophes montre bien que Chateaubriand n'est pas totalement en désaccord avec Mme de Staël comme son article dans le *Mercure de France* le laisse croire. Cette correspondance se poursuit jusqu'à la mort de Mme de Staël, le 14 juillet 1817. Quant à Fontanes et ses attaques, Chateaubriand juge, dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, qu'il « a été souverainement injuste envers Mme de Staël²⁷⁵ ».

Ainsi, Mme de Staël et Chateaubriand sont bien de la même époque et font face aux mêmes circonstances. Ils mettent tous deux de l'avant une nouvelle littérature qui s'épanouira chez les Romantiques. Pionniers d'une ère littéraire nouvelle, coupée du classicisme pré-révolutionnaire et encore peu établie en raison de son caractère novateur, ces deux auteurs, quelle qu'ait été leur réception critique réciproque, sont reconnus aujourd'hui comme étant les précurseurs d'une nouvelle littérature.

À l'aube du XIX^e siècle, François-René de Chateaubriand saisit déjà l'importance qu'aura la Révolution française sur l'avenir de la France et comprend qu'il assiste à un

²⁷² *Atala-René*, Paris, Éditions Le Normand, 1805, p. 8.

²⁷³ Louis Thomas, *Correspondance générale de Chateaubriand*, Paris, Librairie ancienne, Honoré et Edouard Champion, éditeurs, 1912, p. 48.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 50.

²⁷⁵ Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe*, *op. cit.*, p. 204.

tournant historique où le cours du temps est suspendu «entre deux siècles comme au confluent de deux fleuves²⁷⁶ ». Tout comme Mme de Staël, Chateaubriand grandit en pleine crise et entrevoit la brèche créée dans le temps, brèche qui rend le passé inopportun face à un avenir vierge et dépouillé de tout repère. En effet, la société française voit ses fondements et ses idéaux les plus profondément ancrés remis en question par la philosophie des Lumières au XVIII^e siècle et est, par la suite, bousculée par la Révolution française. Dans la même lignée que son contemporain, Germaine de Staël cible l'importance des événements révolutionnaires en débutant ses *Considérations sur la Révolution française* par ces propos : « La révolution de France est une des grandes époques de l'ordre social. Ceux qui la considèrent comme un événement accidentel, n'ont porté leurs regards ni dans le passé, ni dans l'avenir. Ils ont pris les acteurs pour la pièce; et, afin de satisfaire leurs passions, ils ont attribué aux hommes du moment ce que les siècles avoient préparé²⁷⁷ ». Dans ses écrits, Chateaubriand joue le rôle d'observateur impuissant face à ce qui se déroule sous ses yeux, pendant que Mme de Staël va plus loin. Elle cherche à remettre les choses à leur place respective en liant passé, présent et futur pour ainsi mieux comprendre les événements tout en défendant les Lumières qui se voient discrédités par les incidents révolutionnaires sanglants. Contrairement à Chateaubriand qui regrette le passé balayé par la Révolution, Mme de Staël y voit une nécessité favorable à l'humanité : « Il suffisoit cependant de jeter un coup d'œil sur les principales crises de l'histoire, pour se convaincre qu'elles ont été toutes inévitables, quand elles se rattachoient de quelque manière au développement des idées ; et qu'après une lutte et des malheurs plus ou moins prolongés, le triomphe des lumières a toujours été favorable à la grandeur et à l'amélioration de l'espèce humaine²⁷⁸ ». Ici, Mme de Staël regarde vers l'avenir, espérant voir l'homme aller de l'avant sans regret, pour s'élever sous un jour nouveau au moment où

²⁷⁶ Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Gallimard/Le Seuil, coll. « Hautes Études », 1997, p. 239.

²⁷⁷ Mme de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, Paris, Éditions Tallandier, 2000, p. 63.

²⁷⁸ *Idem*.

Chateaubriand se tourne vers le passé dont il contemple les richesses, espérant également un avenir prometteur qu'il ne peut toutefois s'empêcher d'appréhender. Chacun à leur manière, Mme de Staël et Chateaubriand sont néanmoins des flambeaux pour la France.

BIBLIOGRAPHIE

I-Oeuvres étudiées

CHATEAUBRIAND, François-René, *Atala*, Paris, Éditions Larousse, 1984, 142 p.

---, *Génie du christianisme*, Paris, Éditions Garnier-Flammarion, 1966, tome 1 et 2, 511 p. et 504 p.

STAËL, Germaine de, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, Édition établie par Gérard Gengembre et Jean Goldzink, Paris, GF Flammarion, 1991, 445 p.

II. Ouvrages et articles sur Madame de Staël

A.J.D.B., *Magasin encyclopédique, ou Journal des sciences, des lettres et des arts*, t. III, 1800.

[Anonyme], *Göttingische Anzeigen von gelehrten Sachen*, no 149, 18 septembre 1800.

[Anonyme], *Journal des hommes libres de tous les pays*, no 161, 19 floréal an VIII (9 mai 1800).

[Anonyme], « De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales de Mme de Staël », *La Clef du Cabinet des Souverains*, no 1264, 20 messidor an VIII (juillet 1800), p. 5 à 8.

[Anonyme], *Mercure de France*, « De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales de Mme de Staël, premier extrait », juillet 1800, p. 13 à 38 et « second extrait », p. 171-196.

BALAYÉ, Simone, *Femmes et société*, Paris, Éditions Martinsart, 1980, 388 p.

---, *Madame de Staël : écrire, lutter, vivre*, Genève, Librairie DROZ S.A., 1994, 390 p.

---, *Madame de Staël : Lumières et liberté*, Paris, Éditions Klincksieck, 1979, 271 p.

---, *Madame de Staël et le gouvernement impérial en 1810 : le dossier de suppression de « De l'Allemagne »*, Extrait du no 19 des Cahiers Staëliens, Paris, Éditions Victor Attinger, 1974, 77 p.

BARBERIS, Pierre, « Mme de Staël : Du romantisme, de la littérature et de la France nouvelle », *Europe*, vol. 64, nos 693/694, janv.-fév. 1987, p.6-21.

BAUDUS, *Le spectateur du Nord*, t. XV, juillet 1800, p. 95-114, août 1800, p. 228-246, septembre 1800, p. 389-412.

CARAMASCHI, Enzo, *Voltaire, Mme de Staël, Balzac*, Italie, Liviana editrice in Padova, 1977, 317 p.

CHAPUISAT, Edouard, « Mme de Staël et la police », *Bulletin de l'Institut national genevois*, 1913, p. 1-66.

CHATEAUBRIAND, François-René, *Mercure de France*, 22 décembre 1800, p. 41-42.

COULET, Henri, « Révolution et roman selon Mme de Staël », *Revue d'Histoire littéraire de la France*, vol. 87, no 4, 1987, p. 638-660.

DELON, Michel et MÉLONIO, Françoise (sous la direction de), *Mme de Staël*, Actes du colloque de la Sorbonne du 20 novembre 1999, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000, 136 p.

DIDIER, Béatrice, *Madame de Staël*, Paris, Éditions Ellipses, 1999, 118 p.

DUBÉ, Pierre H., *Bibliographie de la critique sur Mme de Staël (1789-1994)*, Genève, Librairie DROZ S.A., 1998, 426 p.

DURAND-SENDRAIL, Béatrice, « Mme de Staël et la condition post-révolutionnaire », *Romanic Review*, vol. 82, no 1, janvier 1991, p. 36-48.

DUSSAULT, *Journal des Débats*, 29 Brumaire an IX (20 novembre 1800), p. 3-4.

DE FONTANES, Louis, *Mercure de France*, 1^{er} Messidor an VIII (20 juin 1800), p. 18 et 17 décembre 1800.

GEOFFROY, *L'Année littéraire*, 20 Frimaire an IX (11 décembre 1800), p. 297-298.

GUILLEMIN, Henri, *Madame de Staël et Napoléon ou Germaine et le Caïd ingrat*, Bienne, Éditions du Panorama, 1966, 268 p.

GWYNNE, G. E., *Madame de Staël et la révolution française : politique, philosophie, littérature*, Paris, Éditions A.G. Nizet, 1969, 320 p.

JASINSKI, W. Béatrice, *Correspondance générale de Mme de Staël : Lettres diverses*, Paris, Éditions Jean-Jacques Pauvert, 1965, 712 p.

---, *Correspondance générale de Mme de Staël, tome V, première partie, France et Allemagne (1^{er} août 1803 au 19 mai 1804)*, Paris, Éditions Hachette, 1982, 343 p.

JEFFREY, « Foreign Catalogue », *British Critic*, vol. 16, juillet-décembre 1800.

JOURDAN, A., *La Gazette nationale ou le Moniteur Universel*, 21 juin 1800, p. 1099 à 1100 et 24 mai 1801, p. 1019 à 1021.

KLOOCKE, Kurt, *Correspondance : Mme de Staël, Charles de Villiers et Benjamin Constant*, Paris, Éditions Peter Lang, 1993, 337 p.

DE LUPPÉ, Robert, *Les idées littéraires de Mme de Staël et l'héritage des Lumières (1795-1800) : essais d'art et de philosophie*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1969, 184 p.

MORTIER, Roland, « Madame de Staël et l'héritage des Lumières, philosophie et religion dans la pensée de Madame de Staël » et « Constant et les Lumières », *Clartés et ombres du siècle des Lumières. Études sur le XVIII^e siècle littéraire*, Genève, Librairie Droz, 1969, p. 125-133.

PFLAUM, Rosalind, *Madame de Staël*, ouvrage publié sous les auspices de la Société d'Études staéliennes à la librairie Fischbacher, Paris, 1969, 365 p.

DE LA REYNIÈRE, Grimod, *Le Courier des Spectacles, journal des théâtres et de littérature*, no 1173, 21 mai 1800, p. 3-4.

ROUSSEL, *La Clef du Cabinet des Souverains*, 5 août 1800, p. 4-5.

SAINT-AUBIN, *L'Ami des lois*, no 1692, 7 floréal an VIII (27 avril 1800), p. 2 et no 1702, 17 floréal an VIII (7 mai 1800), p. 3.

SALAVILLE, Jean-Baptiste, « De la perfectibilité », juin 1801.

SOLOVIEFF, Georges, *L'Allemagne et Mme de Staël : en marge d'un « événement »*, Paris, Éditions Klincksieck, 1990, 210 p.

---, « Madame de Staël vue par ses contemporains », *Revue d'histoire littéraire de la France*, Paris, no 66, 1966, p. 130-139.

SOREL, Albert, *Madame de Staël*, Paris, Librairie Hachette, 1890, 216 p.

III. Ouvrages et articles sur Chateaubriand

[Anonyme], *Chateaubriand, le voyageur et l'homme politique*, Paris, Bibliothèque nationale, 1969, 212 p.

CASSAGNE, Albert, *La vie politique de François de Chateaubriand, consulat, empire, première restauration*, Paris, Librairie Plon, 1911, 483 p.

CHRISTOPHOROV, Petr, *Sur les pas de Chateaubriand en exil*, Paris, Éditions de Minuit, 1961, 278 p.

CLÉMENT, Jean-Paul, *Chateaubriand : biographie morale et intellectuelle*, Paris, Éditions Flammarion, 1998, 699 p.

DIDIER, Béatrice, *Chateaubriand*, Paris, Éditions Ellipses, 1999, 119 p.

DIÉGUEZ, Manuel de, *Chateaubriand ou le poète face à l'histoire*, Paris, Éditions Plon, 1963, 254 p.

DIESBACH, Ghislain de, *Chateaubriand*, Paris, Éditions Perrin, 1998, 595 p.

DUHAMEL, Roger, *Aux sources du romantisme français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1964, 230 p.

DE FONTANES, Louis, *Mercure de France*, 1^{er} frimaire an IX (22 novembre 1800).

---, *Mercure de France*, 15 floréal an X (avril 1801).

---, *Mercure de France*, « Génie du christianisme ou Beautés de la religion chrétienne par François-Auguste Chateaubriand », no XLV, 25 germinal an X (15 avril 1802), p. 116-137.

---, *Mercure de France*, « Littérature : Génie du christianisme ou Beautés de la Religion chrétienne par François-Auguste Chateaubriand », 28 germinal an X de la République française, une et indivisible (avril 1802), vol. 27, no 208, p. 842-844.

FUMAROLI, Marc, *Chateaubriand : poésie et terreur*, Paris, Éditions de Fallois, 2003, 799 p.

GILLOT, Hubert, *Chateaubriand : ses idées, son action, son œuvre*, Paris, Les belles lettres, 1934, 392 p.

GIRAUD, Victor, *Le christianisme de Chateaubriand*, Paris, Éditions Hachette, 1925, 154 p.

DE LESCURE, M., *Les grands écrivains français : Chateaubriand*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1892, 206 p.

MOREAU, Pierre, *Chateaubriand, l'homme et l'œuvre*, Paris, Hatier-Boivin, 1956, 207 p.

ROULIN, Jean-Marie, *Chateaubriand, l'exil et la gloire : du roman familial à l'identité littéraire dans l'œuvre de Chateaubriand*, Paris, Éditions H. Champion, 1994, 412 p.

DE SÉDOUY, Jacques-Alain, *Chateaubriand, un diplomate insolite*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1992, 221 p.

THOMAS, Louis, *Correspondance générale de Chateaubriand*, Paris, Librairie ancienne, Honoré et Édouard Champion, éditeurs, 1912, 403 p.

IV. Ouvrages et articles sur Napoléon Bonaparte

ABRAHAM, Pierre (sous la direction de), « Napoléon et la littérature », *Europe*, nos 480/481, avril-mai 1969, 410 p.

BARON, Pierre (sous la direction de), « Napoléon : empereur ou dictateur? », *Historia thématique*, no 92, novembre-décembre 2004, 99 p.

BERNET, Anne, « La presse à la botte, la culture au pas », *Historia Thématique*, « Napoléon, empereur ou dictateur? », no 92, novembre-décembre 2004, p. 62-69.

BONNET, Jean-Claude (sous la direction de), *L'Empire des Muses. Napoléon, les Arts et les Lettres*, Saint-Just-la-Pendue, Éditions Belin, 2004, 485 p.

BOUVIER-AJAM, Maurice, « La peur des idéologues », *Europe*, « Napoléon et la littérature », nos 480-481, avril – mai 1969, p. 62-69.

CASANOVA, Antoine, *Napoléon et la pensée de son temps : une histoire intellectuelle singulière*, Paris, Éditions La Boutique de l'Histoire, 2000, 324 p.

CASTELLI, Christian (sous la direction de), « Le sacre de l'Empereur (2 décembre 1804) », *Napoléon I^{er} : Le magazine du Consulat et de l'Empire*, no 29, novembre-décembre 2004, 65 p.

DUBRETON, J. Lucas, *Les grandes époques de l'histoire : la France de Napoléon*, Paris, Éditions Hachette, 1947, 299 p.

GORCE, Jean-Robert (sous la direction de), « Napoléon mérite-t-il sa gloire? », *Questions pour l'histoire*, no 1, octobre-novembre 2004, 98 p.

D'HAUTERIVE, Ernest, *La police secrète du premier empire : bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur (1805-1806), tome II*, Paris, Librairie académique Perrin et Cie, 1913, 626 p.

---, *La police secrète du premier empire : bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur (1806-1807), tome III*, Paris, Librairie académique Perrin et Cie, 1922, 594 p.

---, *La police secrète du premier empire : bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur (1808-1809), tome IV*, Paris, Librairie historique R. Clavreuil, 1963, 777 p.

---, *La police secrète du premier empire : bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur (1809-1810), tome V*, Paris, Librairie historique R. Clavreuil, 1964, 568 p.

JOURDAN, Annie, *L'empire de Napoléon*, Paris, Éditions Flammarion, 2000, 351 p.

---, *Napoléon : Héros, imperator, mécène*, Paris, Éditions Aubier, 1998, 396 p.

LAROUSSE, Pierre, *Bonaparte*, Montréal, Éditions Mémoire de Livre, 2002, 328 p.

LAS CASES, *Mémorial de Sainte-Hélène, 25-28 février 1816*, dans L.-H. Lecombe, *Napoléon et le monde dramatique*, Paris, 1912.

LATREILLE, André, *L'ère napoléonienne*, Paris, Librairie Armand Colin, 1974, 383 p.

MARTIN, Xavier, « Tout pour le peuple, rien par le peuple », *Historia Thématique*, « Napoléon, empereur ou dictateur? », no 92, novembre-décembre 2004, p. 30-35.

NORMA, Pierre, *Napoléon*, Sarthe, Éditions maxi-poche, 2002, 218 p.

PARISET, Georges, « Le Consulat et l'Empire (1799-1815) », *Histoire de la France contemporaine*, tome 3, sous la direction d' Ernest Lavisse, Paris, Éditions Hachette, 479 p.

PETITEAU, Natalie, *Napoléon de la mythologie à l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, 439 p.

PONTEIL, Félix, *Napoléon I^{er} et l'organisation autoritaire de la France*, Paris, Librairie Armand Colin, 1956, 220 p.

SOBOUL, Albert, *Le Premier Empire*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Que sais-je?, 1973, 126 p.

TULARD, Jean, GENGEMBRE, Gérard, GOETZ, Adrien, JOURQUIN, Jacques, LENTZ, Thierry, *L'ABCdaire de Napoléon et de l'Empire*, Paris, Éditions Flammarion, 1998, 120 p.

TULARD, Jean (sous la direction de), *L'Europe au temps de Napoléon*, Éditions Horvath, 1989, 606 p.

WEIDER, Ben, *Napoléon : Liberté-égalité-fraternité*, Trois Pistoles, Éditions Trois Pistoles, 1997, 351 p.

WELVERT, Eugène, ROGER, R. et CHERNOVIZ (annoté par), F., *Napoléon et la police sous la première restauration d'après les rapports du comte Beugnot au roi Louis XIII*, Paris, 327 p.

V. Ouvrages théoriques et méthodologiques

BENOIT, Denis, *Littérature et engagement : de Pascal à Sartre*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, 317 p.

BOURDIEU, Pierre, *Les Règles de l'art*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, 480 p.

DUBOIS, Jacques, *L'Institution de la littérature*, Bruxelles, Éditions Labor, 1978, 188 p.

HARTOG, François, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Lonrai, Éditions du Seuil, 2003, 257 p.

KOSELLECK, Reinhart, *Le futur passé*, traduit par J. Hooek et M.-Cl. Hooek, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990, 334 p.

LÉVI-STRAUSS, Claude, « Histoire et ethnologie », *Annales ESC*, 6, 1983, p.1217-1231.

---, « Retours en arrière », *Les Temps modernes*, no 598, 1998, p.66-69.

VAN TIEGHEM, Philippe, *Les grandes doctrines littéraires en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, 302 p.

WINOCK, Michel, *Les Voix de la liberté*, Paris, Seuil, 2001, 681 p.

VI. Ouvrages sur la censure

BARRACHINA, Marie-Aline, (Mimmoc), *Censure(s) et identité(s)*, Paris, Les Cahiers Forell, 1999, 120 p.

BEST, Janice, *La subversion silencieuse : censure, autocensure et lutte pour la liberté d'expression*, Montréal, Les Éditions Balzac, coll. L'Univers des discours, 2001, 293 p.

BLOCH, Olivier et MCKENNA, Antony, *La lettre clandestine*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, 360 p.

BARRACHINA, Marie-Aline, (Textes réunis et présentés par), *Censure(s) et identité(s)*, Poitiers, Les Cahiers Forell, 1999, 120 p.

COUTURIER, Maurice, *Roman et censure ou la mauvaise foi d'Éros*, Paris, Éditions Champ Vallon, 1996, 255 p.

D'HAUTERIVE, E, *La police secrète du Premier Empire, Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur, 1804-1809*, Paris, Perrin, 1963, 211 p.

DIDIER, Béatrice et Jacques NEEFS (Études réunies et présentées par), *Sortir de la révolution : Casanova, Chénier, Staël, Constant, Chateaubriand : Manuscrits de la Révolution 3*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1994, 260 p.

DURY, Maxime, *La censure : la prédication silencieuse*, Paris, Éditions Publisud, 1995, 325 p.

GOTTERI, Nicole, *La police secrète du Premier Empire, Bulletins quotidiens adressés par Savary à l'Empereur*, Paris, Éditions Champion, 1997-1998, 89 p.

KAEMPFER, Jean et Jérôme MEIZOZ, *Littérature et morale publique : censure, justice, presse XVII^e-XX^e siècles*, Lausanne, Imprimerie Chabloz S.A., 2003, 151 p.

LOCRÉ, M., *Discussions sur la liberté de la presse, la censure, l'imprimerie et la librairie qui ont eu lieu dans le sein du Conseil d'État pendant les années 1808, 1809, 1810, 1811*, Paris, Perrin, 1819, 139 p.

MINOIS, Georges, *Censure et culture sous l'Ancien Régime*, Paris, Éditions Fayard, 1995, 335 p.

NETZ, Robert, *Histoire de la censure dans l'édition*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Que sais-je?, 1997, 127.

ORY, Pascal, *La censure en France à l'ère démocratique (1848-...)*, Bruxelles, Éditions complexe, Coll. Histoire culture, 1997, 357 p.

THÉRY, Jean-François, *Pour en finir une bonne fois pour toutes avec la censure*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1990, 248 p.

WELSCHINGER, V.H, *La censure sous le Premier Empire*, Paris, Charavay Éditeurs, 1882, 235 p.

VII. Ouvrages sur la période pré-révolutionnaire (1769-1789)

BEHLER, Ernst, « Le premier romantisme : crise des Lumières », *Revue germanique internationale*, « La crise des Lumières », no 3, janvier 1995.

CONDORCET, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Paris, Éditions Flammarion, 1988, 350 p.

COTTRET, Monique, *Culture et politique dans la France des Lumières (1715-1792)*, Paris, Éditions Armand Colin, 2002, 249 p.

DELON, Michel, « Réhabilitation des préjugés et crise des Lumières », *Revue germanique internationale*, « La crise des Lumières », Paris, Presses universitaires de France, no 3, janvier 1995.

EMSLEY, Claude, *La maréchaussée à la fin de l'Ancien Régime. Notes sur la composition du corps*, RHMC, octobre-décembre, 1986.

PAUL, Jean-Marie, « Des lumières contrastées : Cassirer, Horkheimer et Adorno », *Revue germanique internationale*, « La crise des Lumières », no 3, janvier 1995, p. 51-52.

ICHER, François (textes recueillis et présentés par), *Les Lumières*, Baume-les-Dames, Éditions de la Martinière, 2004, 79 p.

MASSEAU, Didier, *Les ennemis des philosophes : l'antiphilosophie au temps des Lumières*, Paris, Éditions Albin Michel, 2000.

MARCUZZI, Max, PINTO, Éveline, PIQUÉ, Nicolas et SABBAGH, Daniel, « Philosophie dans la France des Lumières », *Revue de synthèse*, Paris, Albin Michel, no 1, janvier-mars 1997, 184 p.

MORTIER, Roland, *Clartés et ombres du siècle des Lumières: Études sur le XVIII^e littéraire*, Genève, Librairie DROZ, 1969, 161 p.

VIII. Ouvrages sur la Révolution française (1789-1799)

BAECQUE, A. de, *La dénonciation publique dans la presse et le pamphlet (1789-1791)*, Paris, La Découverte, 1991, 440 p.

LEFREBVRE, Georges, *La France sous le Directoire (1795-1799)*, Paris, Éditions sociales, 1977, 937 p.

SOBOUL, Albert, *Précis d'histoire de la Révolution française*, Paris, Éditions sociales, 1962, 530 p.

MARTIN, Jean-Clément, *La Révolution française : étapes, bilans et conséquences*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, 61 p.

MELCHIOR-BONNET, Bernardine, *La Révolution et l'Empire (1789-1815)*, Paris, Librairie Larousse, 1988, 327 p.

IX. Sites Internet

http://www.napoleon.org/fr/salle_lecture/articles/files/napoleontheatre_hicksfevrier2003.asp, site consulté le 2 avril 2007.

<http://www.animesnoringo.com>, site consulté le 29 mai 2007.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Julien_Louis_Geoffroy, site consulté le 29 mai 2007.

http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Marie_Jean_Antoine_Nicolas_Caritat_marquis_de_Condorcet, site consulté le 7 juin 2007.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/H%C3%A9bertistes>, site consulté le 20 novembre 2007.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Indulgents>, site consulté le 20 novembre 2007.

X. Autres

[Anonyme], *La Revue philosophique*, 20 vendémiaire an XIII (12 octobre 1804).

BEAUMARCHAIS, *Le mariage de Figaro*, Paris, Éditions du Seuil, 1953, 301 p.

CHATEAUBRIAND, *Atala, René, Les Natchez*, « Préface de 1805 », Paris, Édition Librairie Générale Française, 1989, 136 p.

---, *Correspondance générale*, Paris, Éditions Gallimard, 1977, 328 p.

---, *Génie du Christianisme*, in *Essai sur les Révolutions – Génie du Christianisme*, Paris, Gallimard, 1978, 2089 p.

---, *Études ou discours historiques*, in *Œuvres complètes*, Paris, Édition A. Delahays, 1831, t. III.

---, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Gallimard/ Le Seuil, coll. «Hautes Études», 1997, 754 p.

---, « Atala ou les amours de deux sauvages dans le désert », *Mercure de France*, no XX, 16 germinal an IX (6 avril 1801), p. 87-109.

---, *René*, Paris, Éditions Bordas, 1984, 126 p.

COMTESSE DE BOIGNE, *Mémoires de la Comtesse de Boigne née d'Osmond*, *Le Mercure de France*, «Le temps retrouvé», 1982, 73 p.

Correspondance de Frédéric II, Archives de la Bastille, éd. Ravaisson, vol. XIV.

DELON, Michel et MALANDAIN, Pierre, *Littérature française du XVIII^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, 521 p.

Dictionnaire de l'Académie française, Marsanne, 1694, (ressource électronique présentée par Isabelle Turcan).

DOUMIC, René, *Hommes et idées du XIX^e siècle*, Paris, Librairie académique Didier, 1903, 300 p.

Gazette nationale ou Le Moniteur universel, « Mélanges », Paris, Éditions chez H. Agasse, 16 nivôse an VIII (29 décembre 1800), no 18, vol. 22, 725 p.

GODECHOT, Jacques, *Histoire générale de la presse française*, t. I, Paris, Presses universitaires de France, 1969.

JOVICEVICH, Alexandre, *Correspondance de Jean-François de la Harpe*, Paris, Éditions Universitaires, 1965.

MARTIN, Henri-Jean et CHARTIER, Roger (sous la direction de), *Histoire de l'édition française : tome II, Le livre triomphant*, Jouve, Éditions Promodis, 1984, 653 p.

---, *Histoire de l'édition française : tome III, Le temps des éditeurs*, Jouve, Éditions Promodis, 1985, 539 p.

MAUZI, Roberl (Sous la direction de), *Précis de LITTÉRATURE FRANÇAISE DU XVIII^e SIÈCLE*, Paris, Presses universitaires de France, 1990, 280 p.

MIQUEL, Miquel, *Histoire de la France*, Paris, Éditions Fayard, 1976, 643 p.

PAUVERT, Jean-Jacques et BEUCHOT, Pierre, *Sade en procès*, Turin, Éditions Mille et une nuits, 1999, 143 p.

Petit Larousse illustré, Paris, Librairie Larousse, 1979, 1790 p.

DE RÉMUSAT, Clary, *Mémoires*, Édition établie par Pierre-André Weber, Paris, Éditions de Crémille, 1968, 269 p.

ROBERT, Paul, *Le petit Robert*, Les Dictionnaires Robert-Canada, Montréal, 1990, 2171 p.

SAULNIER, V.-L., *La littérature française du siècle philosophique*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, 135 p.

DE STAËL, Germaine, *Circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution française*, Paris, Éditions Viénot, 1904, 346 p.

---, *Considérations sur la Révolution française*, Paris, Éditions Tallandier, 2000, 693 p.

---, *Corinne ou l'Italie*, Édition présentée, établie et annotée par Simone Balayé, Paris, Gallimard, 1985, 632 p.

---, *Correspondance générale, tome IV, première partie : Du Directoire au Consulat (1^{er} décembre 1796 au 15 décembre 1800)*, texte établi et présenté par Béatrice W. Jasinski, Paris, Éditions Jean-Jacques Pauvert, 1976, 337 p.

---, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, Paris, Édition A. Blaeschke, 1998, 627 p.

---, Germaine, *Delphine*, Paris, GF Flammarion, 2000, 789 p.

VAILLANT, Alain, BERTRAND, Jean-Pierre, RÉGNIER, Philippe, *Histoire de la littérature française du XIX^e siècle*, Paris, Éditions Nathan, 1998, 640 p.

VINET, Alexandre Rodolphe, *Études sur la littérature française au XIX^e siècle*, Paris, Éditions Chez les Éditeurs, 1857, 574 p.